Conseil Général
1427 BONVILLARS

Bonvillars, le 7 juin 2021

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Les membres du Conseil Général de Bonvillars sont convoqués pour une séance

le lundi 28 juin 2021
à 20h00, salle de la Cour

Ordre du jour :

1. Assermentation de nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 14.12.2020
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications municipales
5. Information des délégués dans les associations intercommunales
6. Gestion 2020 - Rapport de la commission de gestion
7. Préavis 2/2021 - Comptes 2020, rapport de la commission des finances
8. Préavis 1/2021 - Réfection du clocher de l'église, rapport des commissions
9. Préavis 3/2021 - Raccordement de la parcelle 499, rapport des commissions
10. Préavis 4/2021 - Réfection chemin Sur la Vigne, rapport des commissions
11. Préavis 5/2021 - Révision des statuts de l'Association de défense incendie, rapport de la commission
12. Préavis 6/2021 – Révision des statuts de l'ACRG, rapport de la commission
13. Divers, motions, interpellations, questions.

Le Président

<u>Remarques</u>

1) *Les documents pour cette séance seront mis dès que possible à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars.*
   Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :
   - cliquer sur le mot « intranet » à droite en haut de l'écran d'accueil
   - identifiant = conseil
   *- mot de passe = **BL48DV***
2) *Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au no de tél. 024 436 16 75 et cela avant le jeudi 24.06.2021*

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 14 DECEMBRE 2020

ORDRE DU JOUR

1. Assermentation
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 24.08.2020
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Préavis municipal no 4/2020 : budget 2021, rapport de la commission des finances
6. Motions, interpellations, questions

Le président, Edouard Duvoisin, déclare la séance ouverte à 20h00. L'assemblée compte 38 conseillers, le quorum étant atteint, elle peut délibérer valablement.

Ordre du jour

L'ordre du jour sera suivi tel que présenté.

1. Assermentation

Martin Meusy est assermenté.

2. Adoption du procès-verbal de la séance du 24.08.2020

Il est accepté à l'unanimité. Le président remercie la secrétaire pour son travail.

3. Communications du bureau du conseil

Le Président demande aux conseillers de se rendre sur le site internet pour contrôler si leurs données, dans la liste des membres du conseil, sont toujours valables.

Le bureau a nommé deux commissions pour des révisions de statuts d'associations intercommunales : SDIS (service du feu) et ACRG (buts multiples). Ces commissions ne rapportent pas devant le conseil, mais seulement à la Municipalité.

Le 7 mars 2021 aura lieu les élections communales. Le Préfet a déjà fixé la date de l'assermentation au 21 avril 2021 à 20h30. Le 18 janvier 2021 est le dernier délai pour le dépôt des dossiers de candidature.

4. Communications de la Municipalité

Frédéric Piguet :

- Exprime la sympathie de la Municipalité aux familles touchées par les deuils durant cet automne.
- Témoigne des moments difficiles de cet automne quand il a fallu annoncer aux organisateurs des différentes manifestations qu'elles ne pourraient pas avoir lieu.

- La Municipalité soutient l'initiative SOS-communes qui demande la reprise totale des dépenses sociales par le canton, ainsi que la bascule de 15 points d'impôts en faveur du canton.
- Les plants de chêne dans les vignes de la fondation La Coudre ont le droit d'y être, cela dépend de leur grandeur et de leur distance par rapport à la parcelle voisine.
- Les mises à l'enquête pour l'équipement de la ZA, zone d'activités, et du PGA, plan général d'affectation, ont eu respectivement 2 et 8 oppositions. Plusieurs séances de conciliation sont prévues entre les personnes concernées, les municipalités et un mandataire.
- La surveillance de l'arrêt du bus et de la cour de récréation est effectuée par Janick Duvoisin.
- Les vendanges 2020 se répartissent ainsi : 4152 kilos de Gamay sélection à 97,84°Oechslé, 5670 kilos de Garanoir à 96,29° Oechslé, 16'508 kilos de Chasselas Cat II à 77,67° Oechslé et 8296 kilos de Chasselas sélection à 77, 68°Oechslé.
- La capite de la vigne communale a été refaite par les employés communaux.
- Concernant l'étude de fusion, 4 groupes de travail seront constitués et les conseillers peuvent les intégrer : nouvelles autorités et nouvelle administration, finances et patrimoine, nom de la future commune et service technique.
- Frédéric Piguet se représente comme syndic car il a envie de mener à bien le projet de fusion qu'il a mis en route avec le syndic d'Onnens.

Christiane Gri :

- Se représente pour la nouvelle législature avec le vœu de continuer à être le plus écologique possible. Elle remercie d'ailleurs les conseillers de penser à éteindre leurs luminaires de Noël après 23h30.

Daniel Rappo :

- La commune de Corcelles/Concise a quitté Cand-Landi pour la déchetterie de Champagne. Concise semble vouloir faire de même. Bonvillars peut rester chez Cand-Landi jusqu'à fin mars. Dès le 1er avril, Bonvillars ira à la déchetterie d'Onnens qui ouvre seulement deux fois par semaine. Elle ouvrira probablement une fois de plus et ce sera un bon rapprochement des communes dans le but de la fusion.
- Daniel Rappo se représente pour la nouvelle législature.

Thomas Meylan :

- Annonce des débuts de projets à propos de la grande salle. Il ne se représente pas pour une nouvelle législature, privilégiant une opportunité professionnelle.

François Jaquier :

- Se représente pour la nouvelle législature.

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 14 DECEMBRE 2020

5. Préavis municipal no 4/2020 : budget 2021

Jean-Pierre Duvoisin lit le rapport de la commission des finances.

Frédéric Piguet donne quelques précisions sur le budget. Il avertit que le deuxième employé communal restera à 60 % et annonce qu'il n'y aura probablement pas de dividende reversé par la CVB en 2021. La discussion est ouverte.

Jean-Michel Jaquier s'étonne que la commune finance toujours l'exploitation de la Maison des Terroirs à Grandson.

La parole n'étant plus demandée, le préavis est mis au vote.

Le Conseil général de Bonvillars approuve là l'unanimité le budget communal 2021 avec un excédent de charges de frs. 201'619.00 ainsi que le budget de la STEP.

6. Motions, interpellations, questions

Denise Duvoisin : quand on monte le Bochet, le clocher de l'église est tout noir, on ne peut plus y lire l'heure. Serait-il possible de le nettoyer ?

Frédéric Piguet : un montant est prévu pour refaire la peinture à l'intérieur du temple, mais on prend note de votre demande.

Yves-Edouard Ruchti : j'avais écrit un postulat pour le bord de l'étang et je m'attendais à avoir une réponse lors de cette séance.

Daniel Rappo : j'ai fait le tour de l'étang avec le garde-forestier et les travaux commenceront dès que possible avec les bûcherons et les employés communaux. Le ruisseau sera nettoyé. Je ferais une réponse écrite pour notre prochaine séance.

Yves-Edouard Ruchti : la conduite d'eau claire est subventionnée par la confédération et il faut éviter un nouveau marécage.

Daniel Rappo : Frank Siffert a résilié la convention prévoyant un fauchage tous les trois ans, et il a fauché.

Frédéric Piguet : le tour de l'étang est très humide, les travaux seront effectués par les employés communaux dès qu'ils le pourront.

Daniel Rappo : cela fait 50 ans qu'on ne fait plus rien autour de cet étang, j'ai bien senti comme les anciens protégeaient l'eau et on va faire de même.

Claire Javet : il y a des cataractes d'eau qui tombent du toit de l'ancienne poste. C'est la descente qui semble complètement bouchée.

Thomas Meylan : les employés sont passés, mais je vais vérifier.

Yves-Edouard Ruchti : l'analyse des eaux n'est plus affichée au pilier public.

Frédéric Piguet : l'eau de Bonvillars est bonne et n'a pas de chlorothalonil.

Sébastien Gri : pour la déchetterie d'Onnens, il serait bien qu'une ouverture soit prévue jusqu'à 19h00 un soir pour les gens qui travaillent.

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 14 DECEMBRE 2020

Yves-Edouard Ruchti : le lampadaire le long du terrain de foot n'est pas le même que les autres du village, est-ce voulu un tel patchwork dans le village ?

Christiane Gri : vient de se faire la même réflexion et a parfois de la peine à se faire comprendre par l'électricien.

Le Président et le Syndic souhaitent de belles fêtes de fin d'année aux conseillers.

Après le contre-appel, la séance est levée à 21h00.

Le Président : La secrétaire :

COMMUNE
DE
BONVILLARS

RAPPORT DE GESTION

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : M. Frédéric Piguet / 024 436 13 79

MUNICIPALITE – RAPPORT DE GESTION

Au 31 décembre 2019, la population était de 490 habitants.

Au 31 décembre 2020, elle est de 489 habitants.

La Municipalité s'est réunie 36 fois en séance hebdomadaire.

Elle a délivré 6 permis de construire et 2 permis d'habiter/d'utiliser.

L'assemblée des communes vaudoises n'a pas eu lieu en 2020.

Personnel communal

Depuis le 1er janvier 2020, M. Vincent Corthésy seconde M. Antonio Fernandes à raison de 60% EPT soit le mercredi, jeudi et vendredi.

Vendanges 2020	Chasselas sélection	8'296 kg	avec une moyenne de 77.68°
	Chasselas cat II	16'508 kg	avec une moyenne de 77.67°
	Gamay sélection	4'152 kg	avec une moyenne de 97.84°
	Garanoir	5'670 kg	avec une moyenne de 96.29°

La présence d'un second employé communal a moins nécessité l'engagement de personnels journaliers pour soigner le vignoble.

Cimetière

Les tombes de 1949 à 1957 ont été désaffectées entre janvier et février. Une prairie fleurie a été semée en lieu et place du gazon. Les employés communaux interviennent régulièrement pour éradiquer les herbes folles entre les tombes, mais l'entretien de celles-ci incombe aux familles.

Complexe La Cour - collège

Les volets des classes et de l'appartement ont été repeints.

Etude de la fusion

La pandémie n'a pas permis de commencer la constitution des groupes d'étude. Seule une rencontre des 2 Conseils généraux a eu lieu en septembre.

Forêts

La météo des dernières années n'est pas favorable à nos forêts « adultes et vieillissantes». Les périodes de sécheresse suivies ou accompagnées de fortes chaleurs ont mis à mal les résineux à tous les étages altitudinaux, ainsi que les feuillus comme le hêtre. En conséquence, le strict respect du plan de gestion devient difficile. Nous intervenons prioritairement dans les zones où le dépérissement des résineux nécessite une réalisation rapide, soit pendant que leur qualité, pas encore trop dégradée, nous permet encore de les vendre. Mais actuellement, seules les coupes de chênes ou riches en bois précieux restent positives financièrement.

L'année 2020 a débouché sur 4 exploitations. Sur les 2200 sylves préconisées par le plan de gestion, seules 1155 ont été martelées, reconnues pour un volume de 825 m3. Plus de la moitié de ces coupes était liée au dépérissement. La part de résineux représentait 72 % du total. Les soins culturaux et l'entretien des plantations ont couvert environ 4.5 ha de forêts communales. Il est à relever que divers travaux d'entretien (roselières, pâturages boisés, et même prairies sèches) ont pu être entièrement pris en charge par les enveloppes cantonales pour la biodiversité.

Enfin, d'importantes subventions cantonales et fédérales étaient disponibles pour la desserte forestière. La commune en a profité dans le cadre d'une action coordonnée par le groupement forestier, avec des travaux de rénovation sur le chemin des Esserts, du Bois Dagon et des Blocs, pour ce qui concerne le territoire communal. Les 84 renvois d'eau nouvellement posés ont été réalisés avec du bois de Bonvillars.

Domaines

Suite à la reprise de La Combaz, 2 velux ont été posés dans la remise et une pièce de dégagement. Les cylindres et les clés ont été changés. La fosse septique a dû être vidangée aux frais de la commune, l'ancien bail ne précisant rien à ce sujet. Cette même année a eu lieu le contrôle électrique périodique. Il a débouché sur des travaux de mise en conformité, avec par exemple, l'installation d'une nouvelle hotte de ventilation. L'estivage a fait l'objet d'une nouvelle expertise (fixation du fermage maximum licite) permettant de légaliser le nouveau bail à ferme.

Déchetterie

Après que la commune de Corcelles-près-Concise a décidé de quitter la déchetterie intercommunale de La Poissine, la municipalité de Concise a souhaité prendre le même chemin. Des tractations avec la commune de Champagne ont été entreprises, mais c'est finalement avec la commune d'Onnens qu'une solution de relocalisation de la déchetterie a été proposée.

Rues du village

Pose de grilles d'évacuation et de système d'écoulement des eaux de surface sur le chemin du Lac.

Les lignes de signalisation ont été remarquées sur la place du Midi.

Eclairage public

Remplacement des anciennes ampoules par des ampoules LED dans tout le village.

De nouvelles lanternes ont été posées à la rue de la Laiterie, rue du Pontet et ch. de la Cour.

STEP

2 surpresseurs arrivés en bout de course ont dû être remplacés afin de permettre à l'installation de fonctionner correctement.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser

Bonvillars, le 4 mai 2021

Dans le cadre du groupement forestier de Bonvillars, des travaux d'entretien sur différents chemins ont été effectués, ainsi tous les renvois d'eau qui se trouvaient sur ces présents chemins ont été fabriqués avec du bois provenant de la commune de Bonvillars. Le résultat des travaux effectué est joli.

Domaines :

Plusieurs travaux ont été effectués durant l'année 2020, une partie par l'entreprise François Banderet Sàrl de Champagne et une autre par notre nouvel employé communal Vincent Corthésy, charpentier de métier. Le contrôle électrique périodique a révélé des défauts qui ont été corrigés immédiatement. Une nouvelle hotte a également été installée à la cuisine. La fosse septique a du être vidée au frais de la commune lors du changement de locataire, de plus cette même fosse n'est plus aux normes et une solution devra être trouvée à l'avenir. Affaire à suivre.

Rues du village et éclairage public :

Le miroir se trouvant en bas du Chemin du Susten a été changé.

Tous les lampadaires de la commune sont équipés de lampes LED ainsi que des nouveaux ont été posés à différents endroits dont à la rue du *Pontet* ou celui-ci est trop haut et doit être raccourci. Un nouvel éclairage a fait son apparition à l'église.

STEP :

Rien à signaler mis à part le changement de 2 surpresseurs qui ont dû être remplacés et dont l'investissement s'est fait à moitié sur 2019 et l'autre moitié sur 2020.

Divers :

La municipalité a fait un don à la société de l'Abbaye des Vignerons de Bonvillars pour le remplacement des fenêtres et de la porte d'entrée du stand.

Conclusion :

Au vu de ce qui précède la commission de gestion propose aux membres du conseil général d'accepter le rapport de gestion 2020 du 4 mai 2021 tel que présenté.

Bonvillars, le 21 juin 2021

Bally Claude

Bloesch Léonard

Duvoisin Antoine, rapporteur

Rapport Commission de gestion 2020.

Monsieur le président, mesdames et messieurs, chère municipalité,

La commission de gestion composée de messieurs Bally Claude, Bloesch Léonard et Duvoisin Antoine, rapporteur, s'est réunie une première fois le lundi 17 mai 2021 à la maison de commune en présence des membres de l'exécutif. Durant cette séance, nous avons parcouru ensemble leur rapport de gestion où la municipalité a répondu à nos diverses questions. Nous les remercions pour leur disponibilité.

Une seconde rencontre a eu lieu le lundi 7 juin 2021 pour les visites de différents lieux suivi d'un souper au chalet d'alpage de La Combaz, propriété de la commune de Bonvillars.

Lieux visités : Chemins Forestiers, La Combaz et le vignoble.

Personnel communal :

Depuis de le 1er janvier 2020, un nouvel employé du nom de Vincent Corthésy est entré en fonction pour aider monsieur Antonio Fernandes. Ce dernier passe également à un droit de vacances de 6 semaines par année étant donné qu'il a plus de 60 ans.

Vignoble :

Pour la récolte 2020 tous les quotas ont été remplis hormis le chasselas CAT II, où il manque 5 tonnes. La cabane de vigne a été refaite à neuf, il manque encore les fenêtres et la porte qui sont commandées.

Cimetière :

La prairie fleurie écologique semée sur la partie Est du cimetière, après la désaffectation des tombes de 1949 à 1957, a mis du temps mais a fini par pousser.

Bâtiments communaux :

Les volets ont été refaits au bâtiment du collège et toutes les citernes à mazout des bâtiments communaux ont été révisées.

Etude de la fusion :

Aucune séance pour l'avance des groupes d'étude n'a pu être organisée en 2020 à cause du COVID.

Forêt :

La météo peu favorable de ces dernières années a un impact sur la vie de nos forêts qui sont assez âgées, particulièrement dû à la sécheresse. De ce fait, le plan de gestion devient difficile et c'est pour cela que seulement 1155 sylves ont été coupées contrairement à environs 2200 sylves les autres années. Soit presque moitié moins.

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 2/2021
Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric. Piguet / tél. 024 436 13 79

Comptes communaux 2020

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous soumettons à votre approbation les comptes communaux de l'année 2020, vérifiés par la fiduciaire Fiprom le 4 mai 2021 et adoptés par la Municipalité en séance du 17 mai 2021, qui se résument comme suit :

Charges :	**CHF**	**2'175'784.06**
Revenus :	**CHF**	**2'179.195.48**
Déficit avant prélèvement au fonds de réserve :	**CHF**	**56'588.58**
Excédent de revenus :	**CHF**	**3'411.42**

Amortissements

Les amortissements légaux comptabilisés s'élèvent à CHF. 143'898.10 (voir tableau annexé).

Investissements

Les investissements se montent à CHF 113'619.00 (selon tableau annexé)

Par rapport au budget adopté par le Conseil général, les principales modifications sont :

Administration générale – Administration

Assurances accident et maladie
Cp. 110.305.00
Supplément à payer après l'engagement du 2e employé.

Dons
Cp. 110.365.00
Dans ce montant figure le don CHF 14'000.00 à la Société de l'Abbaye pour les nouvelles fenêtres du stand.

Participations et subventions
Cp. 110.465.00
Subside du Canton pour l'étude de la fusion CHF 5'000.00.

Instruction publique et cultes

Enseignement primaire et secondaire
Cp 510
Augmentation due à la mise en service, en août 2020, du Centre sportif de Borné Nau.

Services industriels

Service des eaux - Attribution au fonds de réserve
Cp 810.380.00
Attribution du bénéfice au fonds de réserve

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 2/2021
- entendu le rapport de la Commission des finances

Décide :

1. **d'approuver les comptes de la STEP 2020 tels que présentés et d'en donner décharge à la Municipalité.**

2. **d'approuver les comptes communaux de l'année 2020 tels que présentés et d'en donner décharge à la Municipalité.**

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser

Bonvillars, le 18 mai 2021

Annexes : Comptes et bilan 2020
Comptes et bilan STEP 2020
Tableau des amortissements et des investissements

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus	Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Comptes 2019 Charges	Comptes 2019 Revenus
1	**ADMINISTRATION GENERALE**	**290'191.84**	**62'847.75**	**418'174**	**58'300**	**257'205.51**	**59'284.00**
101	**Conseil général**	**4'108.55**	**0.00**	**11'000**	**0**	**5'014.60**	**0.00**
300.00	Jetons de présence-Commissions-Bureau	4'108.55		5'000		5'014.60	
306.00	Ind.et remboursement de frais	0.00		5'500		0.00	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	0.00		500		0.00	
102	**Municipalité**	**24'770.65**	**0.00**	**32'200**	**0**	**28'106.25**	**0.00**
300.00	Traitement des municipaux	23'463.45		25'000		26'296.70	
306.00	Ind.et remboursement de frais	1'307.20		7'000		1'629.10	
309.00	Autres charges	0.00		200		180.45	
110	**Administration**	**250'189.64**	**60'765.75**	**362'974**	**56'000**	**212'116.16**	**55'510.00**
301.00	Traitement du personnel administration	61'918.10		60'000		58'600.95	
301.01	Traitement du personnel exploitation	0.00		71'000		0.00	
301.02	Traitement du 2ème employé	0.00		41'000		0.00	
303.00	Assurances sociales	35'729.20		36'000		26'959.70	
304.00	Caisse de retraite	26'799.80		26'500		20'037.60	
305.00	Assurances accident et maladie	17'346.95		13'000		12'509.00	
306.00	Indemnisation et remboursement de frais	747.70		1'000		1'331.30	
309.00	Autres charges	581.50		500		90.00	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	3'332.25		2'500		2'191.60	
310.01	Journaux, annonces off., textes légaux, etc.	3'934.50		4'500		2'120.45	
310.02	Site web	180.10		7'500		171.25	
310.03	Géoportail	3'577.00		7'500		0.00	
311.00	Achat mobilier et matériel	181.70		1'000		0.00	
311.01	Maintenance et petit matériel informatique	11'382.55		12'000		8'318.55	
317.00	Réceptions et manifestations	767.15		4'000		5'299.70	
318.00	Honoraires et prest. service, assurances	20'165.14		18'000		24'623.71	
318.01	Natel: 079 424.30.63	620.50		500		409.55	
318.04	Frais de poursuites et de rappels	0.00		200		120.90	
319.00	Taxes, cotisations et divers	8'964.05		10'000		10'151.55	
351.00	Part à des charges cantonales	32'671.45		37'274		31'970.30	
352.00	Part à des charges autres comm.	2'090.00		1'000		1'335.05	
365.00	Dons, aides et subventions casuels	19'200.00		8'000		5'875.00	
431.00	Emoluments		7'734.10		5'500		4'190.80
434.00	Romande Energie, droit du sol		40'029.50		43'000		40'395.10
435.00	Ventes et prestations de service		5'803.00		6'000		6'478.15
436.00	Remboursement de tiers (APG), ass. div. et AVS		97.25		1'000		106.95
465.00	Participations et subventions de tiers		7'101.90		500		4'339.00
150	**Affaires culturelles et de loisirs**	**4'655.00**	**0.00**	**4'800**	**0**	**4'797.50**	**0.00**
351.00	Loi sur école de musique LEM	4'655.00		4'800		4'797.50	
160	**Tourisme**	**6'468.00**	**2'082.00**	**7'200**	**2'300**	**7'171.00**	**3'774.00**
352.00	Part Maison des Terroirs	6'468.00		7'200		7'171.00	
406.06	Taxe de séjour résidences secondaires		2'082.00		2'300		3'774.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus	Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Comptes 2019 Charges	Comptes 2019 Revenus
2	**FINANCES**	**410'882.89**	**1'408'627.17**	**465'167**	**1'320'459**	**415'606.76**	**1'287'804.16**
210	**Impôts**	**16'061.89**	**1'134'341.34**	**12'500**	**1'140'600**	**20'843.76**	**1'052'636.35**
318.00	Frais de perception des impôts	10'037.00		8'000		8'230.80	
321.00	Intérêts bonifiés impôts	357.75		1'000		328.30	
329.00	Défalcations	5'667.14		3'000		12'284.66	
330.00	Défalcations	0.00		500		0.00	
400.01	Impôt sur le revenu		786'824.99		820'000		745'611.10
400.02	Impôt sur la fortune		133'990.73		120'000		123'538.85
400.03	Impôt à la source		-2'026.29		4'000		4'469.17
401.01	Impôt sur le bénéfice personnes morales		9'529.28		25'000		24'938.80
401.02	Impôt sur le capital personnes morales		2'729.55		200		359.75
401.03	Impôt complémentaire sur les immeubles p.m.		16'988.40		5'000		7'170.00
402.00	Impôt foncier		113'115.60		110'000		112'532.00
404.00	Droits de mutation		15'785.00		20'000		10'530.90
405.00	Impôt sur les successions et donations		120.50		5'000		0.00
406.01	Impôt sur les chiens		2'990.50		3'400		3'441.70
422.00	Intérêts de retard		7'806.33		3'000		6'065.48
441.00	Recettes sur les gains immobiliers		15'577.45		15'000		13'978.60
441.01	Impôt des frontaliers		30'909.30		10'000		0.00
220	**Finances**	**376'154.00**	**274'285.83**	**434'000**	**179'859**	**376'096.00**	**235'167.81**
352.00	Partic.des communes, péréquation, EtaCom.	376'154.00		434'000		361'907.00	
352.01	Péréquation, décompte année précédente	0.00		0		14'189.00	
422.00	Revenu des capitaux du patrimoine financier		37'885.83		41'000		37'731.81
452.00	Partic.des com.,bouclement cpte rég. Etatcom		165'695.00		138'859		197'436.00
452.01	Péréquation année précédente		10'705.00		0		0.00
480.00	Prélèvement à fond de réserve		60'000.00		0		0.00
230	**Amortissement et réserve non-ventilés**	**18'667.00**	**0.00**	**18'667**	**0**	**18'667.00**	**0.00**
331.00	Amortissement obl. patrim. administratif	18'667.00		18'667		18'667.00	
3	**DOMAINES ET BATIMENTS**	**380'358.97**	**487'623.06**	**327'350**	**496'567**	**360'230.29**	**503'946.92**
310	**Terrains**	**7'327.05**	**13'912.10**	**1'000**	**12'500**	**770.00**	**35'475.60**
301.00	Traitement des employés communaux	898.40		0		770.00	
314.00	Entretien des terrains	6'428.65		1'000		0.00	
423.00	Locations des terrains		13'912.10		12'500		12'375.60
435.00	Vente de terrain		0.00		0		23'100.00
320	**Forêts**	**108'109.07**	**85'181.00**	**157'300**	**97'500**	**149'385.84**	**84'307.20**
300.00	Vacations des municipaux	1'883.30		1'200		2'115.80	
308.01	Ass.-Exploitation, coupes, plantations	39'746.30		87'500		102'241.41	
308.02	Ass.-Entretien des plantations	32'177.80		25'000		13'901.35	
308.03	Débardage-Epareuse-Broyage	0.00		2'000		0.00	
309.00	Autres charges	658.05		1'000		728.80	
310.00	Journaux, annonces, bureau, cotisations	820.00		600		820.00	

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus	Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Comptes 2019 Charges	Comptes 2019 Revenus
314.01	Entretien des chemins	11'837.95		8'000		7'303.60	
352.00	Participation garde-forestier	20'985.67		32'000		22'274.88	
435.01	Vente de bois de service		63'798.85		80'000		55'550.80
435.02	Vente de bois d'industrie		0.00		0		733.90
435.03	Vente de bois de feu		7'228.00		11'000		17'187.50
444.00	Subsides		14'154.15		6'500		10'835.00
330	**Vignes**	**92'686.50**	**100'465.80**	**45'300**	**101'900**	**84'542.90**	**107'226.25**
301.00	Traitement des employés communaux	53'265.75		0		34'344.30	
301.01	Traitement du personnel	14'227.00		24'000		24'548.75	
311.00	Achat de matériel, machines	7'819.45		2'000		558.20	
313.00	Achats produits, engrais, plants	7'506.75		7'000		11'482.80	
313.01	Achat de bouteilles	2'173.50		2'000		1'720.00	
315.00	Tracteur	2'400.10		1'500		2'240.25	
319.00	Cotisations et divers	993.95		4'500		5'348.60	
331.00	Amortissement tracteur	4'300.00		4'300		4'300.00	
435.00	Vente de vin		660.00		500		198.00
435.01	Vente de raisin		99'326.55		100'000		105'479.20
435.02	Dividendes s/parts sociales		79.25		1'000		1'149.05
437.00	Location vignes		400.00		400		400.00
340	**Bâtiments-Patrimoine administratif**	**18'228.55**	**0.00**	**17'500**	**0**	**17'680.45**	**0.00**
300.00	Vacations des municipaux	1'007.00		2'000		1'131.60	
301.00	Traitement des employés communaux	4'016.40		0		1'900.00	
315.00	Entretien du matériel	797.15		1'000		709.35	
318.00	Assurance incendie	8'643.90		10'500		10'175.40	
319.00	Dégâts d'eau et bris de glaces	3'764.10		4'000		3'764.10	
351	**Grande salle**	**21'430.45**	**25'034.00**	**25'800**	**24'500**	**29'911.95**	**25'366.00**
301.00	Conciergerie	0.00		0		5'616.05	
301.01	Traitement des employés communaux	3'211.55		0		645.00	
311.00	Achat de matériel-engins	0.00		2'000		0.00	
312.00	Electricité, chauffage	7'195.40		10'000		9'666.70	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	1'210.85		2'000		1'764.45	
314.00	Entretien du bâtiment	2'722.50		2'000		0.00	
315.00	Entretien du mobilier et matériel	-1'709.85		1'000		3'419.75	
331.01	Amortissement Etude Grande Salle	8'800.00		8'800		8'800.00	
427.00	Locations diverses		750.00		2'000		2'950.00
427.01	Locations groupement scolaire		24'284.00		22'500		22'416.00
352	**Le Moulin**	**21'227.60**	**52'999.50**	**11'850**	**53'600**	**11'828.65**	**54'576.27**
311.00	Achat de matériel, mobilier	1'273.95		2'000		1'370.00	
312.00	Electricité, chauffage	5'664.25		5'500		5'481.85	
312.01	Electricité, locaux de service	793.85		150		129.20	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	166.00		200		1'486.80	
314.00	Entretien du bâtiment	13'329.55		4'000		3'360.80	
427.02	Location Corthésy		18'228.77		18'000		18'851.98
427.03	Location Parenté		21'665.40		22'000		22'398.74
427.04	Location Fernandes J.		13'105.33		13'600		13'325.55

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus	Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Comptes 2019 Charges	Comptes 2019 Revenus
353	**Collège**	**37'890.50**	**103'415.90**	**27'000**	**97'067**	**25'870.45**	**92'298.80**
301.00	Conciergerie	764.65		1'000		12'757.90	
301.01	Traitement des employés communaux	6'881.00		0		0.00	
311.00	Achat de matériel, mobilier	0.00		1'000		0.00	
312.00	Electricité, chauffage	15'040.70		13'000		11'069.25	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	2'321.40		2'000		87.90	
314.00	Entretien du bâtiment	12'882.75		10'000		1'955.40	
427.00	Location appartement		28'800.00		28'000		24'000.00
427.01	Locations classes		40'944.45		42'000		41'232.15
427.02	Participation à l'amortissement		18'666.65		18'667		18'666.65
427.04	Location triage forestier 7		8'400.00		8'400		8'400.00
465.00	Participations de tiers		6'604.80		0		0.00
354	**Eglise**	**7'316.90**	**0.00**	**5'000**	**100**	**4'362.45**	**100.00**
301.00	Conciergerie	429.45		800		615.35	
301.01	Traitement des employés communaux	83.00		0		320.00	
312.00	Electricité, chauffage	948.40		1'500		812.15	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	0.00		500		4.95	
314.00	Entretien du bâtiment	4'820.00		1'000		1'390.00	
318.00	ECA, assurance incendie	1'036.05		1'200		1'220.00	
427.00	Mariage		0.00		100		100.00
355	**Maison de Commune**	**5'717.20**	**0.00**	**10'400**	**0**	**10'846.30**	**0.00**
301.00	Conciergerie	1'221.55		1'400		1'363.35	
311.00	Achat de matériel, mobilier	0.00		2'000		236.10	
312.00	Electricité, chauffage	2'068.80		2'000		2'451.85	
314.00	Entretien des bâtiments	320.75		3'000		4'753.90	
318.00	Téléphone (024) 436.12.50	2'106.10		2'000		2'041.10	
356	**Ancienne Poste**	**5'447.75**	**45'397.56**	**6'600**	**46'100**	**9'781.20**	**43'344.35**
312.00	Electricite, chauffage	1'845.20		4'600		4'691.15	
314.00	Entretien	3'602.55		2'000		5'090.05	
427.01	Location Ayala		14'397.75		14'000		14'529.75
427.02	Location Krebs - Curtis		19'683.70		20'700		21'274.25
427.03	Location Fivaz		0.00		0		4'690.35
427.04	Location Meylan		11'316.11		11'400		2'850.00
357	**La Cour locatif**	**9'922.55**	**38'299.20**	**8'100**	**37'800**	**5'797.05**	**37'985.45**
312.00	Electricité, chauffage	3'123.30		4'500		4'571.40	
312.01	Electricité garage	413.00		600		533.55	
314.00	Entretien des bâtiments	6'386.25		3'000		692.10	
427.01	Location Colin appartement		11'235.25		11'000		11'349.35
427.02	Location Colin studio		6'000.00		6'000		5'786.40
427.04	Location local pompiers		3'468.00		3'400		3'468.00
427.05	Location EVAM		17'595.95		17'400		17'381.70
358	**La Combaz**	**44'811.00**	**22'918.00**	**10'000**	**25'000**	**1'710.40**	**22'867.00**
301.01	Traitements des employés communaux	2'757.00		0		0.00	
314.00	Entretien des bâtiments	42'054.00		10'000		1'710.40	
427.00	Location du chalet		22'918.00		25'000		22'867.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus	Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Comptes 2019 Charges	Comptes 2019 Revenus
359	**Cave et Annexes**	**243.85**	**0.00**	**1'500**	**500**	**7'742.65**	**400.00**
313.00	Achat de fournitures	0.00		500		1'278.50	
314.00	Entretien des bâtiments	243.85		1'000		6'464.15	
427.00	Location pressoir		0.00		500		400.00
4	**TRAVAUX**	**340'686.96**	**137'266.30**	**316'481**	**142'800**	**291'670.54**	**140'975.02**
430	**Routes**	**160'660.56**	**0.00**	**143'900**	**500**	**124'882.92**	**937.50**
300.00	Vacations municipaux	1'120.00		3'000		2'117.50	
301.00	Traitement des employés communaux	10'080.00		0		8'500.00	
311.00	Achat de matériel, machines	2'546.55		1'500		446.35	
312.00	Eclairage public	3'330.80		5'000		3'736.60	
313.00	Matériels divers, carburants	5'689.81		4'000		115.20	
314.01	Entretien des parcs	829.65		1'000		0.00	
314.02	Entretien des routes	32'138.95		40'000		53'767.82	
314.03	Entretien éclairage public	35'911.00		15'000		1'871.65	
314.04	Canalisations	0.00		3'000		0.00	
315.00	Tracteur	4'171.70		3'000		3'414.10	
318.00	Déblaiement neige	2'282.10		5'000		4'172.10	
319.00	Taxes, impôts, assurances véhicules	660.00		1'500		541.60	
331.01	Amortissement travaux routes	12'000.00		12'000		12'000.00	
331.03	Amortissement travaux sous Caves	6'000.00		6'000		6'000.00	
331.05	Amortissement " Croix des Terreaux"	15'600.00		15'600		15'600.00	
331.07	Amortissement trottoir rte de Champagne	7'800.00		7'800		7'800.00	
331.08	Amortissement Trottoir Flusel	4'800.00		4'800		4'800.00	
331.09	Amortissement Rue du Tertre	15'700.00		15'700		0.00	
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux claires		0.00		500		937.50
440	**Parcs, promenades, cimetière**	**29'073.45**	**700.00**	**17'300**	**0**	**15'719.25**	**0.00**
301.00	Traitement de l' employé communal	15'162.60		0		4'315.00	
311.00	Achat de matériel, machines	868.90		1'500		32.55	
314.00	Entretien	3'377.75		10'000		4'992.60	
315.00	Tracteur	5'364.20		1'500		2'079.10	
331.02	Amortissement tracteur	4'300.00		4'300		4'300.00	
435.01	Emolument "Jardin du Souvenir"		700.00		0		0.00
451	**Ordures ménagères et déchetterie**	**46'529.14**	**43'420.30**	**55'700**	**45'300**	**46'256.77**	**44'215.52**
300.00	Vacation des municipaux	450.00		500		500.00	
301.00	Traitement des employés communaux	2'947.00		0		1'230.00	
311.00	Achat matériel, (sacs enfants)	1'175.82		1'200		1'118.57	
352.00	STRID	1'706.53		2'000		1'712.80	
352.01	Cand-Landi	27'875.60		33'000		29'808.70	
352.03	Strid incinérables	9'293.94		12'000		10'391.75	
352.04	Cand-Landi déchets communaux	3'080.25		3'000		958.95	
352.05	Part communale à l'infrastructure	0.00		4'000		536.00	
434.02	Ristourne des sacs ordures STRID		9'839.35		12'000		10'001.97
434.03	Taxe personnelle déchets		32'426.35		33'000		33'686.25
435.04	Produits de récupération(verres)		370.55		300		527.30
436.01	Remboursements de tiers		784.05		0		0.00
461	**Réseau d'égouts**	**104'423.81**	**93'146.00**	**99'581**	**97'000**	**104'811.60**	**95'822.00**
300.00	Vacations municipaux	253.80		1'500		320.00	
314.00	Entretien canalisations et collecteurs	0.00		3'000		0.00	
314.04	Vidange fosses sceptiques	0.00		1'000		0.00	
331.04	Amortissement "chemin des Sources"	9'331.10		9'331		10'000.00	

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus	Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Comptes 2019 Charges	Comptes 2019 Revenus
331.05	Amortissement collecteurs Puits-Midi	15'000.00		15'000		15'000.00	
331.07	Amortissement raccordement EU Champs de Ville - La Gotallaz	3'500.00		3'500		3'500.00	
331.08	Amortissement Quartier du Pontet	2'500.00		2'500		2'500.00	
331.09	Amortissement Tamis STEP	6'600.00		6'600		6'600.00	
352.00	Participation de Bonvillars aux frais de la STEP	67'238.91		57'150		66'891.60	
434.00	Taxe d'épuration des eaux		40'329.00		44'000		39'369.00
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux usées		3'456.00		3'000		8'658.00
434.03	Taxe entretien des collecteurs		40'761.00		42'000		39'195.00
465.00	Participation frais exploitation et administration de la STEP		8'600.00		8'000		8'600.00
5	**INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES**	**223'778.00**	**258.45**	**211'120**	**0**	**210'108.35**	**456.05**
510	**Enseignement primaire et secondaire**	**220'408.70**	**0.00**	**205'300**	**0**	**205'037.30**	**0.00**
352.01	Participation primaire	130'830.65		122'700		123'912.95	
352.02	Participation au secondaire	89'151.70		82'600		81'124.35	
352.03	surveillance préau	426.35		0		0.00	
540	**Office orientation professionnelle**	**650.85**	**0.00**	**700**	**0**	**669.35**	**0.00**
351.00	Participation cantonale	650.85		700		669.35	
580	**Temples et cultes**	**2'718.45**	**258.45**	**5'120**	**0**	**4'401.70**	**456.05**
365.01	Participation paroisse protestante	990.00		2'000		990.00	
365.02	Participation paroisse catholique	1'614.00		3'000		3'291.10	
365.03	Participation paroisse langue allemande	114.45		120		120.60	
465.01	Ristourne participation paroisse protestante		258.45		0		456.05
6	**POLICE**	**94'351.25**	**2'177.00**	**111'800**	**5'800**	**94'221.80**	**3'818.60**
610	**Corps de police**	**60'883.00**	**2.00**	**69'200**	**500**	**57'700.35**	**520.00**
351.00	Réforme policière	56'083.00		66'700		53'427.00	
351.01	Frais auxilliaire de police municipale	4'800.00		2'500		4'273.35	
451.00	Participation et remboursement du Canton (réforme policière années précédentes)		2.00		0		0.00
451.01	Emoluments amendes d'ordre		0.00		500		520.00
620	**Contrôle des habitants**	**1'274.60**	**2'075.00**	**2'000**	**3'000**	**1'400.45**	**2'008.00**
318.00	Emoluments versés	1'274.60		2'000		1'400.45	
431.00	Emoluments facturés		2'075.00		3'000		2'008.00
630	**Police sanitaire**	**64.00**	**52.00**	**300**	**300**	**490.60**	**490.60**
352.04	Participation destruction déchets carnés	64.00		300		490.60	
436.00	Remboursement taxe déchets carnés		52.00		300		490.60

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus	Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Comptes 2019 Charges	Comptes 2019 Revenus
640	**Service des inhumations**	**829.45**	**0.00**	**700**	**0**	**1'229.20**	**0.00**
301.00	Traitement des employés communaux	376.00		0		985.00	
318.00	Frais de transports des pompes funèbres	86.15		200		172.30	
318.05	Honoraires et prestations de services	367.30		500		71.90	
650	**Défense contre l'incendie**	**21'414.25**	**48.00**	**28'000**	**2'000**	**24'384.60**	**48.00**
301.02	Participation SDIS, Yverdon	19'450.75		22'500		18'980.50	
319.00	Frais CR	100.00		500		200.00	
319.01	Bornes hydrantes	1'863.50		5'000		5'204.10	
436.00	Participation de tiers (subsides ECA)		48.00		2'000		48.00
660	**Protection civile**	**9'885.95**	**0.00**	**11'600**	**0**	**9'016.60**	**752.00**
352.00	Participation assoc. intercom. PC	9'126.35		10'000		8'217.00	
352.01	ACRG, surveillance des chantiers	759.60		1'600		799.60	
451.00	ACRG, ristourne		0.00		0		752.00
7	**SECURITE SOCIALE**	**370'190.95**	**15'052.55**	**448'000**	**0**	**372'679.10**	**0.00**
720	**Prévoyance sociale cantonale**	**370'190.95**	**15'052.55**	**448'000**	**0**	**327'139.10**	**0.00**
351.00	Pr.compl.AVS/AI-prév.aide soc.-prot.jeunesse	284'178.00		373'000		281'236.00	
351.01	FAGE (accueil de jour des enfants)	70'650.00		60'000		38'155.00	
351.02	ARAS	15'362.95		15'000		16'244.10	
351.03	Solde à payer de facture sociale année précédente selon décpte final	0.00		0		-8'496.00	
451.00	Participations et remboursements du canton		394.00		0		0.00
451.01	FAGE (Accueil de jour des enfants) ristourne		14'658.55		0		0.00
730	**Santé publique**	**0.00**	**0.00**	**0**	**0**	**45'540.00**	**0.00**
365.00	AVASAD (soins à domicile)	0.00		0		45'540.00	
8	**SERVICES INDUSTRIELS**	**65'343.20**	**65'343.20**	**44'000**	**52'000**	**69'079.70**	**67'634.10**
810	**Service des eaux**	**65'343.20**	**65'343.20**	**44'000**	**52'000**	**69'079.70**	**67'634.10**
300.00	Vacations des municipaux	253.80		500		319.60	
301.00	Traitement desemployés communaux	8'409.50		0		8'500.00	
311.00	Achat matériel, compteurs	0.00		1'000		1'158.05	
312.01	Achat eau	21'580.75		18'500		24'021.75	
312.03	Consommation d'électricité	4'560.90		5'000		4'531.35	
314.00	Entretien réseau et station pompage	5'549.11		5'000		20'751.50	
318.00	Honoraires et prestations de service	2'439.90		5'000		797.45	
331.01	Amortissement PDDE Plan Directeur Distribution eau	5'000.00		5'000		5'000.00	
331.02	Amortissement conduite du Devens	4'000.00		4'000		4'000.00	
380.00	Attribution au fonds réserve raccord.	13'549.24		0		0.00	
434.01	Taxes uniques de raccordement,dist.d'eau		3'840.00		2'000		9'620.00
435.00	Vente d'eau		61'503.20		50'000		58'014.10

Comptes de fonctionnement (par chapitres)	Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus	Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Comptes 2019 Charges	Comptes 2019 Revenus
Total des charges	2'175'784.06		2'342'092		2'070'802.05	
Total des revenus		2'179'195.48		2'075'926		2'063'918.85
Excédent de charges				266'166		6'883.20
Excédent de revenus	3'411.42					

		Solde au 31.12.2019	Mouvements Augmentation	Mouvements Diminution	Solde au 31.12.2020
1	**Actif**	**3'272'425.47**	**73'227.28**		**3'345'652.75**
10	**Disponibilités**	**117'145.15**	**79'053.63**		**196'198.78**
1000.00	Caisse	210.25	153.70		363.95
1000.01	caisse du contrôle habitant	1'508.45		901.70	606.75
1010.00	Chèques postaux	69'262.70	46'209.68		115'472.38
1010.03	Fonds en transfert	0.00			0.00
1010.04	E-Deposito CCP	3'198.95	40'000.00		43'198.95
1020.00	BCV c/c 602.219.0	42'101.70		5'708.05	36'393.65
1020.04	BCV c/c T 5242.66.77 placement	863.10		700.00	163.10
11	**Avoirs**	**369'524.62**		**19'708.25**	**349'816.37**
1150.01	Débiteurs #	104'523.50	48'656.85		153'180.35
1150.03	Débiteurs AFC impôt anticipé	24'630.63		11'677.83	12'952.80
1150.05	Débiteurs Etat de Vaud (PM)	-88'303.95		9'715.20	-98'019.15
1150.06	Débiteurs Etat de Vaud (PP)	228'960.77		32'467.94	196'492.83
1150.07	Débiteurs Etat de Vaud (IS)	-1'434.19		3'941.18	-5'375.37
1150.08	Débiteurs Etat de Vaud (IA)	41'147.86		10'562.95	30'584.91
1150.10	Compte courant STEP intercommunale	60'000.00			60'000.00
12	**Placements**	**614'501.71**	**192.70**		**614'694.41**
1200.06	Titres	90'763.00			90'763.00
1200.08	BANQUE RAIFFEISEN,40071.02	491.09	43.03		534.12
1200.11	BANQUE RAIFFEISEN,40071.28	521'281.24	155.32		521'436.56
1200.13	Raiffeisen, 40071.94	1'965.38		5.65	1'959.73
1230.00	Terrains	1.00			1.00
13	**Transitoire**	**213'280.34**	**43'968.30**		**257'248.64**
1390.00	Actifs transitoires	213'280.34	43'968.30		257'248.64
14	**Investissements**	**1'914'173.65**		**30'279.10**	**1'883'894.55**
1410.01	Trottoir route de Champagne	114'406.10		7'800.00	106'606.10
1410.05	Travaux Riettaz, route	60'000.00		12'000.00	48'000.00
1410.11	Travaux sous les caves de Bonvillars, ch. sur La Vigne	49'230.80		6'000.00	43'230.80
1410.12	Travaux "chemin des Sources"	9'331.10		9'331.10	0.00
1410.16	Croix-des-Terreaux	116'199.45		15'600.00	100'599.45
1410.19	Remplacement des collecteurs ruelle de Puits-place du Midi	251'930.10		15'000.00	236'930.10
1410.20	Epuration Champ-de-Ville et Gotallaz	28'099.40		3'500.00	24'599.40
1410.21	Equipement quartier du Pontet.	36'197.20		2'500.00	33'697.20
1410.22	Remplacement tamis STEP	9'134.45		6'600.00	2'534.45
1410.23	Conduite Devens	95'184.55		4'000.00	91'184.55
1410.24	Trottoir Flusel	100'600.00		4'800.00	95'800.00
1410.26	Plan général d'affectation (PGA)	67'512.40	30'418.75		97'931.15
1410.27	PDDE plan Directeur Distribution Eau	20'689.50		5'000.00	15'689.50
1410.29	Midi-Croix-des-Terreaux	234'225.80	36'712.25		270'938.05
1410.30	Rue du Tertre	393'031.90		15'700.00	377'331.90
1410.32	Equipement Ch. sur la Vigne	0.00	46'488.00		46'488.00
1430.04	3 ème Classe	55'991.00		18'667.00	37'324.00
1430.10	Etude complexe "La Cour"	204'349.90		8'800.00	195'549.90
1460.02	Achat tracteur vignes Carraro	68'060.00		8'600.00	59'460.00

		Solde au 31.12.2019	Mouvements Augmentation	Mouvements Diminution	Solde au 31.12.2020
15	**Prêts et participations permanentes**	**43'800.00**			**43'800.00**
1530.04	Actions Centre Sportif régional de Borné Nau SA (438 parts)	43'800.00			43'800.00

		Solde au 31.12.2019	Mouvements Augmentation	Mouvements Diminution	Solde au 31.12.2020
2	**Passif**	**3'272'425.47**	**69'815.86**		**3'342'241.33**
20	**Engagements courants**	**212'921.25**	**56'392.22**		**269'313.47**
2000.00	Créanciers divers	146'029.65	56'044.91		202'074.56
2000.01	Factures à payer	66'891.60	347.31		67'238.91
25	**Passifs transitoires**	**2'361.90**	**59'874.40**		**62'236.30**
2590.00	Passifs transitoires	2'361.90	59'634.40		61'996.30
2590.03	C/C Allocations familiales (Caisse AVS)	0.00	240.00		240.00
28	**Réserves**	**2'170'692.63**		**46'450.76**	**2'124'241.87**
2800.01	Fonds service des eaux	31'473.45	13'549.24		45'022.69
2810.00	Fonds de réserve pour assurance grêle	110'000.00			110'000.00
2810.02	Fonds de réserve achat futur	173'000.00			173'000.00
2820.02	Fonds de réserve protection civile	190'502.00			190'502.00
2820.03	Fonds de réserve	1'639'717.18		60'000.00	1'579'717.18
2820.04	Provision pertes sur débiteurs	26'000.00			26'000.00
29	**Fortune nette**	**886'449.69**			**886'449.69**
2900.00	Capital	886'449.69			886'449.69
	Ensemble des actifs	**3'272'425.47**	**73'227.28**		**3'345'652.75**
	Ensemble des passifs	**3'272'425.47**	**69'815.86**		**3'342'241.33**
	Excédent des actifs				**3'411.42**

COMPTES 2020

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus	Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Comptes 2019 Charges	Comptes 2019 Revenus
1	**Administration**	**1'023.04**	**0.00**	**1'050**	**0**	**1'022.99**	**0.00**
110	**Administration**	**1'023.04**	**0.00**	**1'050**	**0**	**1'022.99**	**0.00**
301.00	Traitement personnel administration	1'000.00		1'000		1'000.00	
318.00	Frais de gestion	23.04		50		22.99	
4	**TRAVAUX**	**71'734.40**	**72'757.44**	**61'100**	**62'150**	**70'892.66**	**71'915.65**
462	**STEP**	**71'734.40**	**72'757.44**	**61'100**	**62'150**	**70'892.66**	**71'915.65**
300.00	Vacations des municipaux	1'000.00		1'000		1'000.00	
301.00	Traitement personnel communal	6'255.00		6'400		5'970.00	
301.01	Traitement du personnel	9'154.50		8'800		10'231.50	
311.00	Achat matériel	0.00		1'000		1'588.90	
312.00	Electricité	7'175.50		7'200		6'681.80	
312.01	Consommation d'eau et frais d'épuration (eau consommée)	2'468.40		1'000		2'101.00	
314.00	Entretien	17'986.85		10'000		16'824.91	
314.01	Traitement des boues Ependes	11'815.45		11'000		12'655.50	
318.00	Honoraires et prestations de service	4'778.70		3'000		2'586.05	
318.02	PTT (024) 436.25.86	0.00		400		0.00	
319.01	Taxes fédérales sur les eaux usées	4'500.00		4'700		4'653.00	
331.02	Amortissement Tamis STEP	6'600.00		6'600		6'600.00	
436.01	Participation de la Commune de Champagne		4'647.18		4'000		4'019.24
436.02	Participation de la Commune d'Onnens		871.35		1'000		1'004.81
436.03	Participation Commune de Bonvillars		67'238.91		57'150		66'891.60
	Total des charges	**72'757.44**		**62'150**		**71'915.65**	
	Total des revenus		**72'757.44**		**62'150**		**71'915.65**

		Solde au 31.12.2019	Mouvements Augmentation	Mouvements Diminution	Solde au 31.12.2020
1	**Actif**	**148'559.04**		**16'498.05**	**132'060.99**
10	**Disponibilités**	**42'575.60**	**13'480.25**		**56'055.85**
1020.05	BCV c/c Z 5242.33.28 STEP	42'575.60	13'480.25		56'055.85
11	**Avoirs**	**32.25**			**32.25**
1150.03	Débiteurs Administration Contributions	32.25			32.25
13	**Transitoire**	**105'951.19**		**29'978.30**	**75'972.89**
1390.00	Actifs transitoires	105'951.19		29'978.30	75'972.89

		Solde au 31.12.2019	Mouvements Augmentation	Mouvements Diminution	Solde au 31.12.2020
2	**Passif**	**148'559.04**		**16'498.05**	**132'060.99**
20	**Engagements courants**	**115'070.60**		**19'509.75**	**95'560.85**
2000.00	Avance de la Commune de Bonvillars pour STEP	60'000.00			60'000.00
2000.01	Factures à payer	55'070.60		19'509.75	35'560.85
25	**Passifs transitoires**	**33'485.20**	**3'011.70**		**36'496.90**
2590.00	Passifs transitoires	33'485.20	3'011.70		36'496.90
29	**Fortune nette**	**3.24**			**3.24**
2900.00	Capital	3.24			3.24
	Ensemble des actifs	**148'559.04**		**16'498.05**	**132'060.99**
	Ensemble des passifs	**148'559.04**		**16'498.05**	**132'060.99**

Commune de Bonvillars	Tableau des amortissements 2020											
Libellé	Travaux déjà effectués	Investi. 2019	Total à amortir	Amortissement déjà effectué	solde au 31.12.2019	amortissements légaux 2020	No Pièce	Amortis. supplém.	No Pièce	Invest. 2020	cpte charges	solde à amortir au 31.12.2020
Riettaz (rtes) 1410.05	283'840.70		283'840.70	223'840.70	60'000.00	**12'000.00**	10'447	-			430.331.01	48'000.00
3ème classe 1430.04	560'010.00		560'010.00	504'019.00	55'991.00	**18'667.00**	10'448	-			230.331.00	37'324.00
Travaux sous Caves 1410.11	146'155.80		146'155.80	96'925.00	49'230.80	**6'000.00**	10'449	-			430.331.03	43'230.80
Travaux ch. Sources 1410.12	115'925.50		115'925.50	106'594.40	9'331.10	**9'331.10**	10'450	-			461.331.04	0.00
Croix des Terreaux 1410.16	397'885.90		397'885.90	281'686.45	116'199.45	**15'600.00**	10'451	-			430.331.05	100'599.45
Rempl. Collecteur. Puits - Midi 1410.19	690'430.10		690'430.10	438'500.00	251'930.10	**15'000.00**	10'452				461.331.05	236'930.10
Epuration Champ de la Ville-Gotallaz 1410.20	54'875.40		54'875.40	26'776.00	28'099.40	**3'500.00**	10'453				461.331.07	24'599.40
Trottoir route de Champagne 1410.01	161'206.10		161'206.10	46'800.00	114'406.10	**7'800.00**	10'454				430.331.07	106'606.10
Quartier du Pontet 1410.21	48'697.20		48'697.20	12'500.00	36'197.20	**2'500.00**	10'455				461.331.08	33'697.20
Tamis STEP 1410.22	35'534.45		35'534.45	26'400.00	9'134.45	**6'600.00**	10'456				461.331.09	2'534.45
Conduite Devens 1410.23	99'184.55		99'184.55	4'000.00	95'184.55	**4'000.00**	10'457				810.331.02	91'184.55
Trottoir Flusel 1410.24	115'000.00		115'000.00	14'400.00	100'600.00	**4'800.00**	10'458				430.331.08	95'800.00
Etude Grande salle 1430.10	230'749.90		230'749.90	26'400.00	204'349.90	**8'800.00**	10'459				351.331.01	195'549.90
Plan général d'affectation (PGA) 1410.26	51'172.60	16'339.80	67'512.40	-	67'512.40	-				**30'418.75**		97'931.15
PDDE Plan Directeur Distribution Eau 1410.27	30'689.50		30'689.50	10'000.00	20'689.50	**5'000.00**	10'460				810.331.01	15'689.50
Tracteur vignes Carraro 1460.02	42'630.00		42'630.00	8'600.00	34'030.00	**4'300.00**	10'461				330.331.00	29'730.00
Tracteur (parc, promenade, cimetière) 1460.02	42'630.00		42'630.00	8'600.00	34'030.00	**4'300.00**	10'462				440.331.02	29'730.00
Midi-Croix-des-Terreaux 1410.29	24'259.90	209'965.90	234'225.80	-	234'225.80					**36'712.25**		270'938.05
Rue du Tertre 1410.30	385'528.95	7'502.95	393'031.90		393'031.90	**15'700.00**	10'463				430.331.09	377'331.90
Equipement Ch. Sur la Vigne 1430.32	-	-	-	-	-	-				46'488.00		46'488.00
TOTAUX	**3'516'406.55**	**233'808.65**	**3'750'215.20**	**1'836'041.55**	**1'914'173.65**	**143'898.10**		-		**113'619.00**		1'883'894.55
					ok bouclements	ok budget 2020				ok boucl. 2020		ok bouclements 20

Cpte 230.331.00 somme due des écoles pour l'amortissement de la 3ème classe

Domaines de bâtiments

Forêts

Cpte 320.308.01 diminution des coupes et des plantations

Le Moulin

Cpte 352.314.00 réfection du local du personnel, sanitaires et douches

Sécurité sociale

Cpte 720.351.00 la commune a versé 373'000.-Frs et a été remboursé pour 88'822.- Frs

Les comptes communaux se résument comme suit :

Charges	CHF 2'175'784.06
Revenus	CHF 2'179'195.48
Déficit avant prélèvement fond de réserve	CHF 56'588.58
Excédent de revenus	CHF 3'411.42

La commission des finances propose aux membres du Conseil général d'approuver :

1) Les comptes de la Step 2020
2) Les comptes communaux 2020

Markus Hoh Christoph Junod Jean-Pierre Duvoisin

Bonvillars,15 juin 2021

Rapport de la commission des finances

Concerne : Préavis municipal n°2/2021
Comptes communaux 2021

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

La commission formée de Messieurs Markus Hoh, Christoph Junod et du rapporteur Jean-Pierre Duvoisin s'est réunie le jeudi 27 mai à la salle communale ,afin d'étudier les dits comptes. Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet,syndic, de sa présence ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.

La commission tient a apporté les compléments d'informations suivants aux comptes communaux 2020.

Administration

Cpte 110.310.02	Le site web n'a pas été changé, la somme est reportée en 2021

Impôts

cpte 210.400.03	montant négatif car le canton a trop versé pendant l'année
cpte 210.401.01	grosse différence par rapport à 2019

Amortissements

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 1/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet
024 436 13 79 – frederic.piguet@bonvillars.ch

Demande de crédit extrabudgétaire
pour l'entretien du clocher de l'église

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

D'après le livre de Mme Fontannaz, le clocher du temple de Bonvillars date du XVe ou du XVIe siècle ; sur les 4 faces, il est doté d'un cadran d'horloge. L'édifice a été rénové en 1975, mais les outrages du temps ont petit à petit recouvert le crépi de lichens, qui empêchent de lire sur 2 des faces l'heure affichée par l'horloge. De plus, le soubassement du clocher est recouvert de mousse.

Lors du Conseil du 14 décembre 2020, il a été demandé que la pierre retrouve sa teinte d'origine.

L'entreprise Jaquier Peintures avait déjà, par le passé, entrepris le nettoyage du clocher.
Le devis qui vous est soumis prévoit plusieurs opérations :

1) Lavage avec appareil à haute pression.
2) Application d'un produit adapté au nettoyage de façade.
3) Nouveau lavage à haute pression.
4) Application de 2 couches d'une crème de protection contre la pénétration de l'eau.
5) Application d'une 3e couche de crème de protection, si nécessaire.

La Municipalité souhaite profiter de ces travaux pour entretenir, selon le même procédé, la façade ouest, au-dessus du porche d'entrée.

Coût des travaux :

Clocher :	CHF	8'910.00
Façade ouest :	CHF	3'090.00
Chantier :	CHF	1'340.00
3e couche si nécessaire :	CHF	3'600.00

Montant total du devis, après rabais et TVA : CHF 16'940.00 (avec 3 imprégnations)
CHF 13'340.00 (avec 2 imprégnations)

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil général de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 1/2021.
- entendu le rapport de la commission chargée d'étudier cet objet.

Décide :

1) **D'autoriser la Municipalité à réaliser ces travaux de rénovation en 2021.**
2) **De financer ces travaux par la trésorerie courante (cpt 354.314.00).**

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

Bonvillars, le 7 avril 2021

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic
Frédéric Piguet

La Secrétaire
Nathalie Ryser

PREAVIS No 1/2021

RAPPORT DE LA COMMISSION

Demande de crédit pour l'entretien du clocher de l'église

La Commission composée de Denise Duvoisin, Philippe Corthésy et du rapporteur s'est réunie en date du 4 mai 2021. M. Frédéric Piguet, syndic, nous a présenté cette demande de crédit. La commission le remercie pour sa disponibilité.

La Municipalité demande un crédit pour la réfection du clocher de l'église avec deux propositions : soit CHF 16'940.— ou CHF 13'340.— .

Depuis 2005 date de la dernière retouche, l'état de revêtement du clocher s'est grandement endommagé, empêchant de lire l'heure sur deux de ses faces et déréglant l'horloge. L'aspect actuel noirâtre, dû au ruissellement de l'eau de pluie non collectée, nécessite grandement une réfection.

Le devis de l'entreprise Jaquier propose deux alternatives : 3 imprégnations pour CHF 16'940.— ou 2 imprégnations pour CHF 13'340.--.

La commisssion se prononce pour la première proposition vu l'exposition du clocher aux intempéries. Ce montant comprend également la réfection de la façade ouest de l'église.

La commission propose aux membres du conseil

- d'autoriser la Municipalité à réaliser ces travaux de rénovation en 2021,
- d'accepter un crédit de CHF 16'940.--.
- de financer ces travaux par la trésorerie courante (cpte 354.314.000.

Pour la commission : Denise Duvoisin, membre
Philippe Corthésy, membre
Rose-Marie Duvoisin, rapporteur

D Duvoisin Ph. Corthésy R. Duvoisin

Bonvillars, 15 juin 2021

Rapport de la commission des finances

Concerne : Demande de crédit extrabudgétaire pour l'entretien du clocher de l'église 1/2021

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs

La commission formée de Christoph Junod,Markus Hoh et du rapporteur Jean-Pierre Duvoisin, s'est réunie le lundi 27 mai à la salle communale afin d'étudier le dit préavis.
Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet,syndic de sa présence ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.

La commission propose d'autoriser la municipalité à effectuer ces travaux en 2021 (trésorerie courante cpte 354.314.00)

Nous proposons aux membres du conseil général de bien vouloir accepter le préavis tel que présenté.

Christoph Junod

Markus Hoh

Jean-Pierre Duvoisin

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 3/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : François Jaquier
079 432 81 20 – francois.jaquier@bonvillars.ch

Raccordement de la parcelle 499
au réseau communal d'évacuation des eaux

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

En avril 2021, le bureau d'architecture JAMA, pour le compte de Mme Jocelyne Bruno et M. Luca Bruno, nous a fait parvenir une demande de mise à l'enquête publique, pour la construction d'une villa de 2 appartements sur la parcelle no 499.

Dans sa séance du lundi 26 avril 2021, la Municipalité a accepté d'ouvrir l'enquête publique.

La commune est tenue de relier les bâtiments aux équipements existants, selon les articles de la loi LAT no 19, LATC no 45 et 50 du droit fédéral et vaudois de la Constitution.

La liaison s'effectuera au sud de la parcelle no 501, propriété de Mme Monique Berney et M. Christian Berney en traversant ladite parcelle.

Travaux à effectuer

- Pose d'un collecteur eaux usées
- Pose d'un collecteur d'eaux claires

Coût des travaux

Conduites et génie civil	CHF	26'000.00
Frais de remise en état	CHF	1'500.00
Frais de constitution de servitude	CHF	2'500.00
Total des travaux	CHF	30'000.00

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil général de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 3/2021.
- entendu le rapport des commissions chargées d'étudier cet objet.

Décide :

1) **d'autoriser la Municipalité à réaliser les travaux de liaisons des collecteurs au réseau communal existant pour la parcelle 499.**

2) **d'accorder un crédit de CHF 30'000.00 pour la réalisation des travaux** .

Financement : trésorerie courante
Amortissement : sur 20 ans, compte d'investissement no 1430.33

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

Bonvillars, le 20 mai 2021

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Frédéric Piguet

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS

La Secrétaire

Nathalie Ryser

Préavis 3/2021 : Raccordement de la parcelle 499 au réseau communal d'évacuation des eaux

Rapport de la commission

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La commission chargée d'étudier le préavis 3/2021, composée de Christiane Duvoisin, Willy Viguet et Victor Fernandes, rapporteur, s'est réunie le mardi 8 juin à la Maison de Commune. Elle y a rencontré François Jaquier, municipal, qu'elle remercie pour les informations qu'il a été en mesure de donner.

Le préavis porte sur le raccordement de la parcelle 499, parcelle que la commune a vendue en 2019 pour la somme de 23'100.-. La commission regrette que lors de la vente de la parcelle il n'ait pas été anticipé les coûts de raccordement afin d'adapter le prix de vente et éviter une perte financière pour la commune. La commune est maintenant tenue légalement de raccorder ladite parcelle au réseau communal d'évacuation des eaux.

En conséquence, la commission recommande au Conseil général de Bonvillars d'accepter le préavis 3/2021 tel qu'il a été présenté par la Municipalité.

Bonvillars, le 14 juin 2021

Christiane Duvoisin

Willy Viguet

Victor Fernandes (rapporteur)

Bonvillars, 15 juin 2021

Rapport de la commission des finances

Concerne : Raccordement de la parcelle 499 au réseau communal d'évacuation des eaux

3/2021

Monsieur le président,
Mesdames et Messieurs,

La commission formée de Christoph Junod, Markus Hoh et du rapporteur Jean-Pierre Duvoisin s'est réunie le lundi 27 mai à la salle communale afin d'étudier le dit préavis.
Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet syndic de sa présence ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.

La commission propose :

- d'autoriser la municipalité à exécuter ces travaux
- d'accorder un crédit de 30'000.- Frs financé par la trésorerie courante
- amortissement sur 20 ans, compte d'investissement no 1430.33

Nous proposons aux membres du Conseil général de bien vouloir accepter le préavis tel que présenté.

Christoph Junod	Markus Hoh	Jean-Pierre Duvoisin

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 4/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Christiane Gri
076 536 32 12 – christiane.gri@bonvillars.ch

Demande de crédit d'investissement
pour la réfection du chemin Sur la Vigne

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Préambule

Depuis les années 2000, le chemin Sur la Vigne n'est plus destiné uniquement à l'accès aux vignes situées au sud mais il dessert également tout le quartier de villas.

Un premier réaménagement a été réalisé en 2005 après la construction de plusieurs villas à l'Ouest du carrefour avec Oche Coulex. La partie Est est à ce jour, suite à la construction de 2 villas sur la parcelle 713, entièrement construite et requiert également une réfection complète sur 86 mètres/linéaires.

La réfection de ce chemin permettra à tous les propriétaires et viticulteurs de circuler dans de bonnes conditions.

Coût des travaux

Installation de chantier, travaux de réfection complète
du chemin et des banquettes, matériaux et main d'œuvre

Total des travaux **CHF** **40'000.00**

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil général de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 4/2021.
- entendu le rapport des commissions chargées d'étudier cet objet.

Décide :

1) **D'autoriser la Municipalité à réaliser les travaux de réfection du chemin Sur la Vigne.**
2) **D'accorder un crédit de CHF 40'000.00 pour la réalisation de ces travaux**

Financement : trésorerie courante
Amortissement sur 20, cpte d'investissement No 1430.34

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

Bonvillars, le 1er juin 2021

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Frédéric Piguet

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS
CANTON DE VAUD
LIBERTÉ ET PATRIE

La Secrétaire

Nathalie Ryser

Au Conseil général de la
Commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Préavis municipal no 4/2021

Réfection du chemin Sur la Vigne

RAPPORT DE LA COMMISSION

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

.La Commission, composée de M. Yann Rosser, Mme Dominique Etter et Mme Mary-Claude Colin, s'est rendue sur place le jeudi 17 juin 2021 afin d'examiner la demande concernant la réfection du chemin Sur la Vigne. Mme Christiane Gri, municipale, était présente et nous a fourni de précieuses informations. Nous la remercions vivement.

Nous avons constaté qu'un tronçon dudit chemin n'était pas en bon état, ceci suite à la construction de 2 nouvelles villas, entièrement équipées (EU, eau, électricité, etc.), ce qui a nécessité la creuse de tranchées avec passage de camions de chantier.

Par conséquent, cette partie du chemin nécessite une réfection complète sur 86 mètres linéaires.

En conclusion, la Commission propose à l'assemblée d'accepter le préavis no 4/2021 et d'autoriser la Municipalité à réaliser les travaux de réfection du chemin Sur la Vigne.

Bonvillars, le 17 juin 2021

Pour la Commission :

Yann Rosser, membre :

Dominique Etter, membre suppléante :

Mary-Claude Colin, rapporteuse :

Bonvillars, 15 juin 2021

Rapport de la commission des finances

Concerne : demande de crédit d'investissement pour la réfection du chemin Sur la Vigne

4/2021

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

La commission formée de Christoph Junod, Markus Hoh et du rapporteur Jean-Pierre Duvoisin s'est réunie le 15 juin à la salle communale afin d'étudier le dit préavis.
Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet syndic de sa présence ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.
La commission a estimé que la commune avait les fonds nécessaires pour réaliser ces travaux (40'000.- Frs).
Financement par la trésorerie courante.
Amortissement sur 20 ans, cpte d'investissement no 1430.34.

Nous proposons aux membres du Conseil général de bien vouloir accepter le préavis tel que présenté.

Christoph Junod | Markus Hoh | Jean-Pierre Duvoisin

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 5/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : François Jaquier
079 432 81 20 – francois.jaquier@bonvillars.ch

Révision des statuts de l'Association intercommunale

en matière de défense incendie et secours de la région du Nord vaudois

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Par le présent préavis, la Municipalité propose au Conseil général d'adopter la révision générale des statuts de l'Association intercommunale en matière de défense incendie et secours de la région du Nord vaudois telle que présentée en annexe (préavis du Conseil intercommunal du SDIS régional du Nord vaudois du 26 mars 2021).

CONTEXTE

Dès la création du SDIS en 2013, la majorité yverdonnoise au Codir a fait l'objet de contestations de la part des membres de l'Association. Au fil des années, une promesse a été faite de revoir cette majorité lorsque l'Association serait stabilisée en terme de nombre de communes adhérentes. Les dernières communes ayant été intégrées en 2017 et les poursuites judiciaires concernant le paiement des arriérés de la commune de Grandevent ayant pris fin en 2020, le temps est arrivé de proposer la révision des statuts aux communes membres.

Entre-temps, une nouvelle problématique s'est présentée, celle de l'intégration des Jeunes sapeurs-pompiers (JSP) au sein du SDIS Nord vaudois. Sans un changement du but principal de l'Association – aujourd'hui limité à la défense incendie et le secours – il n'est pas possible d'intégrer les JSP.

De surcroît, un sondage effectué en 2016 a démontré qu'une petite moitié des communes-membres du SDIS étaient intéressées à bénéficier des prestations dites de police du feu de la part du SDIS – prestations actuellement entièrement financées par la ville d'Yverdon-les-Bains pour son seul compte.

Dès lors que les buts principaux doivent être changés, la révision des statuts est une procédure complète, nécessitant son approbation à l'unanimité des communes-membres du SDIS. La procédure étant chronophage et énergivore, le Codir profite de l'opportunité pour réviser tous les points des statuts nécessitant une adaptation et procéder à un toilettage général.

ENJEUX DE LA RÉVISION

Cette révision est aussi absolument nécessaire pour développer deux projets d'envergure au sein du SDIS, à savoir :

Les jeunes sapeurs-pompiers (JSP)

Actuellement, moins de 10 communes ont accès aux JSP au travers de deux associations privées (Treycovagnes et Yvonand) et d'une entité gérée par la ville d'Yverdon-les-Bains. Ainsi, un jeune de Grandson ou de Mutrux n'a pas accès à une activité de JSP.

Ces sociétés privées font aussi face à des difficultés financières, logistiques et administratives. À titre d'exemple, le fait qu'il ne soit légalement plus possible depuis le 1er février 2019, de transporter des JSP dans les véhicules du SDIS immatriculés avec des plaques bleues, suite à la révision de l'OETV[1], rend leurs déplacements particulièrement compliqués.

En outre, un JSP démarrant au sein d'une des trois entités ne bénéfice pas du sentiment d'appartenance au SDIS Nord vaudois, tant important dans ce domaine. Par conséquent, peu de JSP continuent avec une carrière de sapeur-pompier, alors que dans d'autres SDIS ayant des JSP au sein de leur entité, voient des taux de transfert allant jusqu'à 80 ou 90% au moment de passer des JSP au SDIS. Ceci constitue ainsi un véritable vivier qui n'existe que peu au sein du SDIS Nord vaudois.

Avec la révision des statuts, il sera possible de mettre en place un groupe de JSP régional du Nord vaudois et ainsi ouvrir cette activité aux 40 communes membres du SDIS, créer un véritable sentiment d'appartenance dès le départ, et optimiser les aspects tant administratifs que logistiques.

La police du feu

Actuellement, seule la ville d'Yverdon-les-Bains bénéficie de la compétence en matière de police du feu. Ce service de 1.3 EPT est entièrement financé par la ville d'Yverdon-les-Bains et n'apparaît ainsi pas dans les comptes du SDIS. Il est toutefois réalisé par des sapeurs-pompiers actifs au SDIS.

Les autres communes sollicitent toutefois régulièrement le SDIS pour des conseils, auxquels il répond de manière ponctuelle et à bien plaire. En outre, plusieurs communes sont de moins à moins à l'aise à prendre les responsabilités liées au contrôle de la police du feu en raison de la complexité grandissante du domaine et des normes. Elles recourent donc à des spécialistes privés, n'ayant généralement aucun lien avec le SDIS, ni la fibre sapeur-pompier. Le SDIS se retrouve toutefois régulièrement impliqué afin d'élaborer des plans d'intervention, décider de la position de bornes-hydrantes, d'accès avec l'échelle automobile ou encore de valider la tenue d'une manifestation. Un travail est donc fait de manière redondante par deux entités séparées, processus peu efficient.

En intégrant la police du feu comme but optionnel, les communes-membres ont le choix de décider si elles adhèrent ou non à ce but et bénéficient ainsi des compétences reconnues de la police du feu intégrées au SDIS, mais actuellement financées et réservées à la ville d'Yverdon-les-Bains. Ceci se fait sans engendrer le moindre coût aux communes n'adhérant pas au but optionnel, les comptes étant clairement séparés.

---

[1] Art. 13 de l'ordonnance concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers (OETV) du 19 juin 1995 (état le 1er mai 2019), RS 741.41.

PRINCIPALES ADAPTATIONS

Changement de nom

L'ECA a exigé que l'association change de nom afin de refléter les trois buts principaux. Il est proposé de la renommer : « Association de prévention et défense incendie et secours régionale du Nord vaudois » (art. 1). Les logos actuels du SDIS ne seront toutefois pas affectés, puisque le SDIS existera toujours.

Buts principaux et but optionnel

Les statuts actuels mélangent les buts et les tâches (art. 5), élément relevé par la Cour des comptes dans son audit de 2016 et qui doit être modifié.

Il est donc proposé de distinguer d'une part *les buts principaux* à l'art. 5 – la défense incendie et le secours ainsi que les JSP – du *but optionnel* inscrit au nouvel art. 6, i.e. la police du feu. La description des tâches relatives à ces trois buts fait l'objet des nouvelles annexes 2 à 4.

Composition du CI et droit de vote

Afin de maintenir la représentation au sein du CI en fonction de l'évolution démographique, l'art. 10 (anc. 9) propose d'utiliser le dernier recensement cantonal en début de chaque législature pour fixer la représentation, plutôt que de figer la situation *ad aeternam* sur la démographie au moment de la création de l'Association.

Afin de maintenir une majorité dans l'esprit des législateurs au moment de la création du SDIS, il convient de modifier la majorité qualifiée exprimée en nombre fixe de voix (75) à un nombre de voix relatif (7/10) (art. 15). Ainsi ni les communes du Détachement de premier secours (DPS), ni les communes à 1 ou 2 voix, ne peuvent décider seules. Chaque décision doit faire l'objet d'un consensus afin d'atteindre le nombre de voix nécessaires. Le fichet d'information en annexe renseigne sur la représentation politique du SDIS.

Le vote à bulletin secret est prévu, dans lequel le Président peut voter (art. 15).

Finalement, il est défini que seules les communes adhérant au but optionnel peuvent voter sur les objets concernant ce but (art. 16).

Composition et Présidence du CoDir

La majorité de la représentation yverdonnoise est supprimée. Le Comité de direction se composera de sept membres, dont trois pour Yverdon-les-Bains, un pour la commune d'Yvonand, un pour les communes de Grandson et de Concise et deux pour toutes les autres communes (art. 19 – anc. 18).

De même, le CI doit avoir la liberté de choisir librement la Présidence du Codir. De ce fait, la mention comme quoi le président doit être choisi parmi l'un des trois membres yverdonnois est supprimée (art. 20 – anc. 19).

Coûts et ressources

Le budget et les comptes sont présentés de façon à clairement distinguer les coûts liés à la défense incendie et secours de ceux des jeunes sapeurs-pompiers et de la police du feu (art. 36). En outre, il est précisé à l'art. 37 les ressources financières dont dispose le SDIS.

Répartition des charges

La contribution supplémentaire de la commune d'Yverdon-les-Bains de CHF 10/habitant n'ayant plus de raison d'être, celle-ci est abandonnée (art. 38 – anc. 37). Il convient de noter que cela engendrera une augmentation d'environ CHF 5.80 par habitant pour les autres communes-membres. Le fichet d'information

en annexe renseigne sur la péréquation financière. Il convient d'admettre que cette contribution supplémentaire avait été à l'époque introduite pour justifier la majorité yverdonnoise au Codir. Elle n'a toutefois aucun autre argument rationnel, en ce sens que la ville d'Yverdon-les-Bains ne bénéficie pas de service particulier de la part du SDIS, sa police du feu n'est pas financée par le SDIS, et de par la péréquation financière – 90% en fonction du nombre d'habitants et 10% sur la base de la valeur immobilière – elle paie déjà une part prépondérante au SDIS. Le fait qu'elle accueille le site DPS d'Yverdon-les-Bains ne doit pas péjorer de manière disproportionnée la ville, car ce site est un centre régional, au bénéfice de la région et au-delà, et il engendre à lui-seul plus de deux tiers des recettes du SDIS.

Finalement, la répartition des coûts liés au but optionnel de la police du feu fera l'objet d'un décompte séparé, supporté par les communes ayant adhéré à ce but optionnel.

ADAPTATIONS SECONDAIRES

Système d'alinéas

Un système d'alinéas a été mis en place afin de clarifier la lecture des statuts.

Organisation du CI

Afin de se conformer à la LC, les nouveaux statuts intègrent la nomination de deux scrutateurs et leurs suppléants au sein du CI (art. 12 – anc. 11).

Plafond d'endettement

Afin de se conformer au droit cantonal, le plafond d'endettement a été défini dans les statuts. Il a été fixé à CHF 1'000'000 (art. 18 – anc. 17). Le SDIS n'a actuellement pas la volonté de s'endetter.

Gestion financière du SDIS

Dans les statuts originaux, la gestion financière du SDIS était attribuée à la ville d'Yverdon-les-Bains. Cette attribution relève désormais de la compétence du Conseil intercommunal (modification des art. 18 et 38).

Attributions du CoDir

Les attributions du CoDir ont été remises à jour en ce qui concerne le SDIS, notamment afin que le Codir ait un accès direct à la nomination et révocation du Cdt, ainsi qu'à la révocation des officiers EM (art. 24 – anc. 23). En outre, l'article mentionne les attributions du CoDir concernant le second but principal et le but optionnel. D'autres attributions ont fait l'objet de toilettage.

Renforcement de l'indépendance de la Commission de gestion

L'art. 25 concernant la composition de la Commission de gestion a été revu afin de renforcer son indépendance par rapport aux communes directement représentées au Codir et d'intégrer la notion de suppléants.

Utilisation particulière de sapeurs-pompiers

L'utilisation des sapeurs-pompiers – actuellement limitée à ceux domiciliés sur la commune demanderesse uniquement – a été étendue à tout ceux du SDIS (art. 31).

La compétence de validation des demandes d'utilisation particulière de sapeurs-pompiers – une tâche purement opérationnelle – a été attribuée au Commandant, ses décisions pouvant de toute manière être attaquées auprès du Codir.

RAPPEL DE LA PROCÉDURE MENÉE

Après avoir informé le CI lors de son assemblée du 24 septembre 2020, la phase de consultation a été lancée en date du 28 septembre 2020 aux 40 communes membres du SDIS. De cette phase de consultation, 112 remarques et questions ont été reçues et traitées par le Codir et des éléments ont été adaptés afin de satisfaire au plus grand nombre de communes. Certaines communes avec des positions très divergentes ou incompatibles, ont été rencontrées.

Une version révisée des statuts a été envoyée aux communes membres en date du 18 mars 2021, avec l'ensemble des remarques et questions posées par les communes et les réponses y relatives. La version proposée des statuts dans ce préavis reflète la position la plus populaire et compatible à l'ensemble des communes-membres et doit faire l'objet d'un consensus généralisé.

Les 1er et 14 avril, la Commission de gestion du SDIS Nord vaudois a étudié la révision proposée et a recommandé son adoption auprès du Conseil intercommunal.

Le 22 avril 2021, le Conseil intercommunal du SDIS régional du Nord vaudois a adopté le préavis relatif à la révision des statuts de l'Association.

SUITE DE LA PROCÉDURE

Dès lors et conformément à la Loi vaudoise sur les communes, il revient maintenant aux conseils généraux et communaux des communes-membres de l'Association d'approuver formellement cette modification des statuts.

A ce stade, il n'est plus possible d'amender le projet : les seules options possibles sont l'acceptation ou le refus du préavis.

CONCLUSION

Vu ce qui précède, nous avons l'honneur de vous proposer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, de prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 5/2021.
- entendu le rapport de la commission chargée d'étudier cet objet.

Décide

Article 1: Les statuts de l'Association de prévention et de défense incendie et secours régionale du Nord vaudois sont adoptés conformément à la décision du Conseil intercommunal du 22 avril 2021.

Article 2 : La modification des statuts entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'État.

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic
Frédéric Piguet



La Secrétaire
Nathalie Ryser

Annexes :

1. Préavis du Comité de direction CD21.03 au Conseil intercommunal du SDIS Nord vaudois
2. Extrait du procès-verbal de la séance du 22 avril 2021 du Conseil intercommunal du SDIS Nord vaudois
3. Statuts du SDIS Nord vaudois avec annexes 1 à 4 (version telle que modifiée après ratification par toutes les communes membres)

Bonvillars, le 11 mai 2021

NORD VAUDOIS

ASSOCIATION RÉGIONALE

STATUTS

Association de prévention et défense incendie et secours régionale du Nord vaudois

État au 5 mars 2021

TABLE DES MATIÈRES

TITRE PREMIER - DÉNOMINATION, SIÈGE, DURÉE, MEMBRES, BUTS 2
Article 1 – Dénomination 2
Article 2 – Siège 2
Article 3 – Statut juridique 2
Article 4 – Membres 2
Article 5 – Buts principaux 2
Article 6 – But optionnel 2
Article 7 – Contrat de droit administratif 3
Article 8 – Durée et retrait 3

TITRE II - ORGANES DE L'ASSOCIATION 3
Article 9 – Organes 3
Article 10 – Composition 3
Article 11 – Désignation et durée du mandat 3
Article 12 – Organisation 4
Article 13 – Convocation 4
Article 14 – Décision 4
Article 15 – Quorum et majorité 4
Article 16 – Droit de vote 4
Article 17 – Procès-verbaux 5
Article 18 – Attributions 5
Article 19 – Composition 5
Article 20 – Organisation 6
Article 21 – Séances 6
Article 22 – Quorum 6
Article 23 – Représentation 6
Article 24 – Attributions 6
Article 25 – Composition 7

TITRE III - OBLIGATIONS DES COMMUNES MEMBRES ENVERS LE SDIS 7
Article 26 – Recrutement 7
Article 27 – Locaux 7
Article 28 – Matériel 8
Article 29 – Règlements communaux 8
Article 30 – Installations communales 8
Article 31 – Autres tâches 8

TITRE IV - ORGANISATION DU SDIS 8
Article 32 – Règlement intercommunal du SDIS régional du Nord vaudois 8

TITRE V - ORGANISATION DES JSP 9
Article 33 – Règlement intercommunal sur le groupe des jeunes sapeurs-pompiers 9

TITRE VI - ORGANISATION DE LA POLICE DU FEU 9
Article 34 – Règlement intercommunal sur la police du feu 9

TITRE VII - CAPITAL – RESSOURES – COMPTABILITÉ 9
Article 35 – Capital 9
Article 36 – Distinction des coûts 10
Article 37 – Ressources 10
Article 38 – Répartition des charges entre les communes. 10
Article 39 – Comptabilité 10
Article 40 – Exercice comptable 11
Article 41 – Information des municipalités des communes membres 11

TITRE VIII - AUTRES COMMUNES – IMPÔTS 11
Article 42 – Autres communes 11
Article 43 – Impôts 11

TITRE IX - ARBITRAGE – DISSOLUTION 11
Article 44 – Arbitrage 11
Article 45 – Dissolution 11

TITRE X - ENTRÉE EN VIGUEUR 12
Article 46 – Entrée en vigueur 12

ANNEXES AUX STATUTS 12

TITRE PREMIER
DÉNOMINATION, SIÈGE, DURÉE, MEMBRES, BUTS

Article 1 – Dénomination

Sous la dénomination « Association de prévention et défense incendie et secours régionale du Nord vaudois », il est constitué une association de communes régie par les présents statuts et par les articles 112 à 127 de la loi sur les communes du 28 février 1956 (ci-après : LC).

Article 2 – Siège

L'association a son siège à Yverdon-les-Bains.

Article 3 – Statut juridique

L'approbation des présents statuts par le Conseil d'État confère à l'association la personnalité morale de droit public.

Article 4 – Membres

Les communes membres de l'association sont inventoriées dans l'annexe 1.

Article 5 – Buts principaux

[1]L'association a pour buts :

a. la création et l'exploitation d'un Service de défense contre l'incendie et de secours, appelé « SDIS régional du Nord vaudois » (ci-après : SDIS) conformément aux dispositions de la loi sur le service de défense contre l'incendie et de secours du 2 mars 2010 (ci-après : LSDIS) et conformément aux exigences découlant des standards de sécurité cantonaux au sens de l'article 2 LSDIS ;

b. la gestion d'un Groupe de jeunes sapeurs-pompiers appelé « Jeunes sapeurs-pompiers régionaux du Nord vaudois » (ci-après : JSP).

[2]Les tâches liées à ces buts sont spécifiées dans les annexes 2 et 3 des présents statuts, qui font partie intégrante des présents statuts.

Article 6 – But optionnel

[1]L'association a pour but optionnel : La gestion d'un Service de la police du feu appelé « Police du feu régionale du Nord vaudois » (ci-après : Police du feu) conformément aux dispositions de la loi sur la prévention des incendies et des dangers résultant des éléments naturels du 27 mai 1970 (ci-après : LPIEN).

[2]Les tâches liées à ce but ainsi que les communes y participant sont spécifiées dans l'annexe 4 des présents statuts, qui font partie intégrante des présents statuts.

Article 7 – Contrat de droit administratif

L'association peut offrir ses prestations à d'autres collectivités publiques par contrat de droit administratif.

Article 8 – Durée et retrait

[1]La durée de l'association est indéterminée.

[2]Le retrait d'une commune est possible moyennant un préavis de 18 mois pour la fin de chaque exercice comptable, mais au plus tôt deux ans après l'entrée en vigueur des présents statuts, les dispositions en matière de regroupement ressortissant à la LSDIS étant réservées.

[3]Cependant, une commune contrainte de quitter l'association en raison d'une loi ou d'une décision d'une autorité supérieure, peut obtenir, dans la mesure du nécessaire, des dérogations aux conditions de sortie précitées.

[4]Le retrait d'une commune du but optionnel est possible moyennant un préavis de 12 mois pour la fin de chaque exercice comptable.

TITRE II
ORGANES DE L'ASSOCIATION

Article 9 – Organes

[1]Les organes de l'association sont :

- le Conseil intercommunal
- le Comité de direction
- la Commission de gestion

[2]Les membres de ces organes devront avoir la qualité de membre d'un exécutif ou d'un législatif communal.

CONSEIL INTERCOMMUNAL

Article 10 – Composition

[1]Le Conseil intercommunal est formé d'un délégué par commune membre.

[2]Chaque délégué dispose d'une voix par tranche ou fraction de tranche de 500 habitants.

[3]Le dernier recensement cantonal officiel précédant le début de chaque législature est déterminant pour fixer la représentation de chaque commune membre.

Article 11 – Désignation et durée du mandat

[1]Le délégué ainsi que son suppléant sont désignés par la Municipalité de la commune membre au début de chaque législature, pour la durée de celle-ci. Ils peuvent être révoqués par cette dernière.

[2]En cas de vacance, il est pourvu sans retard au remplacement du délégué ou du suppléant ; le mandat des délégués ainsi désignés prend fin à l'échéance de la législature en cours. Il y a notamment vacance lorsqu'un membre du Conseil intercommunal remet son mandat d'élu au sein de l'exécutif ou du législatif communal ou perd cette qualité ou est élu au Comité de direction.

Article 12 – Organisation

[1]Le Conseil intercommunal s'organise lui-même.

[2]Il élit son président, son vice-président, son secrétaire, ainsi que deux scrutateurs et leurs suppléants.

[3]Il élit les membres du Comité de direction ainsi que son président.

[4]La durée du mandat du président, du vice-président et des scrutateurs du Conseil intercommunal est d'une année législative. Ils sont rééligibles.

[5]Le secrétaire du Conseil intercommunal peut être choisi en dehors du Conseil. Il est désigné au début de chaque législature pour la durée de celle-ci. Il est rééligible.

Article 13 – Convocation

[1]Le Conseil intercommunal est convoqué par son président lorsque celui-ci le juge utile, à la demande du Comité de direction ou lorsqu'un cinquième de ses membres en fait la demande, mais au moins deux fois par année.

[2]La convocation, accompagnée par l'ordre du jour, doit être adressée à chaque délégué au moins vingt jours à l'avance, cas d'urgence réservés.

[3]L'ordre du jour est établi d'entente entre le président et le Comité de direction.

Article 14 – Décision

Aucun vote ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

Article 15 – Quorum et majorité

[1]Le Conseil intercommunal ne peut délibérer que si les délégués présents forment la majorité absolue du nombre total des délégués du Conseil.

[2]Si les conditions fixées au premier alinéa ne sont pas réalisées, une nouvelle séance du Conseil intercommunal est convoquée, avec le même ordre du jour, dans un délai de cinq jours au plus tôt.

[3]Chaque délégué présent a droit au nombre de voix prévu à l'article 10.

[4]Les décisions sont prises à la majorité qualifiée de 7/10 du nombre total de voix. Le président ne prend pas part au vote, sauf en cas de vote à bulletin secret.

Article 16 – Droit de vote

[1]Pour les décisions relatives aux buts principaux, tous les délégués présents du Conseil intercommunal prennent part au vote.

[2]Pour les buts optionnels :

a. seuls les délégués présents des communes concernées prennent part au vote.
b. si le vote a lieu à bulletin secret, le président n'y prend part que si sa commune participe aux buts concernés.

Article 17 – Procès-verbaux

[1]Les délibérations du Conseil intercommunal sont consignées dans un procès-verbal, signé par le président et le secrétaire.

[2]Toutes les mesures sont prises pour la conservation des procès-verbaux et autres documents annexes.

Article 18 – Attributions

Le Conseil intercommunal :

a. élit son président, son vice-président et son secrétaire, ainsi que les deux scrutateurs et leurs suppléants (art.12) ;
b. élit les membres du Comité de direction et son président (art.12) ;
c. élit les membres siégeant à la Commission de gestion (art. 25) ;
d. fixe les indemnités des membres du Conseil intercommunal, du Comité de direction et de la Commission de gestion ;
e. approuve le rapport de gestion, adopte le budget ainsi que les comptes annuels ;
f. modifie les présents statuts, sous réserve des cas cités à l'article 126 al. 2 LC ;
g. décide de l'admission de nouvelles communes membres ;
h. autorise tout emprunt, le plafond d'endettement étant fixé à Fr. 1'000'000 ainsi que le renouvellement de ceux-ci ;
i. autorise le Comité de direction à procéder à des dépenses imprévisibles et exceptionnelles et en fixe la limite ;
j. adopte les règlements, sous réserve de ceux qu'il a laissés dans la compétence du Comité de direction ;
k. décide de l'attribution du mandat de gestion financière du SDIS ;
l. prend toutes décisions qui lui sont réservées par la loi et les statuts, notamment les autorisations générales prévues par la législation sur les communes.

COMITÉ DE DIRECTION

Article 19 – Composition

[1]Le Comité de direction est élu par le Conseil intercommunal pour la durée de la législature et ses membres peuvent être choisis en dehors du Conseil intercommunal. Ils doivent toutefois présenter la qualité de membre d'un exécutif.

[2]Le Comité de direction se compose de sept membres, dont trois pour Yverdon-les-Bains, un pour la commune d'Yvonand, un pour les communes de Grandson et de Concise et deux pour toutes les autres communes.

[3]En cas de vacance, le Conseil intercommunal pourvoit sans retard aux remplacements. Le mandat des membres du Comité de direction ainsi nommés prend fin à l'échéance de la législature en cours. Il y a notamment vacance lorsqu'un membre du Comité de direction perd sa qualité de municipal.

[4]Les membres du Comité de direction sont rééligibles.

Article 20 – Organisation

[1]Le président du Comité de direction est élu par le Conseil intercommunal.

[2]Le Comité de direction nomme un vice-président et un secrétaire, ce dernier pouvant être celui du Conseil intercommunal. Il peut également être choisi hors Conseil.

Article 21 – Séances

[1]Le président ou, à son défaut, le vice-président, convoque le Comité de direction lorsqu'il le juge utile ou à la demande de la moitié des autres membres au moins.

[2]Les délibérations du Comité de direction sont consignées dans un procès-verbal, signé du président et du secrétaire, ou de leurs remplaçants.

Article 22 – Quorum

[1]Le Comité de direction ne peut prendre de décision que si la majorité absolue de ses membres est présente.

[2]Chaque membre a droit à une voix.

[3]Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. Le président prend part au vote, en cas d'égalité, sa voix est prépondérante.

Article 23 – Représentation

L'association est valablement représentée à l'égard des tiers par la signature collective à deux du président du Comité de direction et du secrétaire ou de leurs remplaçants.

Article 24 – Attributions

Le Comité de direction a notamment les attributions suivantes :

a. veiller à l'exécution des buts de l'association, conformément aux décisions prises par le Conseil intercommunal ;
b. exercer les attributions qui lui sont déléguées par le Conseil intercommunal ;
c. Service de défense incendie et secours :
    1. garantir la bonne application du règlement organique sur la défense incendie et le secours ;
    2. prendre toutes les mesures destinées à garantir les effectifs sapeurs-pompiers du secteur d'intervention auquel les communes sont rattachées ;
    3. fixer l'effectif du corps de sapeurs-pompiers en respectant les critères minimums fixés par l'ECA pour chaque secteur d'intervention ;
    4. déterminer, en accord avec l'ECA, le nombre et l'emplacement des organes d'intervention ;
    5. veiller à l'instruction des sapeurs-pompiers et à ce que leur mise sur pied soit garantie ;
    6. nommer et révoquer le Commandant du SDIS ;
    7. nommer, sur proposition de l'État-major, et révoquer les membres de l'État-major ;
    8. nommer, promouvoir et révoquer les officiers, sur proposition de l'État-major ;

9. exclure un sapeur-pompier de l'effectif ou retirer une fonction ou un commandement, sur proposition de l'État-major ;
10. fixer par voie réglementaire le montant des soldes et indemnités dues à raison du service accompli ;
11. contrôler les activités et responsabilités attribuées au Commandant et à l'État-major ;
12. traiter les oppositions dirigées contre les décisions du Commandant et de l'État-major.

d. Groupe de jeunes sapeurs-pompiers :
   1. garantir la bonne application du règlement organique sur les jeunes sapeurs-pompiers ;
   2. décider du nombre et de l'emplacement des sections jeunes sapeurs-pompiers

e. Police du feu :
   1. garantir la bonne application du règlement organique sur la police du feu ;
   2. déléguer, par voie règlementaire, certaines compétences au service de la police du feu ;
   3. traiter les oppositions dirigées contre les décisions de la police du feu.

COMMISSION DE GESTION

Article 25 – Composition

[1]La Commission de gestion, composée de cinq membres et deux suppléants, dont aucun ne provient des communes siégeant au Comité de direction, est élue par le Conseil intercommunal parmi ses membres en début de chaque législature pour la durée de celle-ci.

[2]Elle rapporte chaque année devant le Conseil intercommunal sur les comptes et la gestion.

TITRE III
OBLIGATIONS DES COMMUNES MEMBRES ENVERS LE SDIS

Article 26 – Recrutement

[1]Les municipalités des communes membres fournissent à l'État-major du SDIS régional du Nord vaudois, sur demande de celui-ci et sans frais, une liste complète et à jour des personnes qui peuvent être appelées au service.

[2]Elles collaborent activement à la recherche de nouveaux volontaires.

Article 27 – Locaux

[1]Les locaux nécessaires au SDIS sont situés principalement dans les unités opérationnelles.

[2]D'autres communes membres peuvent être appelées à mettre à disposition du SDIS, s'il est nécessaire et disponible, un local pour le stationnement du matériel et des véhicules.

[3]Les conditions d'utilisation des locaux par le SDIS font l'objet d'un contrat de location entre l'Association et le propriétaire des lieux.

Article 28 – Matériel

[1]Le matériel appartenant aux communes membres au moment de l'entrée en vigueur des présents statuts, ainsi que celui remis aux communes par l'ECA, nécessaires aux activités futures du SDIS, sont mis à la disposition de celui-ci.

[2]Les conditions de leur utilisation sont fixées d'entente entre le Comité de direction et de la municipalité de la commune ou de la convention intercommunale concernée, sous réserve des dispositions de droit supérieur.

Article 29 – Règlements communaux

Dès l'entrée en vigueur du règlement organique sur le SDIS, adopté par le Conseil intercommunal, et approuvé par l'autorité cantonale, les règlements en la matière des communes membres sont abrogés.

Article 30 – Installations communales

[1]Les frais des installations de défense contre l'incendie, en particulier les canalisations d'eau et les bornes hydrantes, sont à la charge de la commune sur le territoire de laquelle elles se trouvent.

[2]Les subventions afférentes de l'ECA lui sont entièrement acquises.

[3]Il en va de même des contributions demandées aux propriétaires de bâtiments isolés ou de groupes de bâtiments isolés ; ou dont la défense incendie nécessite des besoins en eau exceptionnels, pour couvrir le surcroît de dépenses occasionné par les équipements faits exclusivement pour la protection de leurs biens.

[4]Pour les installations servant à l'usage commun, les frais de construction et d'entretien font l'objet d'une répartition équitable et proportionnelle à leur destination.

Article 31 – Autres tâches

Les communes peuvent disposer des sapeurs-pompiers du SDIS pour d'autres tâches d'intérêt public, pour autant que l'efficacité et la rapidité de la mission de défense contre l'incendie et de secours ne soient pas compromises. À cet effet, elles demanderont préalablement l'accord du Commandant du SDIS.

TITRE IV
ORGANISATION DU SDIS

Article 32 – Règlement intercommunal du SDIS régional du Nord vaudois

[1]Le SDIS est organisé selon le règlement organique adopté par le Conseil intercommunal et soumis à l'approbation de l'autorité cantonale.

[2]Ce règlement fixe notamment :

a. les conditions et modalités du recrutement des sapeurs-pompiers ;
b. l'organisation générale du SDIS ;
c. la composition et les attributions de l'État-major ;
d. les droits et devoirs des sapeurs-pompiers ;
e. les mesures disciplinaires applicables aux membres du SDIS.

TITRE V
ORGANISATION DES JSP

Article 33 – Règlement intercommunal sur le groupe des jeunes sapeurs-pompiers

[1]Le corps des jeunes sapeurs-pompiers est organisé selon le règlement organique adopté par le Conseil intercommunal.

[2]Ce règlement fixe notamment :

a. les conditions d'incorporation des JSP et moniteurs ;
b. l'organisation générale de la direction JSP ;
c. le nombre et l'emplacement des sections JSP et le quota d'effectif ;
d. les obligations des membres JSP ;
e. la délégation éventuelle au Comité de direction de la compétence de fixer le montant de l'indemnisation du personnel JSP ;
f. les mesures disciplinaires applicables aux membres JSP.

TITRE VI
ORGANISATION DE LA POLICE DU FEU

Article 34 – Règlement intercommunal sur la police du feu

[1]La police du feu est organisée selon le règlement organique adopté par le Conseil intercommunal.

[2]Ce règlement fixe notamment :

a. l'organisation générale de la police du feu ;
b. les compétences attribuées à la police du feu.

[3]Dès l'entrée en vigueur du règlement organique sur la police du feu, adopté par le Conseil intercommunal, et approuvé par l'autorité cantonale, les règlements en la matière des communes membres sont abrogés.

TITRE VII
CAPITAL – RESSOURES – COMPTABILITÉ

Article 35 – Capital

[1]Les communes membres ne participent pas au capital de dotation de l'association.

[2]En application de l'article 115 al. 1 LC, les subventions éventuelles de l'État et/ou de la Confédération allouées aux communes membres, en rapport avec les tâches incombant à l'association, sont entièrement acquises à cette dernière.

Article 36 – Distinction des coûts

Le budget et les comptes sont présentés de façon à clairement distinguer les coûts liés à la défense incendie et secours de ceux des jeunes sapeurs-pompiers et de la police du feu.

Article 37 – Ressources

[1]Les dépenses de l'association doivent être couvertes par des recettes correspondantes.

[2]L'association dispose des ressources suivantes :

a. la contribution annuelle des communes ;
b. les contributions cantonales et fédérales et autres ressources diverses concernant la défense incendie et le secours et/ou les jeunes sapeurs-pompiers ;
c. le produit des prestations facturées à des tiers ;
d. les cotisations des jeunes sapeurs-pompiers.

[3]Les finances perçues sont destinées à procurer à l'association les ressources ordinaires nécessaires au service de la dette (intérêt et amortissement) et à la couverture des frais d'exploitation et d'entretien des services de l'association.

[4]L'association reçoit les participations financières de l'ECA et les subventions destinées aux communes membres pour l'exécution de leurs tâches de service de défense contre l'incendie et de secours et les répartit en fonction des besoins.

Article 38 – Répartition des charges entre les communes.

[1]Le coût effectif de fonctionnement de l'association est calculé après déduction du coût net du but optionnel.

[2]Le coût effectif de fonctionnement est facturé à toutes les communes signataires selon les bases de répartition suivantes : pour le 90% du montant, au prorata du nombre d'habitants ; pour le 10%, au prorata de la valeur du patrimoine immobilier de chaque commune membre.

[3]La répartition du coût net du but optionnel entre les communes participantes fait l'objet d'un décompte séparé. Le coût effectif est facturé à toutes les communes participantes au pro rata de la valeur du patrimoine immobilier de chaque commune participante.

[4]La participation des communes est facturée durant l'année en cours sur la base du budget. À la clôture des comptes, la participation des communes est corrigée selon les frais effectifs.

[5]Le mandataire désigné par le Conseil intercommunal selon l'article 18 établit les décomptes annuels de participation aux frais et s'assure du recouvrement des créances.

[6]Le coût de ces prestations est inclus dans les frais globaux de l'association.

Article 39 – Comptabilité

[1]L'association tient une comptabilité indépendante soumise aux règles de la comptabilité des communes.

[2]Le budget est approuvé par le conseil intercommunal avant le 30 septembre et les comptes avant le 15 juillet au plus tard de chaque année.

[3]Les comptes sont soumis à l'examen et au visa du préfet du district du Jura-Nord vaudois dans le mois qui suit leur approbation.

Article 40 – Exercice comptable

[1]L'exercice comptable commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

[2]Le premier exercice commence dès le premier jour du mois suivant la séance constitutive des organes prévus à l'article 9 ci-dessus.

Article 41 – Information des municipalités des communes membres

Le budget, les comptes, le rapport annuel d'activité et de gestion sont transmis aux municipalités des communes membres.

TITRE VIII
AUTRES COMMUNES – IMPÔTS

Article 42 – Autres communes

[1]Les communes qui désirent adhérer à l'association présentent leur requête au Conseil intercommunal.

[2]Les conditions d'adhésion sont convenues entre la commune requérante et le Comité de direction, sous réserve de la ratification du Conseil intercommunal.

Article 43 – Impôts

L'association est exonérée de tous impôts communaux.

TITRE IX
ARBITRAGE – DISSOLUTION

Article 44 – Arbitrage

Toutes contestations entre une ou plusieurs communes membres, résultant de l'interprétation et de l'application des présents statuts sont tranchées par un tribunal arbitral, au sens de l'article 111 LC.

Article 45 – Dissolution

[1]L'association est dissoute par la volonté de tous les conseils généraux ou communaux. La dissolution doit être ratifiée par l'autorité délibérante de chaque commune associée.

[2]Au cas où tous les conseils généraux ou communaux moins un prendraient la décision de dissoudre l'association, la dissolution intervient également.

[3]La liquidation s'opère par les soins des organes de l'association. Envers les tiers, les communes sont responsables solidairement des dettes de l'association.

[4]À défaut d'accord, les droits des communes membres sur l'actif de l'association de même que leurs droits et obligations réciproques après extinction du passif sont déterminés conformément à l'article 44 des présents statuts.

TITRE X
ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 46 – Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur dès leur approbation par le Conseil d'État.

ANNEXES AUX STATUTS

Annexe 1 : Liste des communes membres de l'association

Annexe 2 : Tâches principales découlant du but de défense incendie et secours

Annexe 3 : Tâches principales découlant du but de gestion du groupe des JSP

Annexe 4 : Liste des communes participant au but optionnel et tâches optionnelles découlant du but de la police du feu

Ainsi adoptés par le Comité de direction en sa séance du 5 mars 2021.

La Présidente

Valérie Jaggi Wepf

CODIR SDIS NORD VAUDOIS

La Secrétaire

Barbara Giroud

Ainsi adoptés par le Conseil intercommunal en sa séance du 22 avril 2021.

Le Président

Patrick Grin

CONSEIL INTERCOMMUNAL SDIS NORD VAUDOIS

La Secrétaire

Valérie Outemzabet

Ainsi adoptés par les Municipalités et les Conseils communaux / généraux des communes de :

La Municipalité de Belmont-sur-Yverdon		Le Conseil général de Belmont-sur-Yverdon	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Patric Martin	Véronique Widmer	Denis Lang	Nathalie Delplace

La Municipalité de Bioley-Magnoux		Le Conseil général de Bioley-Magnoux	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Raymond Aviolat	Martine Meystre	Nuno Da Silva	Philippe Perey

La Municipalité de Bonvillars		Le Conseil général de Bonvillars	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Frédéric Piguet	Nathalie Ryser	Edouard Duvoisin	Véronique Meusy

La Municipalité de Chamblon		Le Conseil général de Chamblon	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Max Holzer	Rachelle Hofmann	Daniel Poncet	Jean-Pierre Genevay

La Municipalité de Champagne		Le Conseil communal de Champagne	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Fabian Gagnebin	Laura Tor Hug	François Cochet	Dominique Bouyiatiotis

La Municipalité de Champvent		Le Conseil général de Champvent	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Olivier Poncet	Marie-Thérèse Alderisio Pasquali	Anja Skrivervik Favre	Stéphanie Gavin-Pierrehumbert

La Municipalité de Chavannes-le-Chêne		Le Conseil général de Chavannes-le-Chêne	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
François Marmier	Chantal Badel	Jean-Michel Michoud	Aude Briand

La Municipalité de Chêne-Pâquier		Le Conseil général de Chêne-Pâquier	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Guy-Cyrille Jaquier	Caroline Comte	Philippe Stauffer	Véronique Grize

La Municipalité de Cheseaux-Noréaz		Le Conseil général de Cheseaux-Noréaz	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Denis Schneider	Christine Peguiron	Danièle Schwander	Maryvonne Cholly

La Municipalité de Concise		Le Conseil communal de Concise	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Patrick Jaggi	Paolo Migliorini	Stéphane Franchini	Birgit Knegtel

La Municipalité de Corcelles-près-Concise		Le Conseil général de Corcelles-près-Concise	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Philippe Humbert	Anna Montefusco	Didier Bourgeois	Ghyslaine de Blaireville

La Municipalité de Cronay		Le Conseil général de Cronay	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Fabrice Tanner	Antoinette Viquerat	Philippe Zuppinger	Claire-Lise Glauser

La Municipalité de Cuarny		Le Conseil général de Cuarny	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Frédéric Leu	Leila Joerg	Pierre-Alain Roulier	Leila Joerg

La Municipalité de Démoret		Le Conseil général de Démoret	
La Syndique	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Nathalie Bovey Pasche	Sylvie Brunel	Cécile Gallandat	Justine Marmier

La Municipalité de Donneloye		Le Conseil général de Donneloye	
La Syndique	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Lise Courvoisier	Florence Billaud	Gilbert Gavillet	Murielle Jaquier

La Municipalité d'Épendes		Le Conseil général d'Épendes	
La Syndique	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Carole Glauser	Jacqueline Collet	Marlène Schmid	xxx

La Municipalité de Fiez		Le Conseil général de Fiez	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Didier Fardel	Sueva Natali Wimmer	Markus Lymann	Anne-Claude Berney

La Municipalité de Fontaines-sur-Grandson		Le Conseil général de Fontaines-sur-Grandson	
Le Vice-syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Xavier Boesiger	Sarah Maillefer	Véronique Mousson Nussbaumer	Marion Beetschen

La Municipalité de Giez		Le Conseil général de Giez	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Jean-Daniel Cruchet	Cindy Pavid	Benoît Kemmling	Bernard Milliet

La Municipalité de Grandson		Le Conseil communal de Grandson	
Le Syndic	Le Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
François Payot	Eric Beauverd	Hervé Cornaz	Nathalie Cattin Rich

La Municipalité de Mathod		Le Conseil général de Mathod	
La Syndique	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Eliane Piguet	Caroll Gaillard	Axel Rodriguez	Cindy Augsburger Zanoni

La Municipalité de Molondin		Le Conseil général de Molondin	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Alexandre Correvon	Patricia Lavanchy	Andréa Vallon	Janick Miauton Correvon

La Municipalité de Montagny-près-Yverdon		Le Conseil communal de Montagny-près-Yverdon	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Frédéric Richard Rohner	Roselyne Maradan	Jean-Marc Cochet	Anne-Marie Forchelet

La Municipalité de Mutrux		Le Conseil général de Mutrux	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Stéphane Silvani	Laura Chevalley	Franca Scuderi	Katia Silvani

La Municipalité de Novalles		Le Conseil général de Novalles	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	Le Secrétaire
André Guillet	Malika Bron	Claude Ecuyer	Valérian Mercier

La Municipalité d'Onnens		Le Conseil général d'Onnens	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Alain Portner	Rose-Marie Lehmann	Blaise Longchamp	Melissa Martinez

La Municipalité d'Orges		Le Conseil général d'Orges	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Jean-Philippe Petitpierre	Corinne Woets	Walter Burri	Aurélia Bally

La Municipalité de Pomy		Le Conseil général de Pomy	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Yvan Debieux	Nathalie Dupertuis	Philippe Widmer	Josiane Borne

La Municipalité de Provence		Le Conseil général de Provence	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Johny Favre	Jocelyne Gaille	Serge Vuillermet	Jocelyne Gaille

La Municipalité de Rovray		Le Conseil général de Rovray	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Stéphane Raymondaz	Natacha Gallandat	José Durussel	Denise Brooks

La Municipalité de Suchy		Le Conseil général de Suchy	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Didier Collet	Virginia Schott	Gilles Horisberger	Jean-Néville Dubuis

La Municipalité de Suscévaz		Le Conseil général de Suscévaz	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Pierre-André Tharin	Jeanne Franssen	Michel Peguiron	Françoise Thonney

La Municipalité de Treycovagnes		Le Conseil général de Treycovagnes	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Stéphane Baudat	Michèle Aubert Fahrni	Patrick Savoy	Christine Burkhalter

La Municipalité d'Ursins		Le Conseil général d'Ursins	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Henri Wiser	Sylviane Charotton	Yves Tacheron	Sylviane Charotton

La Municipalité de Valeyres-sous-Montagny		Le Conseil général de Valeyres-sous-Montagny	
La Syndique	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Sonja Roulet	Annik Charrière	Cédric Pillard	Cécile Delisle

La Municipalité de Valeyres-sous-Ursins		Le Conseil général de Valeyres-sous-Ursins	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Stéphane Henry	Emilie Thomas	Paulette Martin	Christine Rochat

La Municipalité de Villars-Épeney		Le Conseil général de Villars-Épeney	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Michel Cornamusaz	Catherine Baudraz	François Roulier	xxx

La Municipalité de Vugelles-La Mothe		Le Conseil général de Vugelles-La Mothe	
Le Vice-syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Pierre Beuret	Dominique Biollay	Baptiste Wagnières	Dimitri Délitroz

La Municipalité d'Yverdon-les-Bains		Le Conseil communal d'Yverdon-les-Bains	
Le Syndic	Le Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Jean-Daniel Carrard	François Zürcher	Natacha Ribeaud Eddahbi	Anne Leuenberger

La Municipalité d'Yvonand		Le Conseil communal d'Yvonand	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Philippe Moser	Carolane Sutterlet	Hubert Vermot	Nicole Bachmann

Ainsi approuvés par le Conseil d'État dans sa séance du ……

ANNEXE 1
AUX STATUTS DE L'ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DÉFENSE INCENDIE ET SECOURS RÉGIONALE DU NORD VAUDOIS

Selon l'art. 4 des Statuts, les membres de l'association sont les communes désignées ci-après :

Belmont-sur-Yverdon, Bioley-Magnoux, Bonvillars, Chamblon, Champagne, Champvent, Chavannes-le-Chêne, Chêne-Paquier, Cheseaux-Noréaz, Concise, Corcelles-près-Concise, Cronay, Cuarny, Démoret, Donneloye, Épendes, Fiez, Fontaines-sur-Grandson, Giez, Grandson, Mathod, Molondin, Montagny-près-Yverdon, Mutrux, Novalles, Onnens, Orges, Pomy, Provence, Rovray, Suchy, Suscévaz, Treycovagnes, Ursins, Valeyres-sous-Montagny, Valeyres-sous-Ursins, Villars-Épeney, Vugelles-La Mothe, Yverdon-les-Bains, Yvonand.

Ainsi adoptés par le Comité de direction en sa séance du 5 mars 2021.

La Présidente

Valérie Jaggi Wepf

CODIR SDIS NORD VAUDOIS

La Secrétaire

Barbara Giroud

Ainsi adoptés par le Conseil intercommunal en sa séance du 22 avril 2021.

Le Président

Patrick Grin

CONSEIL INTERCOMMUNAL SDIS NORD VAUDOIS

La Secrétaire

Valérie Outemzabet

Ainsi approuvés par le Conseil d'État dans sa séance du ……

ANNEXE 2
AUX STATUTS DE L'ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DÉFENSE INCENDIE ET SECOURS RÉGIONALE DU NORD VAUDOIS

Sont définies ci-après, les tâches découlant du but découlant de l'art. 5 al. 1 let. a des statuts de l'Association de prévention et défense incendie et secours régionale du Nord vaudois.

Auxquelles participent l'ensemble des communes membres de l'association

Service de défense incendie et secours

· Prendre tous les moyens et les mesures nécessaires à la lutte contre le feu

· Prendre tous les moyens et les mesures nécessaires à la lutte contre les pollutions et les évènements impliquant des hydrocarbures, des produits chimiques ou radioactifs ou d'autres éléments relevant de la sécurité biologique (événements ABC).

· Prendre les moyens et les mesures nécessaires permettant de porter secours, notamment en cas de sinistres causés par le feu ou d'autres éléments naturels. Spécialement :

- mettre en sécurité les personnes et les animaux en difficulté
- sauvegarder les biens immobiliers et mobiliers et diminuer les atteintes à l'environnement
- secours qui précède ou accompagne les interventions médicales proprement dites, notamment la désincarcération des victimes d'accidents de la circulation.

· Respecter les exigences de la loi du 2 mars 2010 sur le service de défense contre l'incendie et de secours et de son règlement d'application du 15 décembre 2010, ainsi que celles découlant des différents textes légaux applicables en matière de défense contre l'incendie et de secours, tel le standard de sécurité cantonal en matière de service de défense contre l'incendie et de secours du 15 décembre 2010.

· Organiser le territoire conformément aux périmètres des secteurs d'intervention.

· Prendre les mesures nécessaires au recrutement et à l'incorporation des sapeurs-pompiers afin de couvrir le territoire de manière conforme. A cet égard prendre les mesures nécessaires pour que chaque sapeur-pompier :

- puisse être mis sur pied rapidement par l'intermédiaire du Centre de traitement des alarmes (CTA) ;
- soit correctement équipé, instruit, disponible.

· Gérer et entretenir les équipements, le matériel, les véhicules et les locaux nécessaires au service.

· Disposer des sapeurs-pompiers pour d'autres tâches d'intérêt public, pour autant que l'efficacité et la rapidité de la mission de défense contre l'incendie et de secours ne soient pas compromises.

· Édicter tous règlements en lien avec les buts de l'association, notamment un règlement de l'association intercommunale du SDIS régional du Nord vaudois.

· Veiller à l'implantation des bornes hydrantes sous réserve des dispositions fixées par l'ECA.

Ainsi adoptés par le Comité de direction en sa séance du 5 mars 2021.

La Présidente

Valérie Jaggi Wepf

CODIR SDIS NORD VAUDOIS

La Secrétaire

Barbara Giroud

Ainsi adoptés par le Conseil intercommunal en sa séance du 22 avril 2021.

Le Président

Patrick Grin

CONSEIL INTERCOMMUNAL SDIS NORD VAUDOIS

La Secrétaire

Valérie Outemzabet

Ainsi adoptés par les Municipalités et les Conseils communaux / généraux des communes de :

La Municipalité de Belmont-sur-Yverdon		Le Conseil général de Belmont-sur-Yverdon	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Patric Martin	Véronique Widmer	Denis Lang	Nathalie Delplace

La Municipalité de Bioley-Magnoux		Le Conseil général de Bioley-Magnoux	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Raymond Aviolat	Martine Meystre	Nuno Da Silva	Philippe Perey

La Municipalité de Bonvillars		Le Conseil général de Bonvillars	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Frédéric Piguet	Nathalie Ryser	Edouard Duvoisin	Véronique Meusy

La Municipalité de Chamblon		Le Conseil général de Chamblon	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Max Holzer	Rachelle Hofmann	Daniel Poncet	Jean-Pierre Genevay

La Municipalité de Champagne		Le Conseil communal de Champagne	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Fabian Gagnebin	Laura Tor Hug	François Cochet	Dominique Bouyiatiotis

La Municipalité de Champvent		Le Conseil général de Champvent	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Olivier Poncet	Marie-Thérèse Alderisio Pasquali	Anja Skrivervik Favre	Stéphanie Gavin-Pierrehumbert

La Municipalité de Chavannes-le-Chêne		Le Conseil général de Chavannes-le-Chêne	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
François Marmier	Chantal Badel	Jean-Michel Michoud	Aude Briand

La Municipalité de Chêne-Pâquier		Le Conseil général de Chêne-Pâquier	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Guy-Cyrille Jaquier	Caroline Comte	Philippe Stauffer	Véronique Grize

La Municipalité de Cheseaux-Noréaz		Le Conseil général de Cheseaux-Noréaz	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Denis Schneider	Christine Peguiron	Danièle Schwander	Maryvonne Cholly

La Municipalité de Concise		Le Conseil communal de Concise	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Patrick Jaggi	Paolo Migliorini	Stéphane Franchini	Birgit Knegtel

La Municipalité de Corcelles-près-Concise		Le Conseil général de Corcelles-près-Concise	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Philippe Humbert	Anna Montefusco	Didier Bourgeois	Ghyslaine de Blaireville

La Municipalité de Cronay		Le Conseil général de Cronay	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Fabrice Tanner	Antoinette Viquerat	Philippe Zuppinger	Claire-Lise Glauser

La Municipalité de Cuarny		Le Conseil général de Cuarny	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Frédéric Leu	Leila Joerg	Pierre-Alain Roulier	Leila Joerg

La Municipalité de Démoret		Le Conseil général de Démoret	
La Syndique	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Nathalie Bovey Pasche	Sylvie Brunel	Cécile Gallandat	Justine Marmier

La Municipalité de Donneloye		Le Conseil général de Donneloye	
La Syndique	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Lise Courvoisier	Florence Billaud	Gilbert Gavillet	Murielle Jaquier

La Municipalité d'Épendes		Le Conseil général d'Épendes	
La Syndique	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Carole Glauser	Jacqueline Collet	Marlène Schmid	xxx

La Municipalité de Fiez		Le Conseil général de Fiez	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Didier Fardel	Sueva Natali Wimmer	Markus Lymann	Anne-Claude Berney

La Municipalité de Fontaines-sur-Grandson		Le Conseil général de Fontaines-sur-Grandson	
Le Vice-syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Xavier Boesiger	Sarah Maillefer	Véronique Mousson Nussbaumer	Marion Beetschen

La Municipalité de Giez		Le Conseil général de Giez	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Jean-Daniel Cruchet	Cindy Pavid	Benoît Kemmling	Bernard Milliet

La Municipalité de Grandson		Le Conseil communal de Grandson	
Le Syndic	Le Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
François Payot	Eric Beauverd	Hervé Cornaz	Nathalie Cattin Rich

La Municipalité de Mathod		Le Conseil général de Mathod	
La Syndique	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Eliane Piguet	Caroll Gaillard	Axel Rodriguez	Cindy Augsburger Zanoni

La Municipalité de Molondin		Le Conseil général de Molondin	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Alexandre Correvon	Patricia Lavanchy	Andréa Vallon	Janick Miauton Correvon

La Municipalité de Montagny-près-Yverdon		Le Conseil communal de Montagny-près-Yverdon	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Frédéric Richard Rohner	Roselyne Maradan	Jean-Marc Cochet	Anne-Marie Forchelet

La Municipalité de Mutrux		Le Conseil général de Mutrux	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Stéphane Silvani	Laura Chevalley	Franca Scuderi	Katia Silvani

La Municipalité de Novalles		Le Conseil général de Novalles	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	Le Secrétaire
André Guillet	Malika Bron	Claude Ecuyer	Valérian Mercier

La Municipalité d'Onnens		Le Conseil général d'Onnens	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Alain Portner	Rose-Marie Lehmann	Blaise Longchamp	Melissa Martinez

La Municipalité d'Orges		Le Conseil général d'Orges	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Jean-Philippe Petitpierre	Corinne Woets	Walter Burri	Aurélia Bally

La Municipalité de Pomy		Le Conseil général de Pomy	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Yvan Debieux	Nathalie Dupertuis	Philippe Widmer	Josiane Borne

La Municipalité de Provence		Le Conseil général de Provence	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Johny Favre	Jocelyne Gaille	Serge Vuillermet	Jocelyne Gaille

La Municipalité de Rovray		Le Conseil général de Rovray	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Stéphane Raymondaz	Natacha Gallandat	José Durussel	Denise Brooks

La Municipalité de Suchy		Le Conseil général de Suchy	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Didier Collet	Virginia Schott	Gilles Horisberger	Jean-Néville Dubuis

La Municipalité de Suscévaz		Le Conseil général de Suscévaz	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Pierre-André Tharin	Jeanne Franssen	Michel Peguiron	Françoise Thonney

La Municipalité de Treycovagnes		Le Conseil général de Treycovagnes	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Stéphane Baudat	Michèle Aubert Fahrni	Patrick Savoy	Christine Burkhalter

La Municipalité d'Ursins		Le Conseil général d'Ursins	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Henri Wiser	Sylviane Charotton	Yves Tacheron	Sylviane Charotton

La Municipalité de Valeyres-sous-Montagny		Le Conseil général de Valeyres-sous-Montagny	
La Syndique	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Sonja Roulet	Annik Charrière	Cédric Pillard	Cécile Delisle

La Municipalité de Valeyres-sous-Ursins		Le Conseil général de Valeyres-sous-Ursins	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Stéphane Henry	Emilie Thomas	Paulette Martin	Christine Rochat

La Municipalité de Villars-Épeney		Le Conseil général de Villars-Épeney	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Michel Cornamusaz	Catherine Baudraz	François Roulier	xxx

La Municipalité de Vugelles-La Mothe		Le Conseil général de Vugelles-La Mothe	
Le Vice-syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Pierre Beuret	Dominique Biollay	Baptiste Wagnières	Dimitri Délitroz

La Municipalité d'Yverdon-les-Bains		Le Conseil communal d'Yverdon-les-Bains	
Le Syndic	Le Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Jean-Daniel Carrard	François Zürcher	Natacha Ribeaud Eddahbi	Anne Leuenberger

La Municipalité d'Yvonand		Le Conseil communal d'Yvonand	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Philippe Moser	Viviane Potterat	Hubert Vermot	Nicole Bachmann

Ainsi approuvés par le Conseil d'État dans sa séance du ……

ANNEXE 3
AUX STATUTS DE L'ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DÉFENSE INCENDIE ET SECOURS RÉGIONALE DU NORD VAUDOIS

Sont définies ci-après, les tâches découlant du but découlant de l'art. 5 al. 1 let. a des statuts de l'Association de prévention et défense incendie et secours régionale du Nord vaudois.

Auxquelles participent l'ensemble des communes membres de l'association

Groupe de jeunes sapeurs-pompiers (JSP)

- Prendre les moyens et les mesures nécessaires pour encourager et développer l'intérêt des JSP à la fonction de sapeur-pompier
- Prendre les moyens et les mesures nécessaires pour instruire les JSP dans les domaines de la prévention, des premiers secours et de la défense incendie
- Organiser le groupe des JSP
- Prendre les mesures nécessaires à l'incorporation des JSP
- Instituer et encadrer de manière adéquat la formation et les activités des JSP par des moniteurs
- Gérer et entretenir les équipements, le matériel, les véhicules et les locaux nécessaires aux JSP
- Financer de manière appropriée le fonctionnement du groupe des JSP
- Édicter un règlement du groupe des JSP

Ainsi adoptés par le Comité de direction en sa séance du 5 mars 2021.

La Présidente

Valérie Jaggi Wepf

CODIR SDIS NORD VAUDOIS

La Secrétaire

Barbara Giroud

Ainsi adoptés par le Conseil intercommunal en sa séance du 22 avril 2021.

Le Président

Patrick Grin

CONSEIL INTERCOMMUNAL SDIS NORD VAUDOIS

La Secrétaire

Valérie Outemzabet

Ainsi adoptés par les Municipalités et les Conseils communaux / généraux des communes de :

La Municipalité de Belmont-sur-Yverdon		Le Conseil général de Belmont-sur-Yverdon	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Patric Martin	Véronique Widmer	Denis Lang	Nathalie Delplace

La Municipalité de Bioley-Magnoux		Le Conseil général de Bioley-Magnoux	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Raymond Aviolat	Martine Meystre	Nuno Da Silva	Philippe Perey

La Municipalité de Bonvillars		Le Conseil général de Bonvillars	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Frédéric Piguet	Nathalie Ryser	Edouard Duvoisin	Véronique Meusy

La Municipalité de Chamblon		Le Conseil général de Chamblon	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Max Holzer	Rachelle Hofmann	Daniel Poncet	Jean-Pierre Genevay

La Municipalité de Champagne		Le Conseil communal de Champagne	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Fabian Gagnebin	Laura Tor Hug	François Cochet	Dominique Bouyiatiotis

La Municipalité de Champvent		Le Conseil général de Champvent	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Olivier Poncet	Marie-Thérèse Alderisio Pasquali	Anja Skrivervik Favre	Stéphanie Gavin-Pierrehumbert

La Municipalité de Chavannes-le-Chêne		Le Conseil général de Chavannes-le-Chêne	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
François Marmier	Chantal Badel	Jean-Michel Michoud	Aude Briand

La Municipalité de Chêne-Pâquier		Le Conseil général de Chêne-Pâquier	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Guy-Cyrille Jaquier	Caroline Comte	Philippe Stauffer	Véronique Grize

La Municipalité de Cheseaux-Noréaz		Le Conseil général de Cheseaux-Noréaz	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Denis Schneider	Christine Peguiron	Danièle Schwander	Maryvonne Cholly

La Municipalité de Concise		Le Conseil communal de Concise	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Patrick Jaggi	Paolo Migliorini	Stéphane Franchini	Birgit Knegtel

La Municipalité de Corcelles-près-Concise		Le Conseil général de Corcelles-près-Concise	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Philippe Humbert	Anna Montefusco	Didier Bourgeois	Ghyslaine de Blaireville

La Municipalité de Cronay		Le Conseil général de Cronay	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Fabrice Tanner	Antoinette Viquerat	Philippe Zuppinger	Claire-Lise Glauser

La Municipalité de Cuarny		Le Conseil général de Cuarny	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Frédéric Leu	Leila Joerg	Pierre-Alain Roulier	Leila Joerg

La Municipalité de Démoret		Le Conseil général de Démoret	
La Syndique	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Nathalie Bovey Pasche	Sylvie Brunel	Cécile Gallandat	Justine Marmier

La Municipalité de Donneloye		Le Conseil général de Donneloye	
La Syndique	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Lise Courvoisier	Florence Billaud	Gilbert Gavillet	Murielle Jaquier

La Municipalité d'Épendes		Le Conseil général d'Épendes	
La Syndique	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Carole Glauser	Jacqueline Collet	Marlène Schmid	xxx

La Municipalité de Fiez		Le Conseil général de Fiez	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Didier Fardel	Sueva Natali Wimmer	Markus Lymann	Anne-Claude Berney

La Municipalité de Fontaines-sur-Grandson		Le Conseil général de Fontaines-sur-Grandson	
Le Vice-syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Xavier Boesiger	Sarah Maillefer	Véronique Mousson Nussbaumer	Marion Beetschen

La Municipalité de Giez		Le Conseil général de Giez	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Jean-Daniel Cruchet	Cindy Pavid	Benoît Kemmling	Bernard Milliet

La Municipalité de Grandson		Le Conseil communal de Grandson	
Le Syndic	Le Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
François Payot	Eric Beauverd	Hervé Cornaz	Nathalie Cattin Rich

La Municipalité de Mathod		Le Conseil général de Mathod	
La Syndique	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Eliane Piguet	Caroll Gaillard	Axel Rodriguez	Cindy Augsburger Zanoni

La Municipalité de Molondin		Le Conseil général de Molondin	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Alexandre Correvon	Patricia Lavanchy	Andréa Vallon	Janick Miauton Correvon

La Municipalité de Montagny-près-Yverdon		Le Conseil communal de Montagny-près-Yverdon	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Frédéric Richard Rohner	Roselyne Maradan	Jean-Marc Cochet	Anne-Marie Forchelet

La Municipalité de Mutrux		Le Conseil général de Mutrux	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Stéphane Silvani	Laura Chevalley	Franca Scuderi	Katia Silvani

La Municipalité de Novalles		Le Conseil général de Novalles	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	Le Secrétaire
André Guillet	Malika Bron	Claude Ecuyer	Valérian Mercier

La Municipalité d'Onnens		Le Conseil général d'Onnens	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Alain Portner	Rose-Marie Lehmann	Blaise Longchamp	Melissa Martinez

La Municipalité d'Orges		Le Conseil général d'Orges	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Jean-Philippe Petitpierre	Corinne Woets	Walter Burri	Aurélia Bally

La Municipalité de Pomy		Le Conseil général de Pomy	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Yvan Debieux	Nathalie Dupertuis	Philippe Widmer	Josiane Borne

La Municipalité de Provence		Le Conseil général de Provence	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Johny Favre	Jocelyne Gaille	Serge Vuillermet	Jocelyne Gaille

La Municipalité de Rovray		Le Conseil général de Rovray	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Stéphane Raymondaz	Natacha Gallandat	José Durussel	Denise Brooks

La Municipalité de Suchy		Le Conseil général de Suchy	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Didier Collet	Virginia Schott	Gilles Horisberger	Jean-Néville Dubuis

La Municipalité de Suscévaz		Le Conseil général de Suscévaz	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Pierre-André Tharin	Jeanne Franssen	Michel Peguiron	Françoise Thonney

La Municipalité de Treycovagnes		Le Conseil général de Treycovagnes	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Stéphane Baudat	Michèle Aubert Fahrni	Patrick Savoy	Christine Burkhalter

La Municipalité d'Ursins		Le Conseil général d'Ursins	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Henri Wiser	Sylviane Charotton	Yves Tacheron	Sylviane Charotton

La Municipalité de Valeyres-sous-Montagny		Le Conseil général de Valeyres-sous-Montagny	
La Syndique	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Sonja Roulet	Annik Charrière	Cédric Pillard	Cécile Delisle

La Municipalité de Valeyres-sous-Ursins		Le Conseil général de Valeyres-sous-Ursins	
Le Syndic	La Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Stéphane Henry	Emilie Thomas	Paulette Martin	Christine Rochat

La Municipalité de Villars-Épeney		Le Conseil général de Villars-Épeney	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Michel Cornamusaz	Catherine Baudraz	François Roulier	xxx

La Municipalité de Vugelles-La Mothe		Le Conseil général de Vugelles-La Mothe	
Le Vice-syndic	La Secrétaire	Le Président	Le Secrétaire
Pierre Beuret	Dominique Biollay	Baptiste Wagnières	Dimitri Délitroz

La Municipalité d'Yverdon-les-Bains		Le Conseil communal d'Yverdon-les-Bains	
Le Syndic	Le Secrétaire	La Présidente	La Secrétaire
Jean-Daniel Carrard	François Zürcher	Natacha Ribeaud Eddahbi	Anne Leuenberger

La Municipalité d'Yvonand		Le Conseil communal d'Yvonand	
Le Syndic	La Secrétaire	Le Président	La Secrétaire
Philippe Moser	Viviane Potterat	Hubert Vermot	Nicole Bachmann

Ainsi approuvés par le Conseil d'État dans sa séance du ……

ANNEXE 4
AUX STATUTS DE L'ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DÉFENSE INCENDIE ET SECOURS RÉGIONALE DU NORD VAUDOIS

Sont définies ci-après, les tâches découlant du but découlant de l'art. 5 al. 1 let. a des Statuts de l'Association de prévention et défense incendie et secours régionale du Nord vaudois.

Auxquelles participent les communes de xxx

Police du feu

- Respecter les exigences contenues dans la loi sur la prévention des incendies et des dangers résultants des éléments naturels du 27 mai 1970 (ci-après LPIEN) et sur son règlement d'application du 28 septembre 1990 (ci-après RLPIEN) ainsi que sur les directives et autres normes applicables en la matière.
- Prendre tous les moyens et les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la protection des personnes et des biens contre les dangers d'incendie, d'explosion et contre ceux résultant des éléments naturels, conformément à l'art. 1 LPIEN.
- Contrôle des mesures de prévention destinées à assurer la protection des personnes et des biens de manière général, dans les établissements publics ou lors de manifestations, de spectacles ou de rassemblements.
- Contrôle du respect des prescriptions relatives aux accès des secours en cas d'incendie.
- Contrôler que tout bâtiment, ouvrage ou installation présente toutes les garanties de sécurité imposées, notamment en respectant les prescriptions de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie AEAI.
- Édicter un règlement en matière de Police du feu régionale du Nord vaudois.

Ainsi adoptés par le Comité de direction en sa séance du 5 mars 2021.

La Présidente

Valérie Jaggi Wepf

CODIR SDIS NORD VAUDOIS

La Secrétaire

Barbara Giroud

Ainsi adoptés par le Conseil intercommunal en sa séance du 22 avril 2021.

Le Président

Patrick Grin

CONSEIL INTERCOMMUNAL SDIS NORD VAUDOIS

La Secrétaire

Valérie Outemzabet

Ainsi approuvés par le Conseil d'État dans sa séance du ……

Bonvillars, le 08 Juin 2021

Au conseil communal de Bonvillars

Préavis n°5/2021: Révision des statuts de l'Association intercommunale en matière de défense incendie et secours de la région du Nord Vaudois.

La commission composée de Messieurs Jean-Michel Jaquier, Richard Ayala et votre rapporteur se sont penchés sur la proposition des nouveaux statuts du SDIS Nord Vaudois. Ces derniers ont pour but principal d'intégrer les Jeunes Sapeurs Pompiers au sein du SDIS et de mettre à disposition les communes du groupement au service d'une police du feu. La commission tient à remercier Monsieur Frédéric Piguet, syndic de Bonvillars et Monsieur François Jaquier, municipal du service du feu, pour les compléments d'informations.
Concernant les statuts à proprement parlés, plusieurs points nous semblent considérables et méritent d'être évoqués.

Premièrement, une augmentation de 5,80.- a été demandée auprès de chaque citoyen de Bonvillars. Cette dernière est une conséquence de l'abandon d'une prise en charge du montant de 10.- par habitant de la commune d'Yverdon-les-Bains. Pour rappel, le motif de ce changement est dû à une perte de la majorité, passant de 4 à 3 sièges, au sein du CODIR.
De plus, le président élu au CODIR ne sera plus forcément de cette même commune. Enfin, la majorité de 7 sur 10 lors des votations du conseil intercommunal ne permettra plus aux représentants Yverdonnois de pouvoir statuer majoritairement.

Deuxièmement, la future collectivité des Jeunes Sapeurs Pompiers pourra offrir une structure financière, stable et motivante aux jeunes des 40 communes du conseil intercommunal. Par ailleurs, la volonté première de cette nouvelle intégration est de fidéliser et de pérenniser le SDIS Nord Vaudois.

Pour finir, la Police du Feu permettra, aux communes désireuses, de bénéficier de ces services contre rémunération pour une seule année.

De ce fait, la commission recommande au Conseil d'approuver ledit préavis tel que présenté et d'en donner décharge à la municipalité.

Pour la commission, Messieurs Jean-Michel, Jaquier Richard Ayala et votre rapporteur .

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 6/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : François Jaquier
079 432 81 20 – francois.jaquier@bonvillars.ch

Modification des statuts de l'ACRG

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Préambule

En 2017, les protections civiles du Jura Nord vaudois ont fusionné et de ce fait, notre association a perdu un de ses buts principaux, celui de la protection civile. D'autre part et ce depuis 2004, les communes n'ont plus de délégation de compétence relative à la loi sur les denrées alimentaires. Cette modification, jugée mineure, n'a pas conduit à la révision des statuts.

En 2020, les principes de mise en œuvre du PDRDE (Plan directeur régional de distribution de l'eau) ont été validés par votre conseil et nécessitent la modification du plafond d'endettement. De plus, la commune de Fontaines-sur-Grandson a rejoint le but optionnel.

En plus des importantes modifications susmentionnées, la lecture des anciens statuts, datés du 14 janvier 2009, a incité à faire une mise à jour de ceux-ci. La procédure de modification a demandé la consultation préalable de chaque commune, Municipalité et commission ad hoc, afin d'avoir les remarques et propositions des membres. En fonction des réponses reçues, le projet de révision des statuts a été corrigé. Ensuite il a été présenté à l'ensemble des Municipalités pour accord. Avec cet accord, les nouveaux statuts ont été proposés au Conseil intercommunal du 28 avril 2021. La majorité des membres présents a accepté l'ensemble des modifications.

Cette révision statutaire est maintenant soumise à chaque Conseil communal/général en vue de son acceptation. À ce stade de la procédure, les commissions et les conseils des communes ne peuvent plus amender le texte. Le comité directeur de l'ACRG souhaite rappeler l'importance de ces modifications et plus particulièrement celle relative au plafond d'emprunt qui doit permettre la mise en œuvre du plan directeur régional de distribution de l'eau et vous recommande d'accepter cette révision.

Modifications

Les modifications importantes sont :

Art. 5 **Buts principaux**

Sont supprimés les paragraphes, lettre a et b relatifs à la législation fédérale sur la protection civile et à la loi sur les denrées alimentaires.

Art. 6a **Membres du but optionnel**

Cet article liste les membres du but optionnel : « Sont membres du but optionnel, les communes de Bonvillars, Bullet, Champagne, Fiez, Fontaines-sur-Granson, Giez, Grandson, Grandevent, Mauborget, Mutrux, Novalles, Provence, Onnens, Sainte-Croix et Tévenon. »

Art. 10 **Composition**

Le choix des délégués se fait parmi les autorités communales, avec au maximum deux choisis par la Municipalité en son sein et au minimum un choisi par le Conseil communal / général en son sein.

Art. 29 **Plafond d'endettement**

Le plafond d'endettement de l'association est fixé à Fr. 20'000'000.--. Il est ajouté : Ce plafond ne concerne que les communes ayant adhéré au but optionnel eau. Le montant de l'emprunt effectif à la fin de l'exercice est réparti en fonction du nombre d'habitants, de l'année précédente, des communes ayant adhéré au but optionnel eau.

CONCLUSION

Vu ce qui précède, nous avons l'honneur de vous proposer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, de prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 6/2021.
- entendu le rapport de la commission chargée d'étudier cet objet.

Décide

- Article 1: D'accepter la révision des statuts de l'ACRG
- Article 2 : La révision des statuts entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'État.

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic
Frédéric Piguet

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS
CANTON DE VAUD
LIBERTÉ ET PATRIE

La Secrétaire
Nathalie Ryser

Annexe : statuts de l'ACRG

Bonvillars, le 11 mai 2021

STATUTS

DE L'ASSOCIATION A BUTS MULTIPLES DES COMMUNES DE LA REGION DE GRANDSON

Titre I
DENOMINATION – SIEGE – DUREE – MEMBRES - BUTS

Article 1 Dénomination

Sous la dénomination "Association à buts multiples des communes de la région de Grandson", il est constitué une association de communes, régie par les présents statuts et par les articles 112 à 127 de la loi sur les communes du 28 février 1956.

Article 2 Siège

L'association a son siège à Sainte-Croix.

Article 3 Statut juridique

L'approbation des présents statuts par le Conseil d'Etat confère à l'association la personnalité morale de droit public.

Article 4 Membres

Les membres de l'association sont les communes de Bonvillars, Bullet, Champagne, Concise, Corcelles-près-Concise, Fiez, Fontaines-sur-Grandson, Giez, Grandevent, Grandson, Mauborget, Mutrux, Novalles, Onnens, Provence, Sainte-Croix et Tévenon.

Buts principaux – But optionnel

Article 5 Buts principaux

Pour les communes associées, l'association a pour buts principaux :

a) la mise en application des tâches communales résultant du règlement sur la prévention des accidents dus aux chantiers (RPAC) pour les communes associées ;
b) la mise en application de la directive CFST 6508 en matière de santé et de sécurité au travail.

Article 6 But optionnel

L'association a pour but optionnel d'acquérir la propriété et d'exploiter un réseau d'adduction d'eau potable destiné à assister les communes qui y sont associées pour satisfaire leurs obligations découlant de la loi sur la distribution de l'eau (LDE).

Pour ce but optionnel, l'association succède à l'Association intercommunale d'amenée d'eau d'Onnens – Sainte-Croix, association de communes dissoute, et dont le patrimoine est apporté à la présente association.

A l'occasion de cette dissolution, les communes de Bonvillars, Bullet, Champagne, Fiez, Fontanezier, Grandevent, Giez, Mauborget, Mutrux, Novalles, Provence, Romairon, Sainte-Croix, Vaugondry et Villars-Burquin, qui étaient les associées de l'Association intercommunale dissoute, ont souscrit à ce but optionnel, à ce titre.
La commune de Tévenon, issue de la fusion des communes de Villars-Burquin, Vaugondry, Romairon et Fontanezier, dès sa création officielle le 1er juillet 2011 fait partie intégrante de cette souscription.

D'autres communes membres de l'association peuvent souscrire à ce but en contribuant au capital de dotation prévu aux articles 28 a) et 28 b) des présents statuts.

Les communes membres de l'association distribuent à leur profit l'eau nécessaire aux particuliers habitant le territoire communal.

Il est interdit aux communes de vendre de l'eau en dehors du territoire communal, sans une autorisation préalable du Comité de direction.

Article 6a **Membres du but optionnel**

Sont membres du but optionnel, les communes de Bonvillars, Bullet, Champagne, Fiez, Fontaines-sur-Grandson, Giez, Grandson, Grandevent, Mauborget, Mutrux, Novalles, Onnens, Provence, Sainte-Croix et Tévenon.

Article 7 **Prestations**

L'association peut offrir ses prestations à d'autres collectivités publiques par contrat de droit administratif.

L'association peut aussi, en se substituant aux communes territoriales, et avec l'accord de ces communes, assurer la distribution directe de l'eau potable et la défense incendie à certains consommateurs, sur les secteurs de leur territoire sis hors obligation légale au sens de l'art. 1 al. 1 de la loi sur la distribution de l'eau (LDE).

Article 8 **Durée – Retrait**

La durée de l'association est indéterminée.

Le retrait d'une commune est possible moyennant un préavis de deux ans pour la fin de chaque exercice comptable. La commune peut se retirer du but optionnel, moyennant un préavis de deux ans pour la fin de chaque exercice comptable, tout en restant membre de l'association.

La commune qui se retire de l'association, ou du but optionnel prévu à l'article 6 des présents statuts, perd tous droits sur le patrimoine de l'association, ou sur le patrimoine affecté au but optionnel.

Titre II

ORGANES DE L'ASSOCIATION

Article 9 Organes de l'association

Les organes de l'association sont :

A. Le Conseil intercommunal ;
B. Le Comité de direction ;
C. La Commission de gestion et finance ;

Les membres de ces organes doivent être des électeurs des communes membres de l'association.

A. Conseil intercommunal

Article 10 Composition

Le nombre des membres du Conseil intercommunal est fixé selon l'effectif de la population de la commune issu du dernier recensement cantonal officiel précédant le début de chaque législature.

Population				Nombre
jusqu'à		500	habitants	2
de 501	à	1000	"	3
1001	à	1500	"	4
1501	à	2000	"	5
2001	à	2500	"	6
2501	à	3000	"	7
3001	à	3500	"	8
3501	à	4000	"	9
4001	à	4500	"	10
4501	et au-delà		"	11

Le choix des délégués se fait parmi les autorités communales, avec au maximum deux choisis par la Municipalité en son sein et au minimum un choisi par le Conseil communal / général en son sein.

Article 11 Durée du mandat

Les délégués sont élus au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci.

Ils peuvent être révoqués par l'autorité qui les a élus.

En cas de vacance, il est pourvu sans retard aux remplacements ; le mandat des délégués remplaçants prend fin à l'échéance de la législature en cours.

Il y a notamment vacance lorsqu'un délégué perd sa qualité de conseiller municipal, conseiller communal ou conseiller général ou est nommé au Comité de direction.

Article 12 **Organisation – Compétences**

Le Conseil intercommunal s'organise lui-même.

Il désigne son président, son vice-président, ses deux scrutateurs et les deux suppléants et son secrétaire. Il élit les membres du comité de direction.

La durée du mandat du président, du vice-président, des deux scrutateurs et des deux suppléants est d'un an. Ils sont rééligibles.

Le secrétaire du Conseil intercommunal peut être choisi en dehors du Conseil. Il est désigné au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci. Il est rééligible.

Article 13 **Convocation**

Le Conseil intercommunal est convoqué par avis personnel adressé à chaque délégué au moins vingt jours à l'avance, les cas d'urgence étant réservés.

L'avis de convocation mentionne l'ordre du jour qui est établi d'entente entre le président et le comité de direction.

Le Conseil intercommunal se réunit sur convocation de son président, lorsque celui-ci le juge utile, à la demande du comité de direction ou encore lorsque le cinquième des membres du Conseil en fait la demande.

Article 14 **Décision**

Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour (art. 24 LC).

Article 15 **Quorum et majorité**

Le Conseil intercommunal ne peut délibérer que si les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres et si trois quarts des communes sont représentées.

Si ces deux conditions ne sont pas réalisées, une nouvelle séance du Conseil intercommunal est convoquée, avec le même ordre du jour, dans un délai de 5 jours au plus tôt.

Le Conseil intercommunal pourra alors délibérer, même si la représentation des trois quarts des communes n'est pas réalisée, le quorum des membres présents selon l'alinéa premier étant toujours requis.

Chaque délégué a droit à une voix.

Article 16 **Droit de vote**

Les décisions sont prises à la majorité simple. Le président ne participe pas au vote. En cas d'égalité des voix, celle du président tranche.

Pour les décisions relatives aux buts principaux, tous les délégués au Conseil intercommunal prennent part au vote.

Pour les décisions relatives au but optionnel, seuls les délégués des communes concernées prennent part au vote.

Article 17 Modification des statuts

Les statuts peuvent être modifiés par décision du Conseil intercommunal.

La modification des buts principaux ou des tâches principales, des règles de représentation des communes au sein des organes de l'association, l'augmentation du capital de dotation, la modification du mode de répartition des charges et l'élévation du plafond d'endettement nécessitent l'approbation des Conseils généraux ou communaux ; la majorité des deux tiers des conseils généraux et communaux des communes membres de l'association est requise.

Article 18 Procès-verbaux

Les délibérations du Conseil intercommunal sont consignées dans un procès-verbal par séance, signé par le président et le secrétaire ou de leurs représentants.
Toutes les mesures sont prises pour la conservation des procès-verbaux et autres documents annexes.

Article 19 Attributions

En plus des attributions mentionnées aux articles 12, 26, 27 et 32, le Conseil intercommunal :

a) élit le comité de direction ainsi que son président (art. 119 LC) ;
b) fixe les indemnités des membres du Conseil intercommunal et du comité de direction ;
c) contrôle la gestion, adopte le projet de budget et les comptes annuels ;
d) délibère sur les propositions de dépenses extrabudgétaires ;
e) modifie les présents statuts, sous réserve des cas cités à l'article 126 al. 2 LC ;
f) décide de l'admission de nouvelles communes ;
g) autorise tout emprunt et cautionnement, les articles 28ss des statuts étant réservés ;
h) adopte tout règlement sous réserve de ceux que le Conseil a laissés dans la compétence du comité de direction, l'article 94 LC étant réservé ;
i) prend toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi et les statuts, notamment les autorisations générales de début de législature prévues par la législation sur les communes.

B. Comité de direction

Article 20 Composition

Le comité de direction se compose de sept membres élus par le Conseil intercommunal pour la durée de la législature. Ils doivent être des municipaux en fonction, proposés par les Municipalités respectives.

Le secrétaire du comité de direction est choisi en dehors du comité de direction.

En cas de vacance, le Conseil intercommunal pourvoit sans retard aux remplacements. Le mandat des membres du comité de direction ainsi nommés prend fin à l'échéance de la législature en cours.
Il y a notamment vacance lorsqu'un membre du comité de direction perd sa qualité de municipal.

Les membres du comité de direction sont rééligibles.

Article 21 Organisation

Le comité de direction nomme un vice-président et un secrétaire, ce dernier pouvant être celui du Conseil intercommunal.

Article 22 Séances

Le président ou, à son défaut, le vice-président convoque le comité de direction lorsqu'il le juge utile ou à la demande de la moitié des autres membres.

Les délibérations du comité de direction sont consignées dans un procès-verbal par séance, signé du président et du secrétaire, ou de leurs remplaçants.

Article 23 Quorum et vote

Le comité de direction ne peut prendre de décision que si la majorité absolue de ses membres est présente.

Chaque membre a droit à une voix.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. Le président prend part au vote ; en cas d'égalité, sa voix est prépondérante.

Article 24 Représentation

L'association est valablement engagée envers les tiers par la signature collective à deux du président du comité de direction et du secrétaire ou de leurs remplaçants.

Article 25 Attributions

Le comité de direction a notamment les attributions suivantes :

a) veiller à l'exécution des buts de l'association, conformément aux décisions prises par le Conseil intercommunal ;
b) exercer les attributions qui lui sont déléguées par le Conseil intercommunal ;
c) exercer à l'égard du personnel les droits et obligations de l'employeur ;
d) élire son vice-président et nommer son secrétaire ;
e) présenter les comptes, préparer le projet de budget et élaborer le rapport de gestion.

Le comité de direction peut se diviser en sections.

C. Commission de gestion et finance

Article 26 **Composition**

La commission de gestion et finance, composée de 7 membres et 2 suppléants, est élue par le Conseil intercommunal en son sein au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci.

Article 27 **Compétence**

Elle rapporte chaque année, devant le Conseil intercommunal, notamment sur la gestion, les comptes, le budget et toutes les propositions de dépenses extrabudgétaires, emprunts et cautionnements.

Titre III
CAPITAL – RESSOURCES – COMPTABILITE

Article 28 **Capital**

Les communes associées n'ont pas participé à un capital de dotation de l'association, pour ses buts principaux.

Article 28a

Les communes qui ont participé initialement au but optionnel prévu par l'article 6 des présents statuts ont contribué à un capital de dotation pour ce but, de la manière suivante, et selon le bilan de liquidation de l'Association intercommunale d'amenée d'eau d'Onnens – Sainte-Croix :

Sainte-Croix	Fr.	3'178'000.–
Bullet	Fr.	218'120.–
Mauborget	Fr.	74'110.–
Grandevent	Fr.	21'650.–
Fiez	Fr.	48'270.–
Champagne	Fr.	107'600.–
Novalles	Fr.	21'550.–
Bonvillars	Fr.	89'500.–
Giez	Fr.	21'800.–
Provence	Fr.	259'950.–
Mutrux	Fr.	49'560.–
Onnens	Fr.	182'726.–
Grandson	Fr.	1'530'000.–
Tévenon	Fr.	119'680.—
Fontaines-sur-Grandson	Fr.	120'000.-

Article 28b

Toute commune qui participera ultérieurement au but optionnel prévu par l'article 6 des présents statuts devra contribuer au capital de dotation par un versement dont le montant sera arrêté par le Conseil intercommunal, sur proposition du comité de direction, en fonction du nombre de ses habitants et en s'inspirant des montants qui ont constitué, pour les communes déjà associées à ce but, leur participation au capital de dotation.

Article 29 **Plafond d'endettement**

Le plafond d'endettement de l'association est fixé à Fr. 20'000'000.–. Ce plafond ne concerne que les communes ayant adhéré au but optionnel eau. Le montant de l'emprunt effectif à la fin de l'exercice est réparti en fonction du nombre d'habitants, de l'année précédente, des communes ayant adhéré au but optionnel eau.

Article 29a **Subventions**

Lorsque des subventions sont allouées par l'État de Vaud, l'Établissement cantonal d'assurance (ECA) et/ou la Confédération aux communes associées, en rapport avec les tâches incombant à l'association, ces subventions sont entièrement acquises à cette dernière.

Article 30 **Ressources**

Les dépenses de l'association doivent être couvertes par des recettes correspondantes (art. 124 LC).

Article 30a

Pour la réalisation de ses buts principaux, l'association dispose des ressources suivantes :

a) les contributions des communes et des tiers, selon les articles 31 a) à 31 b) ;
b) le produit des prestations fournies à d'autres collectivités publiques et à des tiers ;
c) les subventions cantonales et fédérales ;
d) d'autres ressources qui lui sont spécifiquement destinées.

Article 30b

Pour la réalisation de son but optionnel, l'association dispose en outre :

a) de son capital de dotation ;
b) des contributions prévues à l'article 31 c) ;
c) du produit des prestations fournies, dans le cadre de ce but optionnel, à d'autres collectivités publiques et à des tiers ;
d) des subventions allouées à raison de ce but optionnel ;
e) des participations au financement d'ouvrages particuliers, pour les besoins de la défense incendie d'une commune ou pour tout autre besoin, par exemple pour les routes nationales ;
f) des autres ressources qui lui adviennent et qui sont directement destinées à la réalisation du but optionnel.

Article 31 **Répartition des charges entre les communes**

Le financement de chacune des tâches de l'association doit être défini dans les présents statuts.

Article 31a

Le financement du but prévu à l'art. 5a (prévention des accidents dus aux chantiers) est couvert de la façon suivante : les communes versent à l'association une contribution calculée, pour une moitié, en fonction du nombre des habitants déterminés lors du

recensement cantonal précédant l'exercice comptable et, pour l'autre moitié, en fonction du nombre d'interventions effectuées sur le territoire de chaque commune.

Article 31b

Le financement du but prévu à l'art. 5 b (santé et sécurité au travail) est couvert de la façon suivante : les communes versent à l'association une contribution calculée en fonction du nombre des habitants déterminés lors du recensement cantonal précédant l'exercice comptable.

Article 31c

Le financement du but optionnel prévu à l'article 6 est couvert de la façon suivante : les communes versent à l'association une contribution calculée pour une part sous la forme d'une contribution fixe et d'un forfait obligatoire de m^3 d'eau ; les deux étant calculés par habitant. D'autre part, elles paient une contribution dépendant du nombre de m^3 supplémentaires fournis.

Article 31d

Des acomptes peuvent être perçus en cours d'année, en fonction des charges et de leur financement.

Article 32 **Comptabilité**

L'association tient une comptabilité indépendante soumise aux règles du règlement sur la comptabilité des communes.

Un centre budgétaire est ouvert dans la classification administrative pour chacune des tâches. Les frais communs ainsi que les frais financiers sont imputés à chaque tâche selon des clés de répartition fixées par le Conseil intercommunal, sur proposition du comité de direction.

Le budget est approuvé par le Conseil intercommunal trois mois avant le début de l'exercice et les comptes au plus tard au 30 juin de chaque année.

Les comptes sont soumis à l'examen et au visa du préfet du district dans lequel l'association a son siège dans le mois qui suit leur approbation.

Article 33 **Exercice comptable**

L'exercice comptable commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 34 **Information des municipalités des communes membres**

Le budget, les comptes et le rapport annuel sont transmis aux municipalités des communes membres.

Titre IV
AUTRES COMMUNES – IMPOTS

Article 35 Autres communes

Les communes qui désirent adhérer à l'association présentent leur requête au Conseil intercommunal.

Les conditions d'adhésion sont convenues entre la commune requérante et le comité de direction, sous réserve de la ratification du Conseil intercommunal.

Article 36 Impôts

L'association est exonérée de toute taxe de la part des communes membres et impôts communaux.

Titre V
ARBITRAGE – DISSOLUTION

Article 37 Arbitrage

Toute contestation entre une ou plusieurs communes membres, résultant de l'interprétation et de l'application des présents statuts, sont tranchés par un tribunal arbitral (art. 127 LC).

Article 38 Dissolution

L'association est dissoute si son maintien ne s'impose pas. La dissolution doit être ratifiée par l'autorité délibérante de chaque commune associée.

Au cas où tous les Conseils généraux ou communaux, moins un, prendraient la décision de dissoudre l'association, la dissolution intervient également.

La liquidation s'opère par les soins des organes de l'association. Envers les tiers, les communes sont responsables solidairement des dettes de l'association. Les dettes liées au but optionnel sont assumées par les communes associées à celui-ci.

Pour autant que les comptes spécifiques à cette tâche le permettent, les communes associées au but optionnel prévu par l'article 6 des statuts ont droit, en premier lieu, au remboursement de leur participation au capital de dotation au sens de l'article 28 a) des présents statuts.

Pour le surplus et à défaut d'accord, les droits des communes membres sur l'actif de l'association, de même que leurs droits et obligations réciproques après extinction du passif, sont déterminés par des arbitres conformément à l'article 111 LC.

Titre VI
ENTREE EN VIGUEUR

Article 39 Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur dès leur approbation par le Conseil d'Etat. Ils abrogent et remplacent dès cette date les statuts de l'association intercommunale ACRG du 14 janvier 2009.

Conseil Général de la Commune de Bonvillars

Rapport de la commission pour Préavis municipal No 6/ 2021 : Modification des statuts de l'ACRG.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs.

La commission était formée de Mme Claire Javet, M. Gérard Baudraz, et Denise Duvoisin rapporteuse.

1-Déjà réunie le 9 novembre 2020 pour étudier les modifications des statuts, la commission a fait quelques remarques qui ont été prises en compte. Il s'agissait de détails (syntaxe, compréhensibilité, etc.)Comme demandé alors la commission ne s'est pas prononcée sur le fond.

2-La commission s'est de nouveau réunie le 4 mai 2021 avec M. François Jaquier municipal qui nous explique que les modifications proposées avaient été acceptées par l'ensemble des Municipalités.

Lors de cette 2e séance, la commission a été chargée d'étudier le préavis municipal. Elle a constaté qu'il n'était à nouveau pas question de modifier les statuts mais seulement de proposer au Conseil Général l'acceptation ou le refus de l'ensemble.

La commission consciente de l'importance régionale de l'ACRG, en particulier en matière de distribution de l'eau, propose d'accepter le préavis tel que proposé.

Bonvillars, le 29 mai 2021

Claire Jacet | Gérard Baudraz | Denise Duvoisin

Conseil Général
Bonvillars

Bonvillars, le 14 octobre 2021

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Les membres du Conseil Général de Bonvillars sont convoqués pour une séance

le lundi 1 novembre 2021, à 20h00, à la salle de la Cour

Ordre du jour :

1. Assermentation des nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 21 avril 2021
3. Adoption du procès-verbal de la séance du 28 juin 2021
4. Communications du bureau du Conseil
5. Communications municipales
6. Informations des délégués des associations intercommunales
7. Nomination d'un délégué à l'ACRG
8. Préavis 10/2021 – Demande de crédit extrabudgétaire pour la réfection du chemin sur la Vigne
9. Préavis 8/2021 – Autorisation générale de statuer et Autorisation à engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles
10. Préavis 9/2021 – Traitements et vacations des autorités communales
11. Préavis 7/2021 – Arrêté d'imposition 2022
12. Préavis 11/2021 – Mise aux normes du local des archives communales et classement des documents
13. Motions, interpellations, questions

Le Bureau du Conseil

<u>Remarques</u>

1) *Les documents pour cette séance seront mis dès que possible à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars.*
   Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :
   Cliquer sur le mot « intranet » (à droite en-haut de l'écran d'accueil)
   Identifiant = conseil Mot de passe = ***BL48DV***
2) *Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au 024 436 25 20 au plus tard le lundi précédant la séance du conseil.*

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 21 AVRIL 2021

ORDRE DU JOUR

1. Election du vice-président
2. Election des scrutateurs et des suppléants
3. Nomination des commissions
4. Nomination des délégués aux associations intercommunales
5. Divers

Fabrice De Icco, Préfet, après avoir assermenté les quarante-trois membres du Conseil général ainsi que la Municipalité, procède à l'élection du président et de la secrétaire.

Avant de passer la parole à Arnaud Bloesch, nouveau président, il remercie les autorités et les conseillers pour leur investissement au sein du village. Il conseille vivement de privilégier les discussions ouvertes en présentiel et d'éviter les réseaux sociaux. Ils demandent que les conseillers nommés aux différentes associations intercommunales prennent leur rôle très au sérieux, vu l'importance que ces associations prennent.

Le président, Arnaud Bloesch, remercie Edouard Duvoisin pour toutes ces années à la présidence du conseil général, puis entreprend de terminer la séance d'installation pour la législature 2021-2026.

1. Election du vice-président

Libero Zuppiroli se représente et, comme personne d'autre ne se propose, il est élu par applaudissements.

2. Election des scrutateurs et des suppléants

Myriam Kaczor et Monique Berney sont élues scrutatrices, tandis que Anne-Marie Stevanin et Claude Bally deviennent les scrutateurs suppléants.

3. Nomination des commissions

La commission de gestion se compose d'Antoine Duvoisin, rapporteur, de Claude Bally et Léonard Bloesch, membres, Adrien Corthésy et Thomas Meylan, suppléants.

La commission des finances se compose de Jean-Pierre Duvoisin, rapporteur, de Christoph Junod et Markus Hoh, membres, Gian-Domenico Curiale et Richard Ayala, suppléants.

La commission de recours se compose de Denise Duvoisin, rapporteur, de Sébastien Gri et Dominique Etter, membres, de Stéphane Gerber, suppléant.

4. Nomination des délégués aux associations intercommunales

Victor Fernandes et Yann Rosser sont élus.

Toutes les commissions sont applaudies et remerciées.

5. Divers

Frédéric Piguet remercie l'assemblée nourrie venue se faire assermenter ce soir, il félicite le nouveau président, Arnaud Bloesch, ainsi que l'assemblée des conseillers pour leur investissement. Il est également très heureux de pouvoir compter nombre de citoyens aux différents groupes créés dans le but de construire une éventuelle fusion entre Bonvillars et Onnens.

Antoine Duvoisin demande qu'une verrée soit offerte en juin, comme en décembre, afin de pouvoir partager un moment ensemble.

Frédéric Piguet répond qu'il n'a pas eu l'autorisation d'en proposer une ce soir au vu de la situation sanitaire. Dès que cela sera possible, la municipalité va réinstaurer la verrée de décembre. Pour juin, cela reste à discuter.

La séance est levée à 21h15.

Le Président : La Secrétaire :

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

PREFECTURE DU DISTRICT JURA-NORD VAUDOIS

INSTALLATION DES AUTORITES COMMUNALES
LEGISALTURE 2021 – 2026

COMMUNE DE

Bonvillars

21 avril 2021

Mesdames, Messieurs les Membres des Autorités communales,

C'est avec plaisir que j'ouvre la cérémonie d'installation des autorités communales pour la législature 2021 – 2026.

La cérémonie se déroulera selon l'ordre du jour suivant :
Par simplification le masculin se décline également pour le féminin.

Dans un 1er temps :

1. Etablissement de la liste de présence à l'entrée sur la base du rôle des électeurs à jour ;
2. Assermentation des membres du Conseil général ;
3. Assermentation des membres de la Municipalité ;
4. Election du Président du Conseil général ;
5. Election du Secrétaire du Conseil général ;
6. Lecture et adoption du procès-verbal d'installation.

Message du Préfet

Dans un 2e temps, ce sera au Président élu de passer aux opérations suivantes :

- Election du vice-président
- Election des scrutateurs
- Nomination des commissions
- Nomination des délégués aux associations intercommunales et autres représentations
- Divers

Pour le bon déroulement des opérations, je prie Mme Véronique Meusy de fonctionner comme secrétaire provisoire.

Je désigne Mmes Myriam Kaczor et Anne-Marie Stevanin comme scrutatrices.

Par arrêté du 7 octobre 2020, le Conseil d'Etat a convoqué les électeurs des communes pour le renouvellement des Autorités communales pour la législature couvrant la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2026.

Suite aux élections du dimanche 7 mars 2021, je déclare qu'aucun recours n'a été présenté dans le délai légal. Par conséquent, nous pouvons procéder à l'installation de vos Autorités communales.

2. Assermentation des membres du Conseil général

Mesdames et Messieurs les Conseillers,
Je vais procéder à votre assermentation en votre qualité de membre du Conseil général et vous donner lecture de la promesse légale.
Après la lecture du serment, chacun de vous, à l'appel de son nom lèvera la main droite et prononcera « je le promets ».
L'assemblée est priée de se lever :

Vous promettez d'être fidèles à la Constitution fédérale et à la Constitution du Canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.

Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer.

Je prie le/la Secrétaire de procéder à l'appel.

Mis à part les membres de la municipalité, est-ce qu'un conseiller ou une conseillère n'aurait pas été appelé ?

Les membres sont assermentés.

Mesdames et Messieurs,
Au nom du Conseil d'Etat et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la loi, je déclare que vous êtes régulièrement installés en qualité de membres du Conseil général pour la législature du 1er juillet 2021 au 30 juin 2026.

3. Assermentation de la Municipalité

Mesdames et Messieurs les Municipaux élus, l'article 48 de la loi sur les communes précise :

Art. 48 Qualité

[1] Ne peuvent être simultanément membres d'une municipalité :
a. les conjoints, les personnes liées par un partenariat enregistré ou menant de fait une vie commune, les parents et alliés en ligne ascendante ou descendante, ainsi que les frères et soeurs;

Monsieur le Syndic,

Pouvez-vous me donner l'assurance que Mesdames et Messieurs les Municipaux ne sont pas atteints par ces incompatibilités, de même qu'ils n'ont aucun lien de parenté prohibé par la loi avec le secrétaire et le boursier, conformément à la LC.

Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Municipaux,

Je peux procéder à votre assermentation comme membre de l'exécutif communal. Après la lecture du serment, spécifique à votre fonction, chacun de vous, à l'appel de son nom, lèvera la main droite et prononcera « je le promets »

Vous promettez d'être fidèles à la Constitution fédérale et à la Constitution du Canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.

Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer.

Vous promettez d'administrer avec fidélité et impartialité les biens communaux ; de ne jamais taire les contraventions aux lois, ordonnances et règlements de police qui pourraient venir à votre connaissance ; de nommer toujours le plus éclairé et le plus propre à l'emploi dont il s'agira ; enfin de n'excéder jamais les attributions qui vous sont confiées.

Sont assermentés :

- M. Frédéric Piguet
- M. Daniel Rappo
- Mme Christiane Gri
- M. François Jaquier
- M. Yves-Edouard Ruchti

Au nom du Conseil d'Etat et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la loi, je déclare que vous êtes régulièrement installés en qualité de Syndic et membres de la municipalité pour la législature du 1er juillet 2021 au 30 juin 2026.

En son nom, j'ai le plaisir de vous féliciter toutes et tous pour les différentes fonctions que vous acceptez de remplir et votre engagement pour la collectivité.
Je prie l'assemblée de s'asseoir.

4. Election du Président du Conseil général

Mesdames, Messieurs,

Art. 89

[1] Après la prestation du serment par les membres du conseil communal, ce corps procède, sous la présidence du préfet, à la nomination de son président et de son secrétaire, qui entrent immédiatement en fonctions.

[2] Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.

Pour cette élection et les suivantes, je vous rappelle l'Article 11 de la LC qui précise :

Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à repourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.

J'attends vos propositions pour l'élection du président :

Arnaud Bloesch

Avez-vous d'autres propositions ?

Les présentations sont closes.

Election tacite.

Election au scrutin individuel secret.

Je prie les scrutateurs de bien vouloir distribuer les bulletins de vote.
Je vous prie de compléter votre bulletin de vote par le nom et le prénom du/des candidat(s) présenté(s).
Le scrutin est ouvert.
Le scrutin est clos.

Proclamation des résultats :

Bulletins délivrés :	
Bulletins rentrés :	
Bulletins blancs (sont considérés comme valables) :	
Bulletins nuls (n'entrent pas en compte pour l'établissement du résultat) :	
Bulletins valables :	
Majorité absolue :	

Est élu Président du Conseil général pour une durée d'une année.

M./Mme Arnaud Bloesch par acclamation.

Je vous félicite pour votre élection à la fonction de premier citoyen/ne de la commune pour une année. Je vous assure de mon soutien si le besoin s'en faisait sentir.

5. Election du Secrétaire du Conseil général pour une durée de 5 ans :

Mesdames, Messieurs,

Art. 12

[2] Ne peuvent être simultanément président et secrétaire du conseil général les conjoints, les partenaires enregistrés ou les personnes menant de fait une vie de couple, les parents ou alliés en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et soeurs.

J'attends vos propositions:

Véronique Meusy

Avez-vous d'autres propositions ?

Les présentations sont closes.

Election tacite.

Election au scrutin individuel secret.

Je prie les scrutateurs de bien vouloir distribuer les bulletins de vote.
Je vous prie de compléter votre bulletin de vote par le nom et le prénom du/des candidat(s) présenté(s).

Le scrutin est ouvert.
Le scrutin est clos.

Proclamation des résultats :

Bulletins délivrés :	
Bulletins rentrés :	
Bulletins blancs (sont considérés comme valables) :	
Bulletins nuls (n'entrent pas en compte pour l'établissement du résultat) :	
Bulletins valables :	
Majorité absolue :	

Est élu secrétaire du Conseil général

M./Mme Véronique Meusy par applaudissements.

M. Mme Véronique Meusy je vous félicite pour votre élection à votre fonction. Je vous assure de mon soutien si le besoin s'en faisait sentir.

6. Adoption du procès-verbal d'installation :

Je passe la parole à la Secrétaire pour la lecture du procès-verbal.
Celles et ceux qui acceptent le procès-verbal sont priés de se manifester en levant la main.
Avis contraire ?
Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Le Préfet :

Fabrice De Icco

La Secrétaire :

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 28 JUIN 2021

ORDRE DU JOUR

1. Assermentation de nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 14.12.2020
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications municipales
5. Information des délégués dans les associations intercommunales
6. Gestion 2020 – Rapport de la commission de gestion
7. Préavis 2/2021 – Comptes 2020, rapport de la commission des finances
8. Préavis 1/2021 – Réfection du clocher de l'église, rapport des commissions
9. Préavis 3/2021 – Raccordement de la parcelle 499, rapport des commissions
10. Préavis 4/2021 – Réfection chemin Sur la Vigne, rapport des commissions
11. Préavis 5/2021 – Révision des statuts de l'Association de défense incendie, rapport de la commission
12. Préavis 6/2021 – Révision des statuts de l'ACRG, rapport de la commission
13. Divers, motions, interpellations, questions

Le président, Edouard Duvoisin, déclare la séance ouverte à 20h00. L'assemblée compte 36 conseillers ; le quorum est atteint, elle peut délibérer valablement.

Ordre du jour

Aucun changement n'étant demandé, l'ordre du jour sera suivi tel que présenté.

1. Assermentation de nouveaux membres

Sophie Mermod-Gilliéron, François Chablaix et Grégory Nicolet sont assermentés.

2. Adoption du procès-verbal de la séance du 14 décembre 2020

Avec une abstention, il est accepté à la majorité.

3. Communications du bureau du Conseil

Il n'y a aucune communication.

4. Communications municipales

Frédéric Piguet :

- Dès le 1er janvier 2022, Vincent Corthésy sera engagé à plein temps comme employé communal.
- La répartition des dicastères a eu lieu entre les nouveaux élus. Quelques petits changements sont à noter, mais chacun recevra un tout ménage à domicile.
- Le comité de pilotage (COPIL) pour l'étude de la fusion Bonvillars-Onnens, formé de 3 membres de chaque commune, se réunira le 6 juillet prochain pour prendre connaissance des rapports des quatre commissions chargées de travailler sur différents thèmes pour une éventuelle fusion.
- Entré en fonction le 1er juillet 2018, Thomas Meylan, municipal, se retire à la fin de la législature ; il est remercié pour son travail.

Daniel Rappo :

- Répond au postulat de Yves-Edouard Ruchti sur des problèmes qu'il avait relevés autour de l'étang.

5. Information des délégués dans les associations intercommunales

Victor Fernandes annonce que la plupart des communes s'inquiètent des augmentations des coûts dues à la stratégie des nouveaux collèges. La transformation de la salle gym du collège Jura à Grandson est acceptée, elle sera transformée en bibliothèque.

6. Gestion 2020 – Rapport de la commission de gestion

Antoine Duvoisin lit le rapport de la commission de gestion.

Les conseillers approuvent à l'unanimité la gestion 2020.

7. Préavis 2/2021 – Comptes 2020

Jean-Pierre Duvoisin lit le rapport de la commission des finances.

Frédéric Piguet : précise qu'il est toujours intéressant de recevoir la visite de la fiduciaire qui a souvent de petits tuyaux à donner, notamment d'augmenter les amortissements pour la prochaine législature. Il est aussi important de ne pas oublier de statuer, en début de législature, pour les dépenses extrabudgétaires (la demande de crédit pour le PGA est déjà en dépassement). Cette dernière législature la commune de Bonvillars a dépensé quelque

frs 1'116'000.- pour les études sur la grande salle, le PGA, le tracteur communal et diverses réfections de routes du village.

Jean-Frédéric Leuenberger : a-t-on tenu compte des conseils de la fiduciaire pour les amortissement de cette dernière année ?

Frédéric Piguet : les comptes sont signés quand la fiduciaire est présente, puis envoyés au canton. Nous tiendrons compte des amortissements supplémentaires afin de descendre les fonds de réserve pour les comptes 2021.

La discussion n'étant plus demandée, les conseillers approuvent à l'unanimité les comptes 2020 tels que présentés soit : revenus frs 2'179'195.48, charges frs 2'175'784.06.

8. Préavis 1/2021 – Réfection du clocher de l'église

Rose-Marie Duvoisin lit le rapport de la commission et Jean-Pierre Duvoisin, celui de la commission des finances.

Jean-Frédéric Leuenberger : trouve que le chantier n'est pas devisé à un très haut montant et suppose qu'aucun échafaudage ne sera monté.

Frédéric Piguet : l'entreprise Jaquier peintures a prévu une nacelle. Il y aura le nettoyage, puis plusieurs couches d'enduits de protection. Une petite rénovation sera réalisée à l'intérieur de l'église pendant l'été.

Vu le peu de différences et sur les conseils de la commission susmentionnée, le devis de frs 16'940.-, avec trois imprégnations, est accepté, avec une abstention, à la majorité.

9. Préavis 3/2021 – Raccordement de la parcelle 499

Victor Fernandes lit le rapport de la commission, suivi par Jean-Pierre Duvoisin qui lit celui de la commission des finances.

Frédéric Piguet : cette petite parcelle a été vendue à la famille Bruno et la municipalité ne pouvait pas se douter que le départ des égouts était du côté des vignes. Les nouveaux écoulements passeront dans la propriété de Mme Berney : on a cherché la solution la plus pratique.

Jean-Frédéric Leuenberger : sur une parcelle de 230m2, c'est difficile d'avoir une construction. Le cadastre ne pouvait-il pas être modifié et quels sont les frais de servitude ?

Frédéric Piguet : la servitude est inscrite en faveur de la commune et passe sur la propriété de Mme Berney. Cette parcelle de 230 m2 est mise en commun avec celle de Mme Bruno, puis elles seront partagées en deux parcelles de 1000 m2. Il y aura seulement une double conduite eau usée/eau claire.

Markus Hoh : aimerait que la municipalité regarde au futur les problèmes de cadastre, de permis de construire avec le propriétaire avant d'engager une vente.

Les coûts de raccordement de la parcelle 499 de frs 30'000.00 sont acceptés à la majorité des conseillers, avec 8 abstentions.

10. Préavis 4/2021 – Réfection chemin Sur la Vigne

Mary-Claude Colin lit le rapport de la commission, tandis que Jean-Pierre Duvoisin lit celui de la commission des finances.

Victor Fernandes : un plan d'assainissement et d'investissement pour les travaux des routes est-il prévu ? Est-ce la construction des villas qui fait que l'on doit réparer la route ou cela était déjà prévu ?

Frédéric Piguet : en début de législature, certains projets sont prévus, mais on ne fait pas de plan de prévision pour les routes. Cela pourrait se faire effectivement, on va reprendre votre idée. Ce que l'on avait prévu en 2016 n'a pas tout été réalisé.

Christiane Gri : les routes peuvent se détériorer plus vite que prévu, on intervient selon les besoins qui se présentent.

Markus Hoh : faire un planning de l'état des routes serait une bonne idée.

Christiane Gri : j'en prends note, toutefois avec un petit bémol car les experts sont très forts pour nous faire dépenser des sous, même quand ce n'est pas nécessaire.

Arnaud Bloesch : cela pourrait aussi être la responsabilité des promoteurs de réparer les routes abîmées par les camions.

Christiane Gri : le chemin n'est pas conçu pour le passage des camions et la route partait déjà un peu à vau l'eau avant le début des travaux de construction des deux villas.

La réfection du chemin Sur la Vigne, devisée à frs 40'000.00, est acceptée à la majorité, avec 6 abstentions.

11. Préavis 5/2021 – Révision des statuts de l'Association de défense incendie

Adrien Corthésy lit le rapport de la commission.

Markus Hoh : demande ce qui va changer, par rapport à aujourd'hui, au niveau des frais et des services.

François Jaquier : cela coûtera frs 5,80/habitant (donc un total de frs 2500.- environ).

Avec une abstention, la révision des statuts de l'Association de défense incendie est acceptée à la majorité.

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 28 JUIN 2021

12. Préavis 6/2021 – Révision des statuts de l'ACRG

Denise Duvoisin lit le rapport de la commission.

Avec une abstention, la révision des statuts de l'ACRG est acceptée à la majorité.

13. Divers, motions, interpellations, questions

Libero Zuppiroli : tient à remercier Edouard Duvoisin qui a su si bien cavaler sur toutes les questions durant nos différentes assemblées menées avec une très grande énergie.

Il est chaleureusement applaudi par tous les conseillers présents.

Frédéric Piguet : remercie également Edouard Duvoisin, car la collaboration entre le conseil général et la municipalité s'est toujours bien passée. Il souligne sa bonne maîtrise du règlement. Il remercie également les conseillers d'avoir accepté tous les préavis présentés et les invite à partager le verre de l'amitié.

Edouard Duvoisin remercie les conseillers pour leur participation, la municipalité pour la parfaite collaboration, la secrétaire municipale, les membres du bureau et la secrétaire du conseil pour leur disponibilité. A tous il souhaite de passer un bel été. Pour terminer, il signale qu'il a présidé pour la première fois une séance du Conseil en juillet 1980 : 41 ans après c'est le moment d'arrêter !

Après le contre-appel, la séance est levée à 21h10.

Le président : La secrétaire :

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 10/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet
024 436 13 79 – frederic.piguet@bonvillars.ch

Demande de crédit extrabudgétaire
Pour la réfection du chemin sur la Vigne

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Municipalité soumet à votre approbation la transformation d'un crédit d'investissement en crédit extrabudgétaire.

En date du 28 juin 2021, votre Conseil a accepté un crédit d'investissement de CHF 40'000.00 pour l'objet cité en titre, dont les travaux ont été réalisés fin août.

Vu le montant inférieur à CHF 50'000.00, la Municipalité vous demande de transformer ce crédit d'investissement en crédit extrabudgétaire, en augmentant le cp. 430.314.02. « entretien des routes » et de le porter à CHF 70'000.00, au lieu du montant de CHF 30'000.00 inscrit initialement au budget accepté par votre Conseil le 14 décembre 2020.

Cette façon de faire permettra à la bourse communale d'alléger le montant de la péréquation intercommunale.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal no 10/2021
- Entendu le rapport de la commission

Décide :

1. D'approuver la transformation d'un crédit d'investissement en crédit extrabudgétaire.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic	La Secrétaire
Frédéric Piguet	Nathalie Ryser

Bonvillars, le 23 septembre 2021

Rapport de la commission des finances

Concerne : Préavis municipal No 10/2021

Demande de crédit extrabudgétaire pour la réfection du chemin Sur la vigne

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

La commission formée de Christoph Junod, Markus Hoh et du rapporteur Jean-Pierre Duvoisin s'est réunie le 27 septembre à la salle communale afin d'étudier le dit préavis.

Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet syndic de sa présence ainsi que pour les explications qu'il nous a fournie.

La commission approuve la transformation de ce crédit d'investissement en crédit extrabudgétaire.

Ce montant de 40'000.- Frs sera ajouté au compte 430.314.02 « Entretien des routes ».

La commission demande aux membres du Conseil général de bien vouloir accepter le préavis tel que présenté.

Christoph Junod

Markus Hoh

Jean-Pierre Duvoisin

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 8/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet
024 436 13 79 – frederic.piguet@bonvillars.ch

Autorisation générale de statuer
Et
Autorisation à engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Selon la loi sur les communes (LC) art. 4, point 6 et le Règlement du Conseil Général, « titre premier, chapitre III, section I, art. 12, point 5 », le Conseil peut accorder à la Municipalité une autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions d'immeuble, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières en fixant une limite.

Selon le règlement sur la comptabilité des communes (RCCom) art. 11, la Municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixés par le Conseil Général au début de législature.

Afin de faciliter considérablement les démarches administratives pour les transactions de peu d'importance et de permettre à la Municipalité d'agir rapidement en cas de nécessité, la Municipalité propose au Conseil Général de fixer ces limites à CHF 40'0000.00 par cas.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal no 8/2021
- Entendu le rapport de la commission

Décide :

1. D'accorder l'autorisation générale de statuer sur les aliénation et acquisition selon la limite demandée
2. D'autoriser la Municipalité à engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles selon la limite demandée.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser

MUNICIPALITE DE BONVILLARS

Bonvillars, le 13 septembre 2021

Bonvillars, 4 octobre 2021

Rapport de la commission des finances

Concerne : **préavis 8/2021**

Autorisation générale de statuer et autorisation à engager dépenses imprévisibles et exceptionnelles

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

La commission formée de Christoph Junod, Markus Hoh et du rapporteur Jean-Pierre Duvoisin s'est réunie le 27 septembre à la salle communale afin d'étudier le dit préavis.

Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet syndic de sa présence ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.

La commission soutient la demande de la Municipalité pour accélérer certaines démarches administratives de peu d'importance, ainsi que pour engager des dépenses exceptionnelles et imprévisibles (inondations, appartements) à hauteur de 40'000.- Frs par cas.

Elle demande au Conseil d'accepter le préavis tel que présenté.

Christoph Junod | Markus Hoh | Jean-Pierre Duvoisin

COMMUNE
DE
BONVILLARS

TRAITEMENTS ET VACATIONS
DES AUTORITES COMMUNALES DE BONVILLARS
Législature 2016-2021

Frais de déplacement	par km		Fr.	0.70

Conseil Général

Président du Conseil	indemnité annuelle		Fr.	700.00
Secrétaire du Conseil	indemnité annuelle		Fr.	900.00
Membres du Conseil	jeton de présence/séance		Fr.	18.00 s/amendement conseil 30.06.2016
Commissions	gestion & finances		Fr.	20.00
	autres commissions		Fr.	20.00
Rapport de commission	prix de l'heure	maximum 3 hres	Fr.	20.00
Scrutateurs	prix de l'heure		Fr.	20.00

Municipalité

Syndic	indemnité de fonction annuelle		Fr.	3'100.00
Municipaux	indemnité de fonction annuelle		Fr.	1'200.00
Syndic & Municipaux	séance hebdomadaire		Fr.	55.00
Vacations	prix de l'heure		Fr.	35.00

COMMUNE
DE
BONVILLARS

TRAITEMENTS ET VACATIONS
DES AUTORITES COMMUNALES DE BONVILLARS
Législature 2021-2026

Frais de déplacement	par km		Fr.	0.70

Conseil Général

Président du Conseil	indemnité annuelle		Fr.	700.00
Secrétaire du Conseil	indemnité annuelle		Fr.	900.00
Membres du Conseil	jeton de présence/séance		Fr.	18.00
Commissions	gestion & finances		Fr.	20.00
	autres commissions		Fr.	20.00
Rapport de commission	prix de l'heure	maximum 3 hres	Fr.	20.00
Scrutateurs	prix de l'heure		Fr.	20.00

Municipalité

Syndic	indemnité de fonction annuelle		Fr.	3'700.00
Municipaux	indemnité de fonction annuelle		Fr.	1'800.00
Syndic & Municipaux	séance hebdomadaire		Fr.	65.00
Vacations	prix de l'heure		Fr.	40.00

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 9/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet
024 436 13 79 – frederic.piguet@bonvillars.ch

Traitements et vacations des autorités communales

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Municipalité soumet à votre approbation les traitements et vacations des autorités communales pour la nouvelle législature 2016-2021.

Par rapport à la dernière législature, nous proposons quelques adaptations, à savoir :

- Indemnité annuelle du Syndic
- Indemnité annuelle des Municipaux
- Séance hebdomadaire de Municipalité (Syndic et Municipaux)
- Prix de l'heure des vacations de la Municipalité
- Suppression du prélèvement AVS et suppression de l'indemnité vacances de 8.33%

Nous vous remettons en annexe le tableau des adaptations proposées ainsi que le tableau des montants adoptés pour la législature 2016-2021.

Pour information, la commune voisine d'Onnens rétribue par un fixe de CHF 7'500.00 le Syndic et de CHF 5'000.00 chacun des Municipaux. Ce montant comprend également la participation aux séances hebdomadaires. Pour les séances externes, le prix de l'heure est fixé à CHF 35.00 net, l'AVS et les autres prélèvements obligatoires sont financés par la commune.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal no 9/2021
- Entendu le rapport de la commission

Décide :

1. D'approuver le tableau des traitements et vacations des autorités communales pour la législature 2021-2026 tel que présenté.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser

Bonvillars, le 13 septembre 2021

Annexe : tableau de la législature 2016-2021
tableau de la législature 2021-2026

Bonvillars, 4 octobre 2021

Rapport de la commission des finances

Concerne : Préavis municipal No 9/2021

Traitements et vacations des autorités communales

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

La commission formée de Christoph Junod, Markus Hoh et du rapporteur Jean-Pierre Duvoisin s'est réunie le 27 septembre à la salle communale afin d'étudier le dit préavis.

Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet syndic de sa présence ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.

La commission a estimé que les nouvelles indemnités pour la Municipalité étaient plausibles et raisonnables.

Nous proposons aux membres du Conseil général de bien vouloir accepter le préavis tel que présenté.

Christoph Junod

Markus Hoh

Jean-Pierre Duvoisin

DIT – Direction générale des affaires institutionnelles et des communes

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le.....

District de Jura-Nord vaudois
Commune de Bonvillars

ARRETE D'IMPOSITION
pour 2022 à 2022

Le Conseil général/communal de Bonvillars.

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 1 an(s), dès le 1er janvier 2022, les impôts suivants :

1 Impôt sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice et sur le capital, impôt minimum et impôt spécial dû par les étrangers.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 56.0%

2 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées

Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le revenu, le bénéfice et l'impôt minimum 0.0%

3 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs 1.0 Fr.

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LICom) :

par mille francs 0.0 Fr.

Sont exonérés :

a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;

b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;

c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

4 Impôt personnel fixe

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : 0.0 Fr.

Sont exonérés :

a) les personnes indigentes;
b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

5 Droits de mutation, successions et donations

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers : par franc perçu par l'Etat 50 cts

b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)

en ligne directe ascendante :	par franc perçu par l'Etat 0 cts
en ligne directe descendante :	par franc perçu par l'Etat 0 cts
en ligne collatérale :	par franc perçu par l'Etat 60 cts
entre non parents :	par franc perçu par l'Etat 100 cts

6 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

par franc perçu par l'Etat 40 cts

7 Impôt sur les loyers

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)
Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune. pour-cent du loyer 0.0%

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcations pour charges de famille suivantes :

0

8 Impôt sur les divertissements

Sur le prix des entrées et des places payantes : 0 cts

Notamment pour :

a) les concerts, conférences, expositions, représentations théatrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
b) les manifestations sportives avec spectateurs;
c) les bals, kermesses, dancings;
d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

9 Impôt sur les chiens

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens) par chien 100.0 Fr.

Exonérations :

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.
(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

Choix du système de perception

Article 2. - Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux LICom).

Échéances

Article 3. - La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.

Paiement - intérêts de retard

Article 4. - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 0.0 % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1).

Remises d'impôts

Article 5. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.

Infractions

Article 6. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.

Soustractions d'impôts

Article 7. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 0 fois (maximum 8 fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci.
Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.

Commission communale de recours

Article 8. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom).

Recours au Tribunal cantonal

Article 9. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.

Paiement des impôts sur les successions et donations par dation

Article 10. - Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 "sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations" modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

Ainsi adopté par le Conseil général/communal dans sa séance du

Le-La président-e : **le sceau :** **Le-La secrétaire :**

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 7/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet
024 436 13 79 – frederic.piguet@bonvillars.ch

Arrêté d'imposition 2022

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Municipalité soumet à votre approbation l'arrêté d'imposition 2022.

Dans sa séance du 31 mai 2021, la Municipalité a décidé de vous demander l'augmentation de 1 point d'impôt sur le revenu et la fortune, passant ainsi de 55 à 56 et ceci pour 2 raisons majeures :

1. Un prélèvement de CHF 40'000.00 au fonds de réserve pour clôture les comptes 2020 de façon équilibrée.

2. Une augmentation de charges salariales due à l'engagement du 2ème employé communal à un taux de 100% (au lieu de 60%) dès le 1er janvier 2022.

Les autres positions de l'arrêté d'imposition demeurent inchangées

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal no 7/2021
- Entendu le rapport de la commission

Décide :

1. D'approuver l'arrêté d'imposition 2022 tel que présenté.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic	La Secrétaire
Frédéric Piguet	Nathalie Ryser

Bonvillars, le 13 septembre 2021

Annexe : Arrêté d'imposition

Bonvillars, 4 octobre 2021

Rapport de la commission des finances

Concerne : Préavis municipal No 7/2021

Arrêté d'imposition 2022

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

La commission formée de Christoph Junod, Markus Hoh et du rapporteur Jean-Pierre Duvoisin s'est réunie le 27 septembre à la salle communale afin d'étudier le dit préavis.

Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet syndic de sa présence ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.

Vu l'augmentation de certaines charges et la baisse de certains revenus, la commission est d'avis d'augmenter de 1 point d'impôt sur le revenu et la fortune.

Celui-ci passera de 55 à 56.

Nous proposons aux membres du Conseil général de bien vouloir accepter le préavis tel que présenté.

Christoph Junod Markus Hoh Jean-Pierre Duvoisin

Conseil Général
Bonvillars

Bonvillars, le 1er décembre 2021

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Les membres du Conseil Général de Bonvillars sont convoqués pour une séance

le lundi 13 décembre 2021, à 20h00, à la salle de la Cour

Ordre du jour :

1. Assermentation des nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 1er novembre 2021
3. Communications du Bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Informations des délégués aux associations intercommunales
6. Préavis 12/2021 – Plafond d'endettement
7. Préavis 13/2021 – Budget 2022
8. Motions, interpellations, questions
   8.1. Sécurité informatique
   8.2. Plan d'investissements
   8.3. Vitesse de circulation au village

Le Bureau du Conseil

<u>Remarques</u>

1) *Les documents pour cette séance seront mis dès que possible à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars.*
   Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :
   Cliquer sur le mot « intranet » (à droite en-haut de l'écran d'accueil)
   Identifiant = conseil Mot de passe = ***BL48DV***
2) *Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au 024 436 25 20 au plus tard le lundi précédant la séance du conseil.*

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 1 NOVEMBRE 2021

ORDRE DU JOUR

1. Assermentation des nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 21 avril 2021
3. Adoption du procès-verbal de la séance du 28 juin 2021
4. Communications du bureau du Conseil
5. Communications municipales
6. Informations des délégués des associations intercommunales
7. Nomination d'un délégué à l'ACRG
8. Préavis 10/2021 – Demande de crédit extrabudgétaire pour la réfection du chemin sur la Vigne
9. Préavis 8/2021 – Autorisation générale de statuer et Autorisation à engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles
10. Préavis 9/2021 – Traitements et vacations des autorités communales
11. Préavis 7/2021 – Arrêté d'imposition 2022
12. Préavis 11/2021 – Mise aux normes du local des archives communales et classement des documents
13. Motions, interpellations, questions

Le président, Arnaud Bloesch, déclare la séance ouverte à 20h01. L'assemblée compte 36 conseillers, le quorum étant atteint, elle peut délibérer valablement.

Ordre du jour

Le point 12 à l'ordre du jour est annulé, le préavis 11/2021 sera présenté à la prochaine séance du conseil. Il est remplacé par la nomination à la commission d'urbanisme. La modification de l'ordre du jour est acceptée à l'unanimité. L'ordre du jour ainsi modifié sera suivi :

12. Nomination de la commission d'urbanisme

1. Assermentation des nouveaux membres

Christiane Duvoisin, Ellen Lambert, Eric Lambert et Willy Viguet sont assermentés.

2. Adoption du procès-verbal de la séance du 21 avril 2021

Avec une abstention, il est accepté à la majorité.

3. Adoption du procès-verbal de la séance du 28 juin 2021

Avec une abstention, il est accepté à la majorité.

4. Communications du bureau du Conseil

Arnaud Bloesch annonce que le prochain conseil aura lieu le lundi 13 décembre 2021.

5. Communications municipales

Frédéric Piguet :

- Comme il n'y a pas eu de contrôle de pass sanitaire, les conseillers sont priés de garder le masque, sauf pour prendre la parole afin d'avoir une meilleure compréhension.
- La commune a récolté 2652 kg de Gamay, 5414 kg de Garanoir et 13'278 kg de chasselas. Ce dernier cépage a beaucoup souffert de la grêle.
- Le PACOM (Plan d'affectation communal) est terminé. Il y aura une mise à l'enquête complémentaire, le mandataire prépare le préavis.
- Le budget 2022 et le plafond d'endettement sont en préparation.
- Les 4 commissions chargées de travailler sur l'étude de fusion ont terminé et le résultat de ce travail a été présenté les 13 et 14 septembre dans chacune des deux communes concernées. Un rapport de synthèse sera distribué à chaque citoyen courant novembre.
- L'assemblée UCV (Union des Communes Vaudoises*)* aura lieu à Payerne.
- Informe les conseillers de l'organisation des repas pour les aînés.

Yves Ruchti :

- La famille iraquienne est repartie dans son pays. L'appartement de la Cour sera rénové, puis remis en location.

Daniel Rappo :

- Une page se tourne dans la forêt avec le départ à la retraite de Pierre-Yves Masson. Il sera remplacé par Mélanie Baillargeon-Ledoux*,* elle aura une voiture de fonction souvent parquée à la Cour.

Christiane Gri :

- Il faut absolument essayer de diminuer notre impact énergétique et faire attention aux vieilles maisons mal isolées. La Confédération donne des subventions à ceux qui désirent se lancer dans ces travaux, informations sous : suisseenergie.ch - info.energie@vd.ch

6. Information des délégués des associations intercommunales

Victor Fernandes est le seul délégué comme la commune est en-dessous de 500 habitants. Il signale que la salle triple à de Grandson est terminée et que la bibliothèque scolaire sera prête pour 2022. Un plan de développement pour l'arrondissement est en cours. Le projet de campus scolaire à Champagne a été présenté par le syndic, ce projet semble plutôt acquis, mais ne sera pas en fonction avant 2026. Malgré le grand collège prévu à Champagne, les petits collèges ne seront pas forcément fermés.

Markus Hoh : le village de Bonvillars veut-il garder son école ? Si oui, il faut réagir.

Frédéric Piguet : on se bat depuis 2012 à l'ASIGE (association scolaire intercommunale Grandson et environs), tout le monde a envie de maintenir les classes.

Markus Hoh : on devrait créer une commission pour protéger notre école.

Frédéric Piguet : une commission actuellement ne servirait à rien, cela fait 3 ans que l'on se réunit avec les autres syndics, on aimerait être entendus.

Victor Fernandes : une salle double est prévue pour l'école, la troisième sera prise en charge par le village de Champagne. La commune investit aussi pour ses sociétés locales.

Le président remercie Yann Rosser pour son élection à cette commission à laquelle il n'aura finalement pas pu participer.

7. Nomination d'un délégué à l'ACRG

Seuls deux membres peuvent dorénavant siéger (pour moins de 500 habitants), François Jaquier y siège déjà en tant que municipal. Il propose Xavier Fantoli comme deuxième membre.

Markus Hoh : demande qu'elle est la signification de cette abréviation ?

Arnaud Bloesch : l'ACRG est l'association à buts multiples des communes de la région de Grandson.

Eric Lambert : demande que les intervenants parlent plus fort.

Xavier Fantoli accepte le poste. Son élection est acceptée à la majorité, avec une abstention.

8. Préavis 10/2021 - Demande de crédit extrabudgétaire pour la réfection du chemin sur la Vigne

Jean-Pierre Duvoisin lit le rapport de la commission des finances.

Frédéric Piguet : le changement d'affectation de la dépense permet d'impacter le calcul de la péréquation. En changeant de compte, cela devient plus profitable pour la commune.

La discussion n'étant pas demandée, le préavis 10/2021 est accepté à la majorité, avec deux abstentions. La somme de frs 40'000 deviendra un crédit extrabudgétaire, plutôt qu'un crédit d'investissement.

9. Préavis 8/2021 – Autorisation générale de statuer et Autorisation à engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles

Jean-Pierre Duvoisin lit le rapport de la commission des finances.

Libero Zuppiroli : il y a un 0 de trop dans le préavis présenté.

La limite est bien fixée à frs 40'000.- et non, frs 400'000.-. La secrétaire fait la correction sur le préavis.

Gian-Domenico Curiale : demande quel était le montant précédemment.

Frédéric Piguet : ce montant était déjà de frs 40'000.- ; au début de chaque nouvelle législature, on doit réitérer la demande et repasser au vote ces préavis.

Markus Hoh : ce montant est utilisé pour les « urgences », afin de ne pas devoir attendre le prochain conseil pour prendre certaines décisions.

La discussion n'est plus demandée et le préavis 8/2021 est accepté à l'unanimité. Le montant de frs 40'000.- est utilisable pour des dépenses exceptionnelles et imprévisibles.

10. Préavis 9/2021 – Traitements et vacations des autorités communales

Jean-Pierre Duvoisin lit le rapport de la commission des finances.

La discussion n'est pas demandée, le préavis 9/2021 est accepté à l'unanimité.

11. Préavis 7/2021 – Arrêté d'imposition 2022

Jean-Pierre Duvoisin lit le rapport de la commission des finances.

Jean-Frédéric Leuenberger : passer de 55 à 56, cela fait environ 2%. Augmenter de 1 point d'impôt, cela va-t-il changer quelque chose pour la commune au niveau de la péréquation ?

Frédéric Piguet : 1 point d'impôt, cela correspond à frs 20'000.-. La demande d'augmentation d'impôts est en relation avec un prélèvement fait au fonds de réserve pour les comptes 2020. L'augmentation est due aussi à un employé augmenté dans son taux de travail et la municipalité sera mieux payée également. Nous avons donc décidé de vous proposer un point afin d'augmenter les impôts pas à pas.

Jean-Frédéric Leuenberger : ma question concernait l'impact sur la péréquation si on augmentait d'un point d'impôts.

Frédéric Piguet : La façon de calculer la péréquation change tout le temps.

Christoph Junod : un employé communal valorise le patrimoine communal, je ne trouve pas juste qu'on l'utilise pour justifier la demande d'un point supplémentaire aux impôts.

Daniel Rappo : la collégialité n'est pas toujours évidente et cela peut aboutir à certaines petites maladresses.

Gian-Domenico Curiale : on doit voter une augmentation d'impôts alors que le budget sera présenté seulement en décembre, on pourrait attendre décembre pour ce préavis.

Frédéric Piguet : on est déjà en retard d'un jour, la décision devait être rapportée au préfet au 31 octobre, on ne peut pas attendre.

La discussion n'étant plus demandée, l'arrêté d'imposition 2022, soit le préavis 7/2021, passe de 55 à 56, à la majorité, avec 4 abstentions.

12. Nomination de la commission d'urbanisme

Gérard Baudraz reste le seul membre pouvant fonctionner. Michel Narbel et Yann Rosser sont élus à l'unanimité.

13. Motions, interpellations, questions

Victor Fernandes : demande si la commune a fait opposition au nouveau projet de décharge.

Frédéric Piguet : la Municipalité a décidé de ne pas intervenir et s'est ralliée à la façon de faire de la commune d'Onnens.

Markus Hoh : nous devrions améliorer notre façon de travailler et nous demandons à recevoir les dates des conseils au début d'année. Cette lettre est signée également de Victor Fernandes et Yann Rosser.

Arnaud Bloesch : j'étais déjà très fier de pouvoir vous donner la date de décembre, mais on en prend note.

Markus Hoh : la commune a-t-elle une sécurité contre la cyber criminalité ?

Daniel Rappo : la plupart des attaques sont dues à un clic malheureux. L'informatique communale est hébergée par la société Axians Infoma Suisse SA (ex Ruf AG). Les ordinateurs de la bourse et du greffe s'exécutent dans un cloud sécurisé, sous la responsabilité du prestataire, et sont équipés d'antivirus. Il y a des assurances qui proposent un dédommagement en cas d'attaque mais qui, en l'état, ne peuvent pas pour autant plus nous protéger.

Markus Hoh : il existe des formations sur ces systèmes.

Gian-Domenico Curiale : depuis 2018, on a le même mot de passe pour accéder aux documents communaux.

Daniel Rappo : compte tenu de la loi sur la transparence, ce n'est pas bien grave. Nos séances sont en principe publiques, et des conseils rendent même publics leurs PV. Enfin, la modification du mot de passe n'aurait pas un grand impact, quand 40 conseillers y ont accès.

Frédéric Piguet : remercie les conseillers d'avoir accepté les 4 préavis soumis au vote.

Après le contre appel, la séance est levée à 21h20.

Le président : La secrétaire :

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 12/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet
024 436 13 79 – frederic.piguet@bonvillars.ch

PREAVIS No 12/2021

Plafond d'endettement et plafond des risques de cautionnements et autres formes de garanties

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Dans les six mois qui suivent le début de chaque législature, la Municipalité doit, selon la modification de la Loi sur les communes, acceptée en 2005 par le Grand Conseil, soumettre à l'approbation du législatif communal le plafond d'endettement et le plafond des risques de cautionnements et autres formes de garanties.

Pour ce faire, la Municipalité tient compte des fonds propres à disposition et du plan d'investissements.

En date du 6 novembre 2021, le patrimoine financier s'élevait à CHF 1'800'000.00 (actions comprises) et le programme d'investissements pour la législature 2021-2026 projeté par la Municipalité se présente comme suit : (donné ci-dessous à titre indicatif)

Investissements prévus :

Grande salle :	CHF	2'000'000.00
PGA (suite) :	CHF	30'000.00
Guichet cartographique communal :	CHF	40'000.00
Maison de commune (dès 2024) :	CHF	150'000.00
Routes (Rue de la Laiterie & Rte de la Cour) :	CHF	150'000.00
Bâtiment sur terrain communal :	CHF	3'500'000.00

La Municipalité, en tenant compte de la fortune actuelle et de son programme d'investissements, propose de fixer le plafond d'endettement à CHF 5'000'000.00.

Quant au plafond de cautionnement, elle vous propose d'accepter un plafond de risques de cautionnements et autres formes de garanties de CHF 2'500'000.00, montant qui correspond au 50% du plafond communal d'endettement.

Actuellement, notre part du plafond d'endettement pour l'ASIGE s'élèverait à CHF 657'380.00 et celle de l'ACRG à CHF 222'451.00

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil général de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 12/2021 du 16 novembre 2021.
- entendu le rapport de la commission des finances.

Décide pour la législature 2021–2026 :

1. de fixer le plafond d'endettement à CHF 5'000'000.00.

2. d'autoriser la Municipalité à se procurer les fonds qui lui sont nécessaires jusqu'au montant ci-dessus, sous forme d'emprunts à moyen et long terme, cela au mieux des intérêts de la Commune.

3. de fixer le plafond de risques pour cautionnements et autres engagements à CHF 2'500'000.00.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic	La Secrétaire
Frédéric Piguet	Nathalie Ryser

Bonvillars, le 16 novembre 2021

Bonvillars, 2 décembre 2021

Rapport de la commission des finances

Concerne : préavis No 12/2021

Plafond d'endettement et plafond des risques de cautionnements et autres formes de garantie

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs,

La commission formée de Christoph Junod, Markus Hoh et du rapporteur Jean-Pierre Duvoisin s'est réunie le 22 novembre à la salle communale afin d'étudier le dit avis.

Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet syndic de sa présence ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.

La commission des finances propose aux membres du Conseil général de fixer le plafond d'endettement à 5'000'000.00 CHF

d'autoriser la Municipalité à se procurer les fonds qui lui sont nécessaires jusqu'au montant ci-dessus, sous forme d'emprunts à moyen et long terme, cela au mieux des intérêts de la Commune.

De fixer le plafond de risques pour cautionnement et autres engagements à CHF 2'500'000.00.

Markus Hoh Christoph Junod Jean-Pierre Duvoisin

Commune de Bonvillars

Tableau des amortissements 2021 et budget 2022

Libellé	Travaux déjà effectués	Investi. 2020	Total à amortir	Amortissement déjà effectué	solde au 31.12.2020	amortissements légaux 2021	No Pièce	Amortis. supplém.	No Pièce	Invest. 2021	cpte charges	solde à amortir au 31.12.2021	amortissements 2021 budget 2022
Riettaz (rtes) 1410.05	283 840,70		283 840,70	235 840,70	48 000,00	**12 000,00**		-			430.331.01	36 000,00	12 000,00
3ème classe 1430.04	560 010,00		560 010,00	522 686,00	37 324,00	**18 667,00**		-			230.331.00	18 657,00	18 667,00
Travaux sous Caves 1410.11	146 155,80		146 155,80	102 925,00	43 230,80	**6 000,00**		-			430.331.03	37 230,80	6 000,00
Travaux ch. Sources 1410.12	115 925,50		115 925,50	115 925,50	-	**-**		-			461.331.04	-	0,00
Croix des Terreaux 1410.16	397 885,90		397 885,90	297 286,45	100 599,45	**15 600,00**		-			430.331.05	84 999,45	15 600,00
Rempl. Collecteur. Puits - Midi 1410.19	690 430,10		690 430,10	453 500,00	236 930,10	**15 000,00**					461.331.05	221 930,10	15 000,00
Epuration Champ de la Ville-Gotallaz 1410.20	54 875,40		54 875,40	30 276,00	24 599,40	**3 500,00**					461.331.07	21 099,40	3 500,00
Trottoir route de Champagne 1410.01	161 206,10		161 206,10	54 600,00	106 606,10	**7 800,00**					430.331.07	98 806,10	7 800,00
Quartier du Pontet 1410.21	48 697,20		48 697,20	15 000,00	33 697,20	**2 500,00**					461.331.08	31 197,20	2 500,00
Tamis STEP 1410.22	35 534,45		35 534,45	33 000,00	2 534,45	**2 534,45**					461.331.09	-	0,00
Conduite Devens 1410.23	99 184,55		99 184,55	8 000,00	91 184,55	**4 000,00**					810.331.02	87 184,55	4 000,00
Trottoir Flusel 1410.24	115 000,00		115 000,00	19 200,00	95 800,00	**4 800,00**					430.331.08	91 000,00	4 800,00
Etude Grande salle 1430.10	230 749,90		230 749,90	35 200,00	195 549,90	**8 800,00**					351.331.01	186 749,90	8 800,00
Plan général d'affectation (PGA) 1410.26	67 512,40	30 418,75	97 931,15	-	97 931,15	**-**						97 931,15	0,00
PDDE Plan Directeur Distribution Eau 1410.27	30 689,50		30 689,50	15 000,00	15 689,50	**5 000,00**					810.331.01	10 689,50	5 000,00
Tracteur vignes Carraro 1460.02	42 630,00		42 630,00	12 900,00	29 730,00	**4 300,00**					330.331.00	25 430,00	25 430,00
Tracteur (parc, promenade, cimetière) 1460.02	42 630,00		42 630,00	12 900,00	29 730,00	**4 300,00**					440.331.02	25 430,00	25 430,00
Midi-Croix-des-Terreaux 1410.29	234 225,80	36 712,25	270 938,05	-	270 938,05	**10 000,00**				**0,00**	430.331.10	260 938,05	10 000,00
Rue du Tertre 1410.30	393 031,90	-	393 031,90	15 700,00	377 331,90	**15 700,00**					430.331.09	361 631,90	15 700,00
Equipement Ch. Sur la Vigne 1430.32	-	46 488,00	46 488,00	-	46 488,00	**-**				0,00	461.331.10	46 488,00	2 400,00
TOTAUX	**3 750 215,20**	**113 619,00**	**3 863 834,20**	**1 979 939,65**	**1 883 894,55**	**140 501,45**		**-**		**0,00**		1 743 393,10	**182 627,00**
					ok bouclements	ok budget 2021						ok boucl. 2021	

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2022 Charges	Budget 2022 Revenus	Budget 2021 Charges	Budget 2021 Revenus	Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus
1	**ADMINISTRATION GENERALE**	**511'350**	**60'000**	**445'300**	**59'000**	**290'191.84**	**62'847.75**
101	**Conseil général**	**13'000**	**0**	**12'500**	**0**	**4'108.55**	**0.00**
300.00	Jetons de présence-Commissions-Bureau	6'500		6'000		4'108.55	
306.00	Ind.et remboursement de frais	5'500		5'500		0.00	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	1'000		1'000		0.00	
102	**Municipalité**	**36'000**	**0**	**35'000**	**0**	**24'770.65**	**0.00**
300.00	Traitement des municipaux	30'000		27'000		23'463.45	
306.00	Ind.et remboursement de frais	5'000		7'000		1'307.20	
309.00	Autres charges	1'000		1'000		0.00	
110	**Administration**	**450'350**	**57'500**	**385'800**	**56'000**	**250'189.64**	**60'765.75**
301.00	Traitement du personnel administration	64'000		60'000		61'918.10	
301.01	Traitement du personnel exploitation	73'000		71'000		0.00	
301.02	Traitement du 2ème employé	70'000		55'000		0.00	
303.00	Assurances sociales	42'000		38'000		35'729.20	
304.00	Caisse de retraite	32'000		28'500		26'799.80	
305.00	Assurances accident et maladie	19'000		14'000		17'346.95	
306.00	Indemnisation et remboursement de frais	1'000		1'000		747.70	
309.00	Autres charges	500		500		581.50	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	3'000		2'500		3'332.25	
310.01	Journaux, annonces off., textes légaux, etc.	4'000		3'500		3'934.50	
310.02	Site web	7'500		7'500		180.10	
310.03	Géoportail	7'500		7'500		3'577.00	
311.00	Achat mobilier et matériel	1'000		1'000		181.70	
311.01	Maintenance et petit matériel informatique	11'000		13'000		11'382.55	
317.00	Réceptions et manifestations	3'000		3'000		767.15	
318.00	Honoraires et prest. service, assurances	23'000		22'000		20'165.14	
318.01	Natel: 079 424.30.63	650		600		620.50	
318.02	Mise aux normes des archives	35'000		0		0.00	
318.04	Frais de poursuites et de rappels	200		200		0.00	
319.00	Taxes, cotisations et divers	10'000		10'000		8'964.05	
351.00	Part à des charges cantonales	33'000		37'000		32'671.45	
352.00	Part à des charges autres comm.	2'000		2'000		2'090.00	
365.00	Dons, aides et subventions casuels	8'000		8'000		19'200.00	
431.00	Emoluments		7'500		6'500		7'734.10
434.00	Romande Energie, droit du sol		41'000		41'000		40'029.50
435.00	Ventes et prestations de service		6'000		6'000		5'803.00
436.00	Remboursement de tiers (APG), ass. div. et AVS		500		500		97.25
465.00	Participations et subventions de tiers		2'500		2'000		7'101.90
150	**Affaires culturelles et de loisirs**	**4'800**	**0**	**4'800**	**0**	**4'655.00**	**0.00**
351.00	Loi sur école de musique LEM	4'800		4'800		4'655.00	
160	**Tourisme**	**7'200**	**2'500**	**7'200**	**3'000**	**6'468.00**	**2'082.00**
352.00	Part Maison des Terroirs	7'200		7'200		6'468.00	
406.06	Taxe de séjour résidences secondaires		2'500		3'000		2'082.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2022 Charges	Budget 2022 Revenus	Budget 2021 Charges	Budget 2021 Revenus	Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus
2	**FINANCES**	**244'128**	**1'538'000**	**389'602**	**1'352'979**	**410'882.89**	**1'408'627.17**
210	**Impôts**	**16'000**	**1'150'500**	**12'000**	**1'112'900**	**16'061.89**	**1'134'341.34**
318.00	Frais de perception des impôts	10'000		8'000		10'037.00	
321.00	Intérêts bonifiés impôts	500		500		357.75	
329.00	Défalcations	5'000		3'000		5'667.14	
330.00	Défalcations	500		500		0.00	
400.01	Impôt sur le revenu		810'000		780'000		786'824.99
400.02	Impôt sur la fortune		135'000		120'000		133'990.73
400.03	Impôt à la source		4'500		4'500		-2'026.29
401.01	Impôt sur le bénéfice personnes morales		10'000		25'000		9'529.28
401.02	Impôt sur le capital personnes morales		3'000		200		2'729.55
401.03	Impôt complémentaire sur les immeubles p.m.		15'000		7'000		16'988.40
402.00	Impôt foncier		115'000		115'000		113'115.60
404.00	Droits de mutation		15'000		20'000		15'785.00
405.00	Impôt sur les successions et donations		5'000		5'000		120.50
406.01	Impôt sur les chiens		3'000		3'200		2'990.50
422.00	Intérêts de retard		5'000		3'000		7'806.33
441.00	Recettes sur les gains immobiliers		15'000		15'000		15'577.45
441.01	Impôt des frontaliers		15'000		15'000		30'909.30
220	**Finances**	**209'461**	**387'500**	**358'935**	**240'079**	**376'154.00**	**274'285.83**
352.00	Partic.des communes, péréquation, EtaCom.	209'461		358'935		376'154.00	
352.01	Péréquation, décompte année précédente	0		0		0.00	
422.00	Revenu des capitaux du patrimoine financier		37'500		37'500		37'885.83
452.00	Partic.des com.,bouclement cpte rég. Etatcom		0		202'579		165'695.00
452.01	Péréquation année précédente		0		0		10'705.00
480.00	Prélèvement à fonds de réserve		350'000		0		60'000.00
230	**Amortissement et réserve non-ventilés**	**18'667**	**0**	**18'667**	**0**	**18'667.00**	**0.00**
331.00	Amortissement obl. patrim. administratif	18'667		18'667		18'667.00	
3	**DOMAINES ET BATIMENTS**	**399'230**	**462'217**	**375'400**	**475'717**	**380'358.97**	**487'623.06**
310	**Terrains**	**40'000**	**12'500**	**40'000**	**12'500**	**7'327.05**	**13'912.10**
301.00	Traitement des employés communaux	0		0		898.40	
314.00	Entretien des terrains	40'000		40'000		6'428.65	
423.00	Locations des terrains		12'500		12'500		13'912.10
320	**Forêts**	**130'000**	**80'000**	**137'000**	**88'000**	**108'109.07**	**85'181.00**
300.00	Vacations des municipaux	1'200		1'200		1'883.30	
308.01	Ass.-Exploitation, coupes, plantations	72'000		78'000		39'746.30	
308.02	Ass.-Entretien des plantations	14'000		14'000		32'177.80	
308.03	Débardage-Epareuse-Broyage	2'000		2'000		0.00	
309.00	Autres charges	1'000		1'000		658.05	
310.00	Journaux, annonces, bureau, cotisations	800		800		820.00	
314.01	Entretien des chemins	7'000		8'000		11'837.95	

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2022 Charges	Budget 2022 Revenus	Budget 2021 Charges	Budget 2021 Revenus	Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus
352.00	Participation garde-forestier	32'000		32'000		20'985.67	
435.01	Vente de bois de service		62'000		68'000		63'798.85
435.03	Vente de bois de feu		8'000		8'000		7'228.00
444.00	Subsides		10'000		12'000		14'154.15
330	**Vignes**	**60'430**	**82'050**	**43'800**	**92'050**	**92'686.50**	**100'465.80**
301.00	Traitement des employés communaux	0		0		53'265.75	
301.01	Traitement du personnel	12'000		15'000		14'227.00	
311.00	Achat de matériel, machines	10'000		10'000		7'819.45	
313.00	Achats produits, engrais, plants	7'500		6'000		7'506.75	
313.01	Achat de bouteilles	1'500		1'500		2'173.50	
315.00	Tracteur	2'000		2'000		2'400.10	
319.00	Cotisations et divers	2'000		5'000		993.95	
331.00	Amortissement tracteur	25'430		4'300		4'300.00	
435.00	Vente de vin		500		500		660.00
435.01	Vente de raisin		80'000		90'000		99'326.55
435.02	Dividendes s/parts sociales		1'150		1'150		79.25
437.00	Location vignes		400		400		400.00
340	**Bâtiments-Patrimoine administratif**	**16'600**	**0**	**16'800**	**0**	**18'228.55**	**0.00**
300.00	Vacations des municipaux	2'000		2'000		1'007.00	
301.00	Traitement des employés communaux	0		0		4'016.40	
315.00	Entretien du matériel	800		1'000		797.15	
318.00	Assurance incendie	10'000		10'000		8'643.90	
319.00	Dégâts d'eau et bris de glaces	3'800		3'800		3'764.10	
351	**Grande salle**	**25'800**	**25'500**	**25'800**	**24'000**	**21'430.45**	**25'034.00**
301.01	Traitement des employés communaux	0		0		3'211.55	
311.00	Achat de matériel-engins	2'000		2'000		0.00	
312.00	Electricité, chauffage	9'000		10'000		7'195.40	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	2'000		2'000		1'210.85	
314.00	Entretien du bâtiment	3'000		2'000		2'722.50	
315.00	Entretien du mobilier et matériel	1'000		1'000		-1'709.85	
331.01	Amortissement Etude Grande Salle	8'800		8'800		8'800.00	
427.00	Locations diverses		1'500		1'500		750.00
427.01	Locations groupement scolaire		24'000		22'500		24'284.00
352	**Le Moulin**	**14'000**	**53'600**	**12'000**	**53'600**	**21'227.60**	**52'999.50**
311.00	Achat de matériel, mobilier	1'500		1'500		1'273.95	
312.00	Electricité, chauffage	5'500		5'500		5'664.25	
312.01	Electricité, locaux de service	800		800		793.85	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	200		200		166.00	
314.00	Entretien du bâtiment	6'000		4'000		13'329.55	
427.02	Location Corthésy		18'000		18'000		18'228.77
427.03	Location Parenté		22'000		22'000		21'665.40
427.04	Location Fernandes J.		13'600		13'600		13'105.33
353	**Collège**	**19'500**	**97'867**	**20'000**	**97'067**	**37'890.50**	**103'415.90**
301.00	Conciergerie	0		0		764.65	
301.01	Traitement des employés communaux	0		0		6'881.00	
311.00	Achat de matériel, mobilier	1'000		1'000		0.00	
312.00	Electricité, chauffage	12'000		13'000		15'040.70	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	2'500		2'000		2'321.40	

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2022 Charges	Budget 2022 Revenus	Budget 2021 Charges	Budget 2021 Revenus	Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus
314.00	Entretien du bâtiment	4'000		4'000		12'882.75	
427.00	Location appartement		28'800		28'000		28'800.00
427.01	Locations classes		42'000		42'000		40'944.45
427.02	Participation à l'amortissement		18'667		18'667		18'666.65
427.04	Location triage forestier 7		8'400		8'400		8'400.00
465.00	Participations de tiers		0		0		6'604.80
354	**Eglise**	**6'300**	**100**	**8'400**	**100**	**7'316.90**	**0.00**
301.00	Conciergerie	700		800		429.45	
301.01	Traitement des employés communaux	0		0		83.00	
312.00	Electricité, chauffage	1'000		1'000		948.40	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	500		500		0.00	
314.00	Entretien du bâtiment	3'000		5'000		4'820.00	
318.00	ECA, assurance incendie	1'100		1'100		1'036.05	
427.00	Mariage		100		100		0.00
355	**Maison de Commune**	**21'000**	**0**	**11'400**	**0**	**5'717.20**	**0.00**
301.00	Conciergerie	1'400		1'400		1'221.55	
311.00	Achat de matériel, mobilier	2'000		2'000		0.00	
312.00	Electricité, chauffage	2'500		2'000		2'068.80	
314.00	Entretien des bâtiments	13'000		4'000		320.75	
318.00	Téléphone (024) 436.12.50	2'100		2'000		2'106.10	
356	**Ancienne Poste**	**8'000**	**46'100**	**14'600**	**46'100**	**5'447.75**	**45'397.56**
301.00	Traitement des employés communaux	0		0		0.00	
312.00	Electricite, chauffage	4'000		4'600		1'845.20	
314.00	Entretien	4'000		10'000		3'602.55	
427.01	Location Ayala		14'000		14'000		14'397.75
427.02	Location Krebs - Curtis		20'700		20'700		19'683.70
427.04	Location Meylan		11'400		11'400		11'316.11
357	**La Cour locatif**	**31'600**	**41'000**	**14'100**	**38'800**	**9'922.55**	**38'299.20**
312.00	Electricité, chauffage	4'000		4'500		3'123.30	
312.01	Electricité garage	600		600		413.00	
314.00	Entretien des bâtiments	27'000		9'000		6'386.25	
427.01	Location Colin appartement		13'000		12'000		11'235.25
427.02	Location Colin studio		6'000		6'000		6'000.00
427.04	Location local pompiers		3'400		3'400		3'468.00
427.05	Location 3ème appartement		18'600		17'400		17'595.95
358	**La Combaz**	**25'000**	**23'000**	**30'000**	**23'000**	**44'811.00**	**22'918.00**
300.00	Vacations des municipaux	0		0		0.00	
301.01	Traitements des employés communaux	0		0		2'757.00	
314.00	Entretien des bâtiments	25'000		30'000		42'054.00	
427.00	Location du chalet		23'000		23'000		22'918.00
359	**Cave et Annexes**	**1'000**	**500**	**1'500**	**500**	**243.85**	**0.00**
313.00	Achat de fournitures	500		500		0.00	
314.00	Entretien des bâtiments	500		1'000		243.85	
427.00	Location pressoir		500		500		0.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2022 Charges	Budget 2022 Revenus	Budget 2021 Charges	Budget 2021 Revenus	Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus
4	**TRAVAUX**	**308'980**	**140'700**	**281'718**	**133'834**	**340'686.96**	**137'266.30**
430	**Routes**	**141'900**	**0**	**125'900**	**0**	**160'660.56**	**0.00**
300.00	Vacations municipaux	3'000		3'000		1'120.00	
301.00	Traitement des employés communaux	0		0		10'080.00	
311.00	Achat de matériel, machines	4'000		1'500		2'546.55	
312.00	Eclairage public	1'500		2'000		3'330.80	
313.00	Matériels divers, carburants	3'500		3'500		5'689.81	
314.01	Entretien des parcs	1'000		1'000		829.65	
314.02	Entretien des routes	40'000		30'000		32'138.95	
314.03	Entretien éclairage public	7'000		3'000		35'911.00	
314.04	Canalisations	2'000		3'000		0.00	
315.00	Tracteur	3'000		3'000		4'171.70	
318.00	Déblaiement neige	4'000		3'000		2'282.10	
319.00	Taxes, impôts, assurances véhicules	1'000		1'000		660.00	
331.01	Amortissement travaux routes	12'000		12'000		12'000.00	
331.03	Amortissement travaux sous Caves	6'000		6'000		6'000.00	
331.05	Amortissement " Croix des Terreaux"	15'600		15'600		15'600.00	
331.07	Amortissement trottoir rte de Champagne	7'800		7'800		7'800.00	
331.08	Amortissement Trottoir Flusel	4'800		4'800		4'800.00	
331.09	Amortissement Rue du Tertre	15'700		15'700		15'700.00	
331.10	Amortissement Midi-Croix-des-Terreaux	10'000		10'000		0.00	
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux claires		0		0		0.00
440	**Parcs, promenades, cimetière**	**31'430**	**0**	**12'800**	**0**	**29'073.45**	**700.00**
301.00	Traitement de l' employé communal	0		0		15'162.60	
311.00	Achat de matériel, machines	1'000		1'500		868.90	
314.00	Entretien	3'000		5'000		3'377.75	
315.00	Tracteur	2'000		2'000		5'364.20	
331.02	Amortissement tracteur	25'430		4'300		4'300.00	
435.01	Emolument "Jardin du Souvenir"		0		0		700.00
451	**Ordures ménagères et déchetterie**	**53'200**	**47'300**	**55'700**	**44'300**	**46'529.14**	**43'420.30**
300.00	Vacation des municipaux	500		500		450.00	
301.00	Traitement des employés communaux	0		0		2'947.00	
311.00	Achat matériel, (sacs enfants)	1'200		1'200		1'175.82	
352.00	STRID	2'000		2'000		1'706.53	
352.01	Cand-Landi	0		33'000		27'875.60	
352.03	Strid incinérables	15'000		12'000		9'293.94	
352.04	Cand-Landi déchets communaux	1'500		3'000		3'080.25	
352.05	Part communale à l'infrastructure	0		4'000		0.00	
352.06	Commune d'Onnens, participation aux frais	33'000		0		0.00	
434.02	Ristourne des sacs ordures STRID		14'000		12'000		9'839.35
434.03	Taxe personnelle déchets		33'000		32'000		32'426.35
435.04	Produits de récupération(verres)		300		300		370.55
436.01	Remboursements de tiers		0		0		784.05
461	**Réseau d'égouts**	**82'450**	**93'400**	**87'318**	**89'534**	**104'423.81**	**93'146.00**
300.00	Vacations municipaux	1'000		1'500		253.80	
314.00	Entretien canalisations et collecteurs	2'000		2'000		0.00	
314.04	Vidange fosses sceptiques	1'000		1'000		0.00	
331.04	Amortissement "chemin des Sources"	0		0		9'331.10	
331.05	Amortissement collecteurs Puits-Midi	15'000		15'000		15'000.00	
331.07	Amortissement raccordement EU Champs de Ville - La Gotallaz	3'500		3'500		3'500.00	

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2022 Charges	Budget 2022 Revenus	Budget 2021 Charges	Budget 2021 Revenus	Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus
331.08	Amortissement Quartier du Pontet	2'500		2'500		2'500.00	
331.09	Amortissement Tamis STEP	0		2'534		6'600.00	
331.10	Amortissement conduites - Ch. sur la Vigne	2'400		0		0.00	
352.00	Participation de Bonvillars aux frais de la STEP	55'050		59'284		67'238.91	
434.00	Taxe d'épuration des eaux		40'500		41'000		40'329.00
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux usées		2'000		3'000		3'456.00
434.03	Taxe entretien des collecteurs		40'500		41'000		40'761.00
465.00	Participation frais exploitation et administration de la STEP		10'400		4'534		8'600.00
5	**INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES**	**266'820**	**2'100**	**265'820**	**0**	**223'778.00**	**258.45**
510	**Enseignement primaire et secondaire**	**263'000**	**2'100**	**260'000**	**0**	**220'408.70**	**0.00**
352.01	Participation primaire	130'000		116'500		130'830.65	
352.02	Participation au secondaire	130'000		143'500		89'151.70	
352.03	surveillance préau	3'000		0		426.35	
451.02	participation surveillance préau		2'100		0		0.00
540	**Office orientation professionnelle**	**700**	**0**	**700**	**0**	**650.85**	**0.00**
351.00	Participation cantonale	700		700		650.85	
580	**Temples et cultes**	**3'120**	**0**	**5'120**	**0**	**2'718.45**	**258.45**
365.01	Participation paroisse protestante	1'000		2'000		990.00	
365.02	Participation paroisse catholique	2'000		3'000		1'614.00	
365.03	Participation paroisse langue allemande	120		120		114.45	
465.01	Ristourne participation paroisse protestante		0		0		258.45
6	**POLICE**	**99'144**	**3'000**	**97'258**	**3'800**	**94'351.25**	**2'177.00**
610	**Corps de police**	**58'344**	**0**	**55'658**	**500**	**60'883.00**	**2.00**
351.00	Réforme policière	58'344		55'658		56'083.00	
351.01	Frais auxilliaire de police municipale	0		0		4'800.00	
451.00	Participation et remboursement du Canton (réforme policière années précédentes)		0		0		2.00
451.01	Emoluments amendes d'ordre		0		500		0.00
620	**Contrôle des habitants**	**1'500**	**2'000**	**1'500**	**2'000**	**1'274.60**	**2'075.00**
318.00	Emoluments versés	1'500		1'500		1'274.60	
431.00	Emoluments facturés		2'000		2'000		2'075.00
630	**Police sanitaire**	**500**	**500**	**300**	**300**	**64.00**	**52.00**
352.04	Participation destruction déchets carnés	500		300		64.00	
436.00	Remboursement taxe déchets carnés		500		300		52.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2022 Charges	Budget 2022 Revenus	Budget 2021 Charges	Budget 2021 Revenus	Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus
640	**Service des inhumations**	**700**	**0**	**700**	**0**	**829.45**	**0.00**
301.00	Traitement des employés communaux	0		0		376.00	
318.00	Frais de transports des pompes funèbres	200		200		86.15	
318.05	Honoraires et prestations de services	500		500		367.30	
650	**Défense contre l'incendie**	**27'100**	**500**	**28'100**	**1'000**	**21'414.25**	**48.00**
301.02	Participation SDIS, Yverdon	25'000		25'000		19'450.75	
319.00	Frais CR	100		100		100.00	
319.01	Bornes hydrantes	2'000		3'000		1'863.50	
436.00	Participation de tiers (subsides ECA)		500		1'000		48.00
660	**Protection civile**	**11'000**	**0**	**11'000**	**0**	**9'885.95**	**0.00**
352.00	Participation assoc. intercom. PC	10'000		10'000		9'126.35	
352.01	ACRG, surveillance des chantiers	1'000		1'000		759.60	
451.00	ACRG, ristourne		0		0		0.00
7	**SECURITE SOCIALE**	**400'642**	**0**	**383'351**	**0**	**370'190.95**	**15'052.55**
720	**Prévoyance sociale cantonale**	**400'642**	**0**	**383'351**	**0**	**370'190.95**	**15'052.55**
351.00	Pr.compl.AVS/AI-prév.aide soc.-prot.jeunesse	304'642		292'351		284'178.00	
351.01	FAGE (accueil de jour des enfants)	80'000		75'000		70'650.00	
351.02	ARAS	16'000		16'000		15'362.95	
351.03	Solde à payer de facture sociale année précédente selon décpte final	0		0		0.00	
451.00	Participations et remboursements du canton		0		0		394.00
451.01	FAGE (Accueil de jour des enfants) ristourne		0		0		14'658.55
8	**SERVICES INDUSTRIELS**	**45'500**	**62'000**	**45'500**	**57'000**	**65'343.20**	**65'343.20**
810	**Service des eaux**	**45'500**	**62'000**	**45'500**	**57'000**	**65'343.20**	**65'343.20**
300.00	Vacations des municipaux	500		500		253.80	
301.00	Traitement desemployés communaux	0		0		8'409.50	
311.00	Achat matériel, compteurs	1'000		1'000		0.00	
312.01	Achat eau	21'000		20'000		21'580.75	
312.03	Consommation d'électricité	5'000		5'000		4'560.90	
314.00	Entretien réseau et station pompage	9'000		5'000		5'549.11	
318.00	Honoraires et prestations de service	5'000		5'000		2'439.90	
331.01	Amortissement PDDE Plan Directeur Distribution eau	0		5'000		5'000.00	
331.02	Amortissement conduite du Devens	4'000		4'000		4'000.00	
380.00	Attribution au fonds réserve raccord.	0		0		13'549.24	
434.01	Taxes uniques de raccordement,dist.d'eau		2'000		2'000		3'840.00
435.00	Vente d'eau		60'000		55'000		61'503.20
	Total des charges	**2'275'794**		**2'283'949**		**2'175'784.06**	
	Total des revenus		**2'268'017**		**2'082'330**		**2'179'195.48**
	Excédent de charges		**7'777**		**201'619**		
	Excédent de revenus					**3'411.42**	

BUDGET 2022

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2022 Charges	Budget 2022 Revenus	Budget 2021 Charges	Budget 2021 Revenus	Comptes 2020 Charges	Comptes 2020 Revenus
1	**Administration**	**1'050**	**0**	**1'050**	**0**	**1'023.04**	**0.00**
110	**Administration**	**1'050**	**0**	**1'050**	**0**	**1'023.04**	**0.00**
301.00	Traitement personnel administration	1'000		1'000		1'000.00	
318.00	Frais de gestion	50		50		23.04	
4	**TRAVAUX**	**59'000**	**60'050**	**63'234**	**64'284**	**71'734.40**	**72'757.44**
462	**STEP**	**59'000**	**60'050**	**63'234**	**64'284**	**71'734.40**	**72'757.44**
300.00	Vacations des municipaux	1'000		1'000		1'000.00	
301.00	Traitement personnel communal	6'400		6'400		6'255.00	
301.01	Traitement du personnel	8'800		8'800		9'154.50	
311.00	Achat matériel	1'500		1'500		0.00	
312.00	Electricité	7'000		7'000		7'175.50	
312.01	Consommation d'eau et frais d'épuration (eau consommée)	2'000		2'000		2'468.40	
314.00	Entretien	12'000		12'000		17'986.85	
314.01	Traitement des boues Ependes	12'500		12'500		11'815.45	
318.00	Honoraires et prestations de service	3'000		3'000		4'778.70	
318.02	PTT (024) 436.25.86	100		1'800		0.00	
319.01	Taxes fédérales sur les eaux usées	4'700		4'700		4'500.00	
331.02	Amortissement Tamis STEP	0		2'534		6'600.00	
436.01	Participation de la Commune de Champagne		4'000		4'000		4'647.18
436.02	Participation de la Commune d'Onnens		1'000		1'000		871.35
436.03	Participation Commune de Bonvillars		55'050		59'284		67'238.91
	Total des charges	**60'050**		**64'284**		**72'757.44**	
	Total des revenus		**60'050**		**64'284**		**72'757.44**

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 13/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet
024 436 13 79 – frederic.piguet@bonvillars.ch

Budget 2022

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous soumettons à votre approbation le budget pour l'année 2022.

Le budget met en évidence les éléments suivants :

Charges	**CHF**	**2'275'794.00**
Produits	**CHF**	**2'268'017.00**
Excédent de charges	**CHF**	**7'777.00**

Quelques informations :

Administration
Cpte 110.318.02 : Archivage - Tri, classement et archivage des dossiers (1981-2021)

Finances
Cpte 220.480.00 : Prélèvement au fonds de réserve - Fonds propres trop élevés par rapport aux dépôts bancaires

Vignes
Cpte 330.331.00 : Amortissement tracteur - Solde de l'amortissement du tracteur des vignes (voir cpte 440.331.02)

Maison de Commune
Cpte 355.314.00 : Entretien du bâtiment - Travaux au rez-de-chaussée pour mise aux normes du local d'archivage (espace, protection feu & eau, humidité)

Parc, promenades, cimetière
Cpte 440.331.02 : Amortissement tracteur - Solde de l'amortissement du tracteur des vignes (voir cpte 330.331.00)

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 13/2021

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet
024 436 13 79 – frederic.piguet@bonvillars.ch

Budget 2022

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous soumettons à votre approbation le budget pour l'année 2022.

Le budget met en évidence les éléments suivants :

Charges	**CHF**	**2'275'794.00**
Produits	**CHF**	**2'268'017.00**
Excédent de charges	**CHF**	**7'777.00**

Quelques informations :

Administration
Cpte 110.318.02 : Archivage - Tri, classement et archivage des dossiers (1981-2021)

Finances
Cpte 220.480.00 : Prélèvement au fonds de réserve - Fonds propres trop élevés par rapport aux dépôts bancaires

Vignes
Cpte 330.331.00 : Amortissement tracteur - Solde de l'amortissement du tracteur des vignes (voir cpte 440.331.02)

Maison de Commune
Cpte 355.314.00 : Entretien du bâtiment - Travaux au rez-de-chaussée pour mise aux normes du local d'archivage (espace, protection feu & eau, humidité)

Parc, promenades, cimetière
Cpte 440.331.02 : Amortissement tracteur - Solde de l'amortissement du tracteur des vignes (voir cpte 330.331.00)

Prévoyance sociale cantonale
Cpte 720.351.01 : Accueil de jour des écoliers - Augmentation de la part communale

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil général de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 13/2021.
- entendu le rapport de la commission des finances.

Décide :

1) d'approuver le budget communal 2022 tel que présenté.

2) d'approuver le budget de la STEP 2022 tel que présenté

Le présent préavis ainsi que les documents annexes ont été adoptés par la Municipalité dans sa séance du 15 novembre 2021.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic
Frédéric Piguet

La Secrétaire
Nathalie Ryser

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS
CANTON DE VAUD
LIBERTÉ ET PATRIE

Bonvillars, le 18 novembre 2021

Annexes : budgets 2022
tableau des amortissements

Bonvillars,2 décembre 2021

Rapport de la commission des finances

Préavis municipal No 13/2021

Budget 2022

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les conseillers

La commission formée de Christoph Junod, Markus Hoh et du rapporteur Jean-Pierre Duvoisin s'est réunie le 2 décembre à la salle communale afin d'étudier le dit préavis.

Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet syndic de sa présence ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.

Le préavis municipal concernant le budget vous a présenté les principales modifications pour 2022.

Le budget 2022 est calqué sur les comptes 2020

Les principales informations sont citées dans le préavis municipal.

Administration

En augmentation(salaire de 2 employés + les charges sociales)

Finances

Nous constatons qu'il y a un prélévement de 350'000 FRs au fond de réserve d'où un excédent de charges de ce même montant.

Cela provient de la péréquation compte 452.00 «Participation des communes cpte régional Etat com » non prévue dans le budget et de charges supplémentaires concernant le deuxième employé ainsi que divers secteurs comme la vigne et la forêt. Pour surveiller la rentabilité de ces activités, les

deux commissions (Gestion et Finances) devraient siéger ensemble pour équilibrer les charges et revenus à long terme.

Domaines et batiments

La Cour cpt 314.00

Les travaux prévus en 2021 sont reportés en 2022

Le budget communal 2022 se présente comme suit :

Charges	CHF	2'275'794.00
Produits	CHF	2'268'017.00
Excédent de charges	CHF	7'777.00
Amortissements légaux	CHF	182'627.00

La commission des finances propose aux membres du Conseil général d'approuver le budget 2022 et celui de la Step 2022.

Markus Hoh

Christoph Junod

Jean-Pierre Duvoisin

Motion à l'attention du
Président du Conseil Général de Bonvillars

Problématique

Désormais, non seulement aucune tâche administrative ne s'effectue plus sans recours à l'informatique, mais tous les appareils sont reliés à internet, et de ce fait, reliés à des possibles malfaiteurs. L'attaque informatique subie par l'administration d'une commune vaudoise et médiatisée récemment, laisse supposer que les administrations communales disposent de données suffisamment précieuses pour que la menace de les vendre à des malfaiteurs suffit pour demander de manière crédible une rançon.

Le danger de surréagir et de se munir d'un niveau de protection disproportionné est autant probable que l'inverse. Afin d'apprécier le niveau correct de sécurité informatique à exiger par notre administration communale, il convient, en premier lieu, de se demander ce qui pourrait prêter dommage aux citoyens et à la commune si les données venaient à être volées, compromises ou détruites.

Une administration publique telle qu'une commune représente un double danger pour le citoyen car les malfaiteurs, en s'attaquant à l'administration communale, pourraient accéder aux informations concernant les citoyens, aux biens et données communes simultanément. Protéger les biens communs et les citoyens est un devoir régalien que la commune se doit de prendre au sérieux.

But de l'initiative

Par cette motion, les sous-signataires souhaitent évaluer le niveau de sécurité informatique actuellement en place et en apprécier l'éventuel besoin de la renforcer.

Contenu du rapport

Le rapport à présenter au Conseil Général répondra, au moins, aux questions suivantes:

a) Quelles sont les données personnelles soumises à la Loi sur la protection des données personnelles, stockées informatiquement par la commune?
b) De quelle manière l'accès aux données mentionnées plus haut est rendue accessible uniquement aux ayant droits? Qui sont les ayant droits? Quelles sont les procédures d'identification?
c) Quelles mesures et procédures sont mises en place afin d'empêcher l'usurpation d'identité et éviter ainsi vol et/ou encryptage des données ou d'autres dommages? Cela tant pour l'accès aux données personnelles qu'aux données de la commune telle qu'aux comptes courants.

d) Qui sont nos partenaires de sous-traitance informatique? Le contrat nous liant à ces derniers remplit-il les conditions mentionnées par la CHECK-LIST POUR CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE DE SOLUTION INFORMATIQUE EXTERNALISÉE[1] mise à disposition par l'Autorité de protection des données et de droit à l'information de l'État de Vaud[2]?
e) Les critères mentionnés à la question d) sont-ils respectés par l'administration communale elle-même?
f) Les éventuels dommages suite à une intrusion ont-ils été quantifiés? Quelle en est le montant? Les dommages sont-ils assumés par le fournisseur de prestations informatiques?
g) Quelle est la dépendance des systèmes informatiques, respectivement leurs niveaux de protection des installations de fourniture de prestation telles qu'alimentation en eaux, step, etc?
h) Quelles sont les procédures de gestion de crises visant à identifier et gérer les dommages causés par une attaque informatique?

Les dangers liés au cyber peuvent être de divers types; l'interdiction à l'accès aux données, le vol des données respectivement l'espionnage ou encore l'atteinte à l'intégrité des données, à savoir la modification des données. En répondant aux questions que la présente motion soulève, la municipalité y répondra en gardant ces derniers à l'esprit.

Pour le Conseil Général:

Curiale Gian Domenico Hoh Markus

[1] Check-list_pour_un_contrat_de_sous-traitance_informatique.pdf (vd.ch)

[2] L'Autorité de protection des données et de droit à l'information de l'État de Vaud (Autorité de protection des données et de droit à l'information - VD.CH) est une est une autorité indépendante qui renseigne toute personne ou entité administrative sur ses droits et obligations en matière de protection des données personnelles ou d'accès à des informations ou à des documentations officielles.

Postulat à la Municipalité de Bonvillars

Nous souhaitons au début de cette nouvelle législature soumettre un postulat à la Municipalité selon Art. 51 b) du règlement pour améliorer la planification financière et la transparence des projet communaux.

Dans le cadre du projet de fusion avec la commune d'Onnens, tout comme lors de récent projets de constructions ou d'investissements, des discussions répétées sur des dépenses imprévues ont eu lieu. D'autres projets sont soit en attente ou ne sont pas poursuivis (par ex. la grande salle, le cheminement scolaire, ...).

Nous souhaitons donc demander à la municipalité la mise en place d'un plan d'investissement pour la législature. Ce type de plan - incluant les critères d'évaluation ainsi que les coûts et le calendrier possibles - permet de planifier, coordonner et suivre les différents projets de la municipalité tout comme offrir une perspective financière et budgétaire à moyen/long terme, une visibilité fiscale et une transparence sur les futures échéances de construction/rénovation (par exemple entretien des routes, assainissement des égouts, ...).

Ceci nous semble nécessaire, proportionné et utile à la municipalité, aux différentes commissions, au conseil général et à la population de Bonvillars en général.

Nous espérons que les membre du Conseil verront les bénéfices d'un tel postulat et voteront de façon positive à celui-ci. Nous vous remercions pour l'attention porté à cette demande.

Fait à Bonvillars, le 06 novembre 2021

Markus Hoh

Victor Fernandes

Yann Rosser

Bonvillars, le 1er décembre 2021

Motion pour le Conseil général de Bonvillars du 23 décembre 2021

Afin d'améliorer la convivialité et la qualité de l'air ainsi que la sécurité, je présente la motion suivante :

La vitesse des véhicules automobiles est limitée de façon générale à 30 km/h dans l'ensemble du village

Ellen Lambert